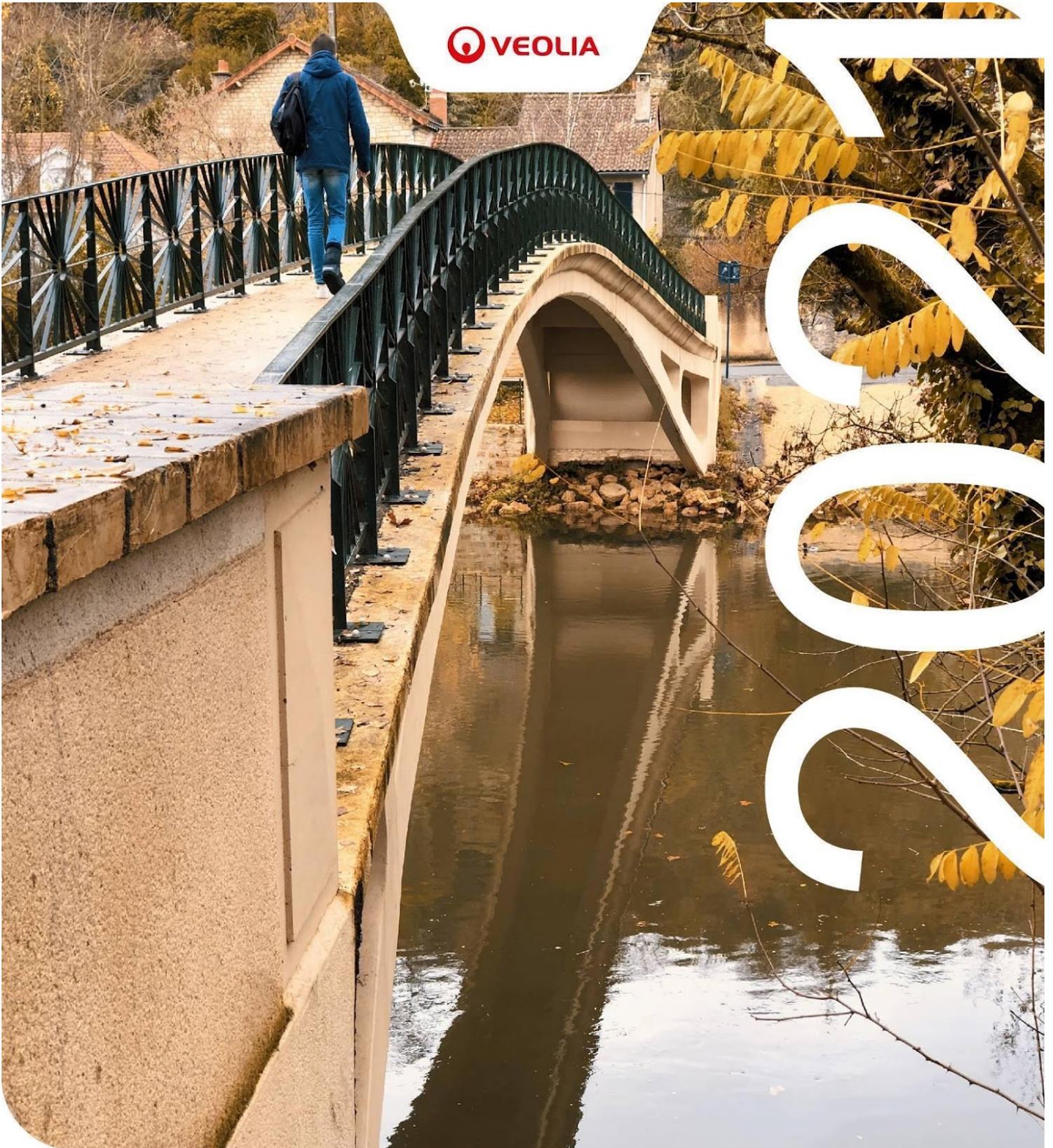


Envoyé en préfecture le 04/10/2022

Reçu en préfecture le 04/10/2022

Affiché le 05 octobre 2022

ID : 033-213301229-20221004-DELIB05\_22\_2022-DE



**RAPPORT ANNUEL DU DÉLÉGATAIRE**

Cestas-ASS

## **RÈGLEMENT GÉNÉRAL SUR LA PROTECTION DES DONNÉES**

Le Règlement Général pour la Protection des Données, entré en vigueur le 25/05/2018, a renforcé les droits et libertés des personnes physiques sur leurs données à caractère personnel. Afin de s'y conformer, les Responsables de traitement doivent adapter les mesures de protection les concernant. En conséquence, Veolia Eau France communique à travers le rapport annuel uniquement des données anonymisées ou agrégées.

### **REPERES DE LECTURE**

Le document intègre différents pictogrammes qui vous sont présentés ci-dessous.

<b>Repère visuel</b>	<b>Objectif</b>
 <p><b>ENGAGEMENT</b></p>	<b>Identifier rapidement nos engagements clés</b>
 <p><b>FOCUS</b></p>	<b>Mettre en évidence certaines de nos innovations et nos points différenciants</b>
 <p><b>RESPONSABILITÉ</b></p>	<b>Identifier nos démarches en termes de responsabilité environnementale, sociale, et sociétale</b>

## Avant-propos



### Veolia – Rapport annuel du délégué 2021

Monsieur le Maire,

Je suis heureux de vous adresser le **Rapport Annuel du Délégué** pour l'année 2021. Vous y retrouverez l'ensemble des informations techniques, économiques et environnementales relatives à la gestion de votre service d'eau et d'assainissement.

L'année 2021 fut une année particulièrement riche pour nos équipes qui ont su se mobiliser et développer des solutions innovantes, dans un contexte sanitaire sans précédent, pour assurer une continuité et une performance des services de l'eau et de l'assainissement.

Cette année fut aussi celle de nouvelles avancées pour les activités Eau France de Veolia, où nous avons voulu mettre l'accent sur ce qui fait notre engagement : l'expertise métier au service de la promesse que nous faisons à tous nos clients, quelle que soit la taille des collectivités, quel que soit leur contexte.

Cette promesse, c'est tout d'abord d'apporter une eau de qualité. Une eau bonne pour la santé, mais aussi une eau bonne pour l'environnement. Que de la source au rejet dans le milieu naturel nous prenions soin de cette ressource si importante pour nous et pour notre planète dans le contexte de l'urgence climatique.

Nous en sommes convaincus, l'eau sera l'enjeu majeur du XXIème siècle au même titre que l'énergie ou le déchet, ce qui nous donne l'obligation d'agir en tant que décideurs et en tant que professionnels. Notre outil Kaïros, conçu en collaboration avec des Partenaires Experts et les données publiques nous permet de prévoir où auront lieu les plus grandes difficultés climatiques et il est évident qu'aucun territoire ne sera totalement épargné par les changements profonds dans le cycle de l'eau qu'amène le réchauffement climatique. Nous devons dès aujourd'hui agir ensemble, pour protéger l'eau, garantir son accès à tous et lui donner plusieurs vies.

Cette année fut aussi pour nous celle permettant d'engager la construction du champion mondial de la transformation écologique, intégrant la plupart des activités internationales de Suez, tout en garantissant une concurrence saine en France. Cette fusion à l'international nous permettra de créer plus de solutions transverses et agir pour la Transformation écologique.

Enfin, l'activité Eau de Veolia en France a voulu garder son ADN Français : un service client 100% Français, une proximité territoriale forte. Nous sommes fiers de notre héritage et nous voulons avec vous, pour vous, nous projeter vers l'avenir.

Je vous remercie de la confiance que vous accordez à nos équipes et vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes salutations les plus respectueuses.

**Pierre Ribaute,**  
Directeur Général, Eau France

# PRESENTATION Eau France

## Contribuer au progrès humain

Notre raison d'être chez Veolia est de contribuer au progrès humain, en s'inscrivant résolument dans les Objectifs de Développement Durable définis par l'ONU, afin de parvenir à un avenir meilleur et plus durable pour tous.

C'est dans cette perspective que nous nous donnons pour mission de « Ressourcer le monde », en exerçant notre métier de services à l'environnement.

Nous nous engageons sur une performance plurielle. Cela signifie que nous adressons le même niveau d'attention et d'exigence à nos différentes performances, qui sont complémentaires et forment un cercle vertueux : performance économique et financière, performance commerciale, performance sociale, performance sociétale et performance environnementale.

## Placer l'eau au coeur de la Transformation écologique

Au cœur de cette mission pour l'eau, en France, se trouve en premier lieu l'écoute et la relation de confiance avec toutes nos parties prenantes :

- celle de nos clients collectivités, avec des contrats sur-mesure et flexibles, où notre rémunération est basée sur une performance que nous définissons ensemble, avec nos modules digitaux d'hypervision qui recueillent et analysent en temps réel et en toute transparence les informations du terrain, pour rendre le service de l'eau plus efficace pour tous,
- celle des citoyens-consommateurs, guidés par le principe de « Relation Attentionnée », pour laquelle nous nous appuyons sur la mesure de leur satisfaction continue, pour améliorer toujours davantage le service,
- celle des territoires, en apportant des solutions locales et partenariales qui répondent à leurs enjeux spécifiques,
- celles de nos salariés, en donnant à chacun les moyens de se former aux meilleures techniques de nos métiers, de travailler en sécurité, pour une action responsabilisante directement à vos côtés.

Aujourd'hui, plus solide que jamais sur nos fondamentaux, nous sommes prêts avec notre nouvelle feuille stratégique « Impact Eau France » à faire de l'eau un accélérateur de la transformation écologique

- par une transformation verte : en élargissant nos offres sur l'eau potable et l'assainissement à l'ensemble du cycle de l'eau et du climat,
- par une transformation inclusive au sens large : en embarquant et en accompagnant dans cette transformation écologique l'ensemble de nos parties prenantes, en nous appuyant sur leurs différences, en co-construisant les solutions et en partageant les enjeux, les responsabilités et les résultats.

Ainsi, nous souhaitons être l'acteur de référence du cycle de l'eau en France, avec et au service des collectivités publiques.

Pour s'en assurer, nos équipes maîtrisent le traitement et le suivi de la qualité de l'eau à toutes les étapes de son cycle, depuis le prélèvement dans la ressource naturelle jusqu'au rejet dans le milieu. Au-delà de notre expertise, nous innovons au quotidien pour rendre nos services, procédés de traitements et installations toujours plus performantes, au service d'une eau et d'un assainissement de qualité.

L'activité Eau de Veolia en France, en quelques chiffres, c'est :

- **24,9** millions de personnes desservies en eau potable
- **2051** usines de dépollution des eaux usées gérées
- **6,9** millions de clients abonnés
- **14,8** millions d'habitants raccordés en assainissement
- **1,6** milliard de m<sup>3</sup> d'eau potable distribués
- **1,2** milliard de m<sup>3</sup> d'eaux usées collectées et dépolluées
- **2172** usines de production d'eau potable gérées

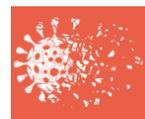
### Offres innovantes Veolia

Acteur majeur des services environnementaux Veolia poursuit une politique d'innovation qui lui permet de développer des solutions pour répondre aux enjeux de la transformation écologique. Nous sommes fiers de vous présenter 3 solutions fruits de la recherche et développement du groupe Veolia.

### VIGIE COVID-19

#### SURVEILLANCE DU CORONAVIRUS SARS-COV-2 DANS LES EAUX USÉES

Offrir un temps d'avance dans le suivi de l'épidémie



**Diabolo est une solution mobile, rapide et peu coûteuse** pour le traitement des non-conformités liées aux métabolites de pesticide



Veolia Eau poursuit le développement **de la suite logicielle TELEO pour exploiter toute la richesse du télérelevé.** Teleo Alarmes constitue **la tour de contrôle du télérelevé.**

L'ensemble des ces 3 solutions vous sont présentées et détaillées en Annexe « Offres innovantes Veolia ».

# Sommaire

<b>1. L'ESSENTIEL DE L'ANNÉE</b>	<b>8</b>
1.1 Un dispositif à votre service	9
1.2 Présentation du contrat	11
1.3 Les chiffres clés	12
1.4 L'essentiel de l'année 2021	13
1.5 Les indicateurs réglementaires 2021	15
1.6 Autres chiffres clés de l'année 2021	18
1.7 Le prix du service public de l'assainissement	20
<b>2. LES CONSOMMATEURS ET LEUR CONSOMMATION</b>	<b>21</b>
2.1 Les consommateurs et l'assiette de la redevance	22
2.2 La satisfaction des consommateurs : personnalisation et considération au rendez-vous	24
2.3 Données économiques	27
<b>3. LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE</b>	<b>29</b>
3.1 L'inventaire des installations	30
3.2 L'inventaire des réseaux	34
3.3 Les indicateurs de suivi du patrimoine	35
3.4 Gestion du patrimoine	37
3.5 Propositions d'améliorations du patrimoine	42
<b>4. LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITÉ OPÉRATIONNELLE POUR VOTRE SERVICE</b>	<b>48</b>
4.1 La maintenance du patrimoine	49
4.2 L'efficacité de la collecte	54
4.3 L'efficacité du traitement	59
4.4 L'efficacité environnementale	68
<b>5. RAPPORT FINANCIER DU SERVICE</b>	<b>70</b>
5.1 Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE)	71
5.2 Situation des biens	74
5.3 Les investissements et le renouvellement	75
<b>6. ANNEXES</b>	<b>82</b>
6.1 La facture 120 m <sup>3</sup>	83
6.2 Les données consommateurs par commune	84
6.3 Le bilan qualité par usine	85
6.4 Le bilan énergétique du patrimoine	92

6.5	<i>Pièces complémentaires</i>	100
6.6	<i>Annexes financières</i>	111
6.7	<i>Les engagements à incidence financière</i>	121
6.8	<i>Reconnaissance et certification de service</i>	125
6.9	<i>Actualité réglementaire 2021</i>	129
6.10	<i>Glossaire</i>	146
6.11	<i>Attestations d'assurances</i>	151
6.12	<i>Offres innovantes VEOLIA</i>	160
6.13	<i>Conformité STEP</i>	163

Envoyé en préfecture le 04/10/2022

Reçu en préfecture le 04/10/2022

Affiché le

SLO

ID : 033-213301229-20221004-DELIB05\_22\_2022-DE

# 1.

L'ESSENTIEL DE  
L'ANNÉE



En tant que délégataire, Veolia s'engage à vous fournir, en toute transparence, l'ensemble des informations relatives à votre service d'assainissement. Cette première partie en fait la synthèse : vos interlocuteurs, les informations relatives à votre contrat, les faits marquants de l'année écoulée et les chiffres clés (indicateurs réglementaires et autres données chiffrées liées à la dépollution et à la collecte, au patrimoine, aux services apportés aux consommateurs, etc.).

## 1.1 Un dispositif à votre service

### VOTRE LIEU D'ACCUEIL

#### Accueil de CESTAS

Place Haitza  
33 610 CESTAS

Ouvert au public  
du lundi au vendredi  
De 9h à 12h



### TOUTES VOS DÉMARCHES SANS VOUS DÉPLACER



[www.eau.veolia.fr](http://www.eau.veolia.fr)

Pour toutes vos démarches en ligne



**Service pour les sourds ou malentendants** accessible depuis notre site internet



**05 61 80 09 02**

Du lundi au vendredi : 8h – 19h

Samedi : 9h – 12h

Urgences techniques 7j/7 et 24h/24



**Nos Apps**

disponibles sur iOS et Android



**Veolia Eau**

TSA 40118

37911 Tours Cedex 9

## LES INTERLOCUTEURS VEOLIA À VOS CÔTÉS

### PRÉSENTATION

(RESERVE A UN USAGE STRICTEMENT INTERNE)

Accueil Clientèle (24h/24h – 7j/7j) : 05.61.80.09.02 (seul n° à communiquer aux clients)

N° Astreinte (Local) : 06.12.83.11.82 (réservé aux élus/collectivités)

#### SERVICE GIRONDE LANDES : Appel en cas de problèmes techniques, fuites, nouveaux branchements...



**Isabelle NEVEU**

Manager de Service Local

Tél : 06.23.23.47.31

@ : isabelle.m.neveu@veolia.com



**Nicolas ONILLON**

Responsable d'Exploitation

Tél : 06.09.82.33.03

@ : nicolas.onillon@veolia.com



**Guillaume SIX**

Responsable d'équipe Municipale

Tél : 06.13.46.59.71

@ : guillaume.six@veolia.com



**David NADAL**

Référent Équipe Municipale

Tél : 06.29.91.58.52

@ : david.nadal@veolia.com

#### SERVICE TRAVAUX NEUFS USINES



**Aurélie SARHY**

Responsable Travaux Neufs Usines

Tél : 06.28.51.27.03

@ : aurelie.sarhy@veolia.com

#### SERVICE CLIENTÈLE : Nouvel abonné, résiliation, facturation, FSL...



**Anne Laure GUIDA-VOLCKAERT**

Directrice des Consommateurs

Tél : 06.22.90.20.11

@ : anne-laure.guida-volckaert@veolia.com



**Isabelle PIOT**

Service Consommateurs

Tél : 06.16.47.33.36

@ : isabelle.piot@veolia.com

#### DIRECTION :



**Arnaud LAVALETTE**

Directeur de Territoire

Tél : 06.16.78.55.15

@ : arnaud.lavalette@veolia.com



**Jean-Marc BOUDEY**

Directeur du Développement

Tél : 06.34.44.72.76

@ : jean-marc.boudey@veolia.com



**Frank ZEISLER**

Directeur des Opérations

Tél : 06.23.85.51.68

@ : frank.zeisler@veolia.com



**Yann EVEN**

Contrôleur de gestion

Tél : 06.60.68.32.52

@ : yann.even@veolia.com



**Marie-Eve LANTRADE**

Assistante

Tél : 06.13.58.10.38

@ : marie-eve.lantrade@veolia.com

## 1.2 Présentation du contrat

### Données clés

✓	Délégataire	VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux
✓	Périmètre du service	CESTAS
✓	Numéro du contrat	I0271
✓	Nature du contrat	Affermage
✓	Date de début du contrat	01/01/2016
✓	Date de fin du contrat	31/12/2027
✓	Les engagements vis-à-vis des tiers	

En tant que délégataire du service, VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux assume des engagements d'échanges d'effluents (réception ou déversement) avec les collectivités voisines ou les tiers (voir tableau ci-dessous).

Type d'engagement	Tiers engagé	Objet
réception effluent	Pessac (CU Bordeaux)	Réception d'effluents domestiques à Pessac

## 1.3 Les chiffres clés

### Chiffres clés



17 212

Nombre d'habitants  
desservis



7 792

Nombre d'abonnés  
(clients)



1

Nombre d'installations de  
dépollution



21 000

Capacité de dépollution  
(EH)



232

Longueur de réseau  
(km)



1 119 729

Volume traité  
(m<sup>3</sup>)

## 1.4 L'essentiel de l'année 2021

### 1.4.1 Principaux faits marquants de l'année

- Nous avons rencontré un défaut sur le clapet anti-retour d'une des pompes de relevage du PR BIDAOU ce qui a engendré un dysfonctionnement important du poste de relevage nécessitant des interventions en urgence afin d'assurer la continuité du service.
- Poursuite des travaux de renouvellement de canalisation par la commune avec des chantiers sur le réseau assainissement, Avenue de Toctoucau, Avenue de Pierroton, Rue de Caplane et chemin des sources. L'ensemble des travaux réalisés en 2021 représente plus de 950 ml de canalisations.
- Création d'un nouveau DO sur le BASSIN DE COLLECTE du PR COCTEAU à proximité de l'exutoire du refoulement du PR JEAN MOULIN LES ÉCOLES.

#### STEP MANO:

- Finalisation du renouvellement des 4 turbines d'aération de la STEP DE MANO (Illustration paragraphe 4.1).
- Attribution par la commune du marché de construction du nouveau avec une fin des travaux programmée pour la fin d'année 2022.

### 1.4.2 Propositions d'amélioration

- Afin de sécuriser l'alimentation électrique de deux PRs il faudrait rapprocher ou créer les dispositifs de comptage à proximité immédiate du PR.

Les deux PR concernés sont BIDAOU (alimentation commune avec l'usine d'eau potable de MAGUICHE) et POT AU PIN.

- En prévision des développements futurs des zones d'activités JARRY et POT AU PIN il faudra envisager les renforcements des PR POT AU PIN et PR DECATHLON afin de répondre aux futurs besoins de ces secteurs.
- Une récente intervention sur le poste de relevage de BOUZET a mis en évidence qu'une réhabilitation de la structure du poste sera à réaliser.(illustration paragraphe 3.5).
- Dans le cadre du diagnostic permanent et dans la perspective d'avoir une meilleure connaissance des volumes transitant par certains postes touchés par le phénomène de siphonnage il est nécessaire de poser des débitmètres sur les refoulements des PR BOUZET, PR DECATHLON et PR BOIS DU CHEVREUIL.
- Dispositif permettant de sécuriser la dépose du dégrilleur lors des deux maintenances annuelles (illustration paragraphe 3.5).

## ✓ Prévention Santé Sécurité

Les engagements prévention santé sécurité du groupe Veolia Eau France pour la période 2021 – 2023 sont détaillés en annexe « Prévention Santé et sécurité ».

## ✓ Analyse de conformité des équipements de travail

Le diagnostic des organes en mouvement et l'identification des risques mécanique est présenté en annexe « Prévention Santé et sécurité ».

### 1.4.3 Révision du contrat

La mutabilité contractuelle **est un principe clé des concessions de service public.**

Des modifications peuvent lui être apportées dans les conditions de l'article L. 3135-2 du CCP. Celles-ci n'ont pas toutes la même importance mais permettent l'adaptation du contrat aux évolutions nouvelles.

C'est à cette fin que le contrat prévoit des clauses de révision,

- soit pour tenir compte de l'évolution d'un certain nombre d'indicateurs,
- soit d'une nouvelle réglementation ayant une incidence sur l'exploitation
- soit au bout d'un certain temps

La révision a donc pour objet **de recalibrer le contrat dans son équilibre.**

Les clauses de révision ont de leurs côtés pour objet de restituer un processus de discussion pouvant conduire à une négociation.

Dans le cas du présent contrat, les indicateurs suivants ont été atteints :

- en cas de modification substantielle des ouvrages notamment augmentation ou diminution du nombre de stations de refoulement, d'extension ou modification des systèmes de traitement mais en dehors des investissements prévus à la date de signature du présent contrat dont ceux de l'article 2.4;
- en cas de modification significative des conditions d'exploitation par des circonstances indépendantes du Délégué et non prévisible à la signature du contrat;

Parmi les évolutions du périmètre contractuel ayant un impact sur les conditions d'exploitation, il convient d'intégrer au périmètre contractuel les ouvrages ou installations suivantes :

- ✓ Traitement du phosphore sur la station d'épuration de Mano mis en service en 2019
- ✓ Le futur clarificateur sur la station d'épuration de Mano
- ✓ Les postes de relèvement Peyre, Jarry 4, Cinéma 1 et Cinéma 2

Parmi les nombreuses évolutions réglementaires ayant un impact sur les conditions d'exploitation, il est possible de citer les évolutions réglementaires suivantes :

- ✓ L'évolution du nombre d'analyses imposé par l'arrêté d'autosurveillance de la station de Mano
- ✓ L'analyse des risques et défaillances des réseaux de collecte. Obligation de la réaliser sur l'ensemble du système d'assainissement à des échéances de réalisation variables selon la taille de celui-ci et au plus tard le 31/12/2021 pour les systèmes de plus de 10 000 EH.  
Le détail des évolutions réglementaires sont par ailleurs détaillées dans les annexes des rapports annuels que nous vous remettons.
- ✓ Révision de la note technique RSDE : proposition d'un plan d'action de recherche en amont des molécules identifiées comme pertinentes en 2022
- ✓ Amiante, décret du 09 mai 2017 qui modifie le code du travail (R.4412-97 à R.4412-97-6) qui fixe l'obligation de repérage amiante avant travaux avec la mise en application notamment des normes (révision du BPU travaux)

Pour améliorer le service et sécuriser le fonctionnement, des évolutions techniques ou aménagements contractuels feront l'objet de propositions de nos services :

- ✓ Amélioration du diagnostic permanent sur la totalité des bassins versants du système d'assainissement de la commune :
  - o Mise en place de débitmètres sur trois postes de relevage (Bouzet, Décathlon et Bois de Chevreuil)
  - o Mise en place de 3 sondes piézométriques à proximité de ces postes de relevage pour suivre la nappe superficielle
- ✓ Etude hydraulique secteur POT AU VIN en prévision des développements futurs des zones d'activités JARRY et POT AU PIN. Cette étude permettra d'envisager les renforcements des PR POT AU PIN – PR DECATHLON pour répondre aux futurs besoins de ces secteurs.
- ✓ Révision du programme contractuel d'ITV et de curage pour répondre aux besoins de la collectivité.
- ✓ Campagne de contrôle de conformité des raccordements sur les secteurs les plus impactés par les eaux claires météoriques.
- ✓ Mise à jour des modalités de facturation des effluents en provenance de Pessac - Toctoucau

Pour tenir compte de ces évolutions, il nous paraît nécessaire d'ouvrir prochainement les discussions pour vérifier l'incidence sur le contrat en cours et recalculer si nécessaire le contrat qui nous lie.

## 1.5 Les indicateurs réglementaires 2021

### Service public de l'assainissement collectif

INDICATEURS SERVICES	DESCRIPTIFS	DES	PRODUCTEUR	VALEUR 2020	VALEUR 2021
[D201.0 ]	Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif		Collectivité (2)	17 181	17 212
[D202.0 ]	Nombre d'autorisations de déversement		Collectivité (2)	4	4
[D203.0 ]	Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration		Déléataire	207,0 t MS	206,0 t MS
[D204.0 ]	Prix du service de l'assainissement seul au m <sup>3</sup> TTC		Déléataire	1,31 €/m <sup>3</sup>	1,33 €/m <sup>3</sup>
INDICATEURS DE PERFORMANCE			PRODUCTEUR	VALEUR 2020	VALEUR 2021
[P201.1]	Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées		Collectivité (2)	/	/
[P202.2]	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées		Collectivité et Déléataire (2)	100	100
[P203.3]	Conformité de la collecte des effluents (*)		Police de l'eau	A la charge de la Police de l'eau	
[P204.3]	Conformité des équipements d'épuration		Police de l'eau	A la charge de la Police de l'eau	
[P205.3]	Conformité de la performance des ouvrages d'épuration		Police de l'eau (2)	A la charge de la Police de l'eau	
[P206.3]	Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes		Déléataire	100 %	100 %
[P207.0]	Nombre d'abandons de créance et versements à un fonds de solidarité		Collectivité (2)	7	7
[P207.0]	Montant d'abandons de créance et versements à un fonds de solidarité		Collectivité (2)	246	346
[P251.1]	Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers		Déléataire	0,06 u/1000 habitants	0,06 u/1000 habitants
[P252.2]	Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage pour 100 km de réseau		Déléataire	11,49 u/100 km	11,49 u/100 km
[P253.2]	Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées		Collectivité (2)	0,09 %	0,09 %
[P254.3]	Conformité des performances des équipements d'épuration		Déléataire	54 %	83 %
[P255.3]	Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées		Collectivité (1)	90	90

[P256.2]	Durée d'extinction de la dette de la collectivité	Collectivité	<b>A la charge de la collectivité</b>	
[P257.0]	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	Délégataire	<b>0,79 %</b>	<b>0,53 %</b>
[P258.1]	Taux de réclamations	Délégataire	<b>0,00 u/1000 abonnés</b>	<b>0,00 u/1000 abonnés</b>

(1) Le délégataire fournit dans le corps du rapport les informations en sa possession en fonction de la prise en compte dans son contrat de délégation de l'arrêté du 21 juillet 2015

(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

(\*) A ce jour, cet indicateur n'est pas défini

## 1.6 Autres chiffres clés de l'année 2021

LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITE OPERATIONNELLE		PRODUCTEUR	VALEUR 2020	VALEUR 2021
	Conformité réglementaire des rejets (arrêté préfectoral)*	Déléataire	0,0 %	0,0 %
LA GESTION DU PATRIMOINE		PRODUCTEUR	VALEUR 2020	VALEUR 2021
	Nombre de branchements eaux usées et/ou unitaires	Déléataire	6 983	6 998
	Nombre de branchements eaux pluviales	Déléataire	/	/
	Nombre de branchements neufs	Déléataire	9	13
VP.077	Linéaire du réseau de collecte	Collectivité (2)	139 290 ml	139 232 ml
	Nombre de postes de relèvement	Déléataire	55	55
	Nombre d'usines de dépollution	Déléataire	1	1
	Capacité de dépollution en équivalent-habitants	Déléataire	21 000 EH	21 000 EH
COLLECTE DES EAUX USEES		PRODUCTEUR	VALEUR 2020	VALEUR 2021
	Nombre de désobstructions sur réseau	Déléataire	162	117
	Longueur de canalisation curée	Déléataire	7 006 ml	4 206 ml
LA DEPOLLUTION		PRODUCTEUR	VALEUR 2020	VALEUR 2021
	Volume arrivant (collecté)	Déléataire	1 656 864 m <sup>3</sup>	1 474 964 m <sup>3</sup>
VP.176	Charge moyenne annuelle entrante en DBO5	Déléataire	493 kg/j	576 kg/j
	Charge moyenne annuelle entrante en EH	Déléataire	8 216 EH	9 605 EH
	Volume traité	Déléataire	1 235 918 m <sup>3</sup>	1 119 729 m <sup>3</sup>
L'EVACUATION DES SOUS-PRODUITS		PRODUCTEUR	VALEUR 2020	VALEUR 2021
	Masse de refus de dégrillage évacués	Déléataire	23,6 t	31,2 t
	Masse de sables évacués	Déléataire	143,3 t	196,5 t
	Volume de graisses évacuées	Déléataire	/	/
LES CONSOMMATEURS ET LEUR CONSOMMATION		PRODUCTEUR	VALEUR 2020	VALEUR 2021
	Nombre de communes desservies	Déléataire	1	1
VP.056	Nombre total d'abonnés (clients)	Déléataire	7 654	7 792
	- Nombre d'abonnés du service	Déléataire	7 653	7 791
	- Nombre d'autres services (réception d'effluent)	Déléataire	1	1
VP.068	Assiette totale de la redevance	Déléataire	928 005 m <sup>3</sup>	988 316 m <sup>3</sup>

- Assiette de la redevance des abonnés du service	Délégataire	892 090 m <sup>3</sup>	948 867 m <sup>3</sup>
- Assiette de la redevance « autres services » (réception d'effluent)	Délégataire	35 915 m <sup>3</sup>	39 449 m <sup>3</sup>

(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

\* la conformité réglementaire des rejets (directive européenne) n'est à présent plus évaluée (voir paragraphe « L'efficacité du traitement » de ce document).

LA SATISFACTION DES CONSOMMATEURS ET L'ACCES A L'EAU	PRODUCTEUR	VALEUR 2020	VALEUR 2021
Existence d'une mesure de satisfaction consommateurs	Délégataire	Mesure statistique d'entreprise	Mesure statistique d'entreprise
Taux de satisfaction globale par rapport au Service	Délégataire	90 %	77 %
Existence d'une Commission consultative des Services Publics Locaux	Délégataire	Oui	Oui
Existence d'une Commission Fonds Solidarité Logement « Eau »	Délégataire	Oui	Oui
LES CERTIFICATS	PRODUCTEUR	VALEUR 2020	VALEUR 2021
Certifications ISO 9001, 14001, 50001	Délégataire	En vigueur	En vigueur
Réalisation des analyses par un laboratoire accrédité	Délégataire	Oui	Oui

# 1.7 Le prix du service public de l'assainissement

## LA FACTURE 120 M<sup>3</sup>

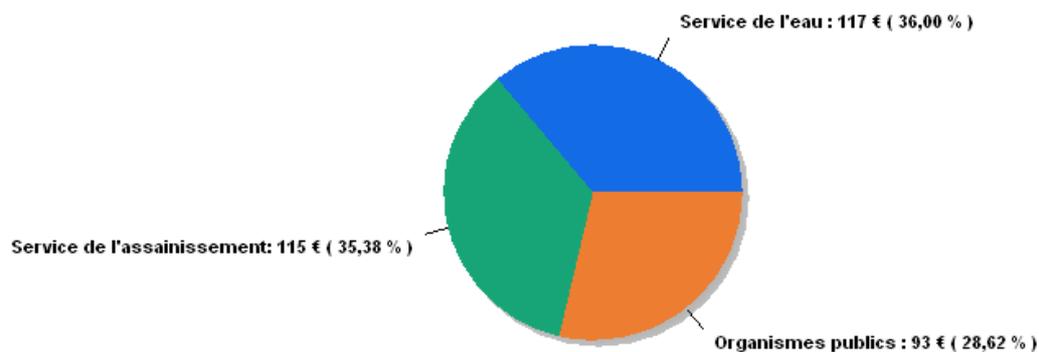
En France, l'intégralité des coûts du service public est supportée par la facture d'eau. La facture type de 120m<sup>3</sup> représente l'équivalent de la consommation d'eau d'une année pour un ménage de 3 à 4 personnes.

A titre indicatif sur la commune de CESTAS l'évolution du prix du service d'assainissement par m<sup>3</sup> [D102.0] et pour 120 m<sup>3</sup>, au 1<sup>er</sup> janvier est la suivante :

CESTAS Prix du service de l'assainissement collectif	Volume	Prix Au 01/01/20 22	Montant Au 01/01/2021	Montant Au 01/01/2022	N/N-1
<b>Part délégataire</b>			<b>96,16</b>	<b>98,68</b>	<b>2,62%</b>
Abonnement			18,04	18,52	2,66%
Consommation	120	0,6680	78,12	80,16	2,61%
<b>Part communale</b>			<b>16,80</b>	<b>16,80</b>	<b>0,00%</b>
Consommation	120	0,1400	16,80	16,80	0,00%
<b>Organismes publics</b>			<b>30,00</b>	<b>30,00</b>	<b>0,00%</b>
Modernisation du réseau de collecte	120	0,2500	30,00	30,00	0,00%
<b>Total € HT</b>			<b>142,96</b>	<b>145,48</b>	<b>1,76%</b>
TVA			14,30	14,54	1,68%
<b>Total TTC</b>			<b>157,26</b>	<b>160,02</b>	<b>1,76%</b>
<b>Prix TTC du service au m3 pour 120 m3</b>			<b>1,31</b>	<b>1,33</b>	<b>1,53%</b>

Le graphique ci-dessous présente la répartition du prix pour 120 m<sup>3</sup> pour la commune de CESTAS

### Facture 120m<sup>3</sup> / Répartition du prix du service de l'Assainissement



Les factures type sont présentées en annexe.

Envoyé en préfecture le 04/10/2022

Reçu en préfecture le 04/10/2022

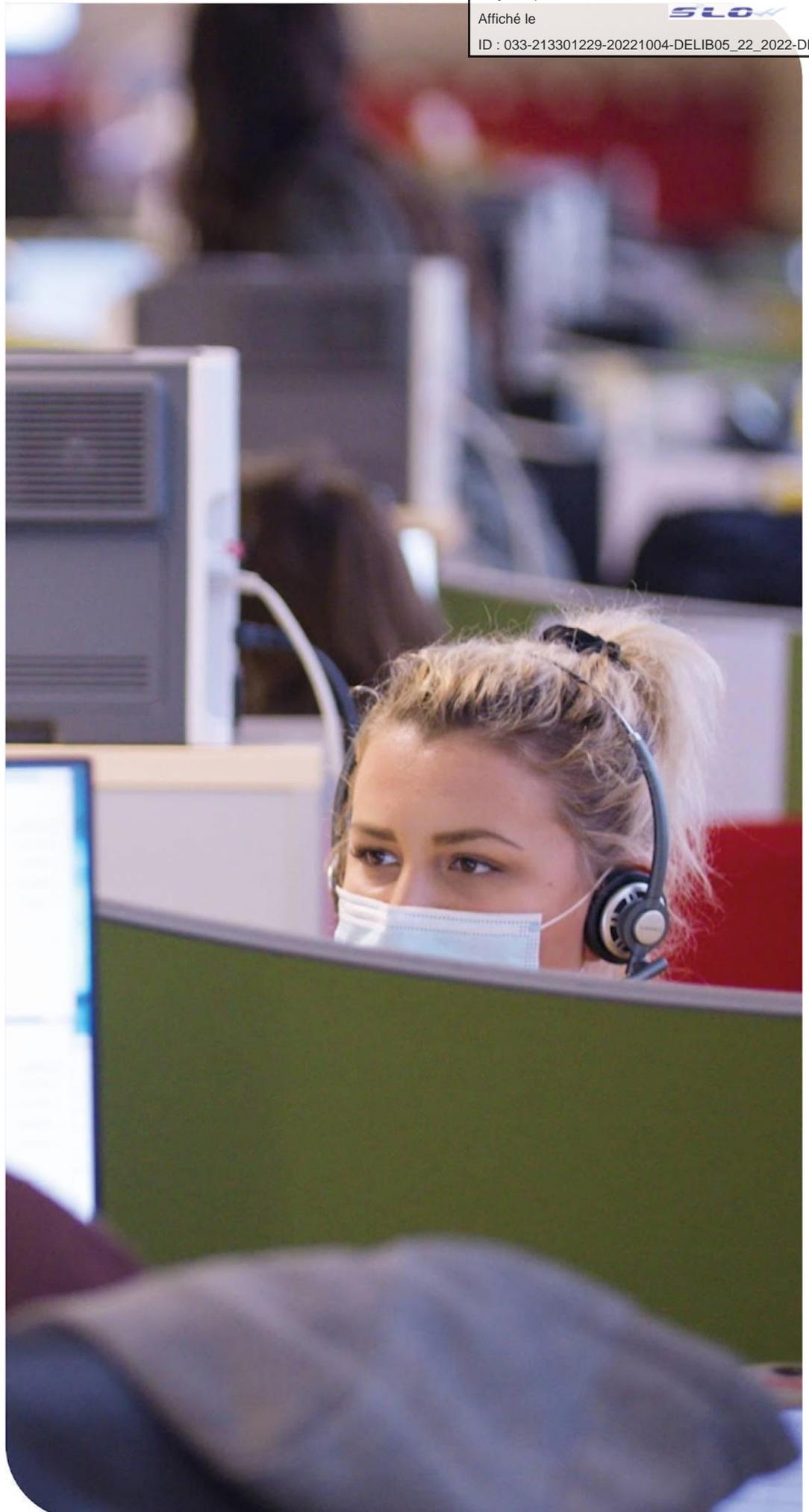
Affiché le

**SLO**

ID : 033-213301229-20221004-DELIB05\_22\_2022-DE

# 2.

LES  
CONSOmmATEUR  
S ET LEUR  
CONSOmmATION



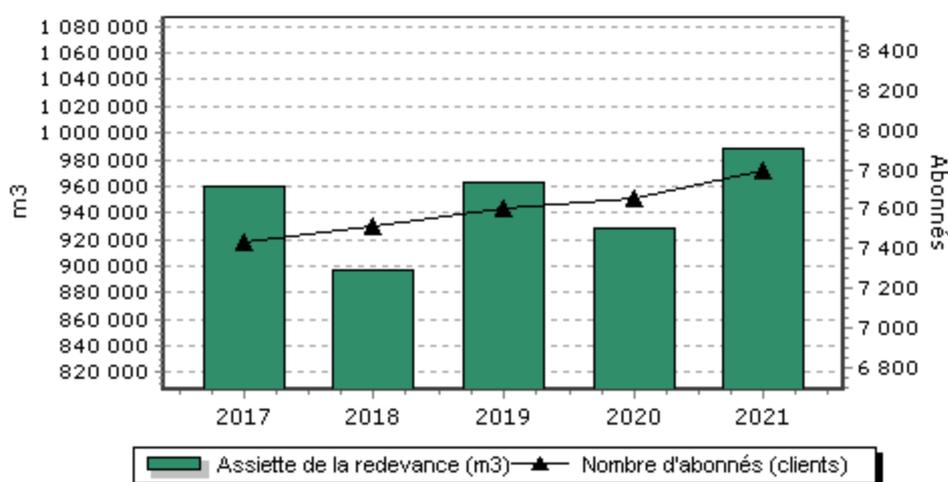
Veolia fait de la considération et de la personnalisation des réponses apportées les principes transversaux qui guident l'ensemble de sa relation aux consommateurs des services d'eau et d'assainissement, dans toutes ses actions au quotidien. Dans ce chapitre, figurent les informations relatives à la satisfaction des consommateurs de votre service, ainsi que les données liées à la consommation (interruptions de service, impayés, aides financières).

## 2.1 Les consommateurs et l'assiette de la redevance

Le nombre de consommateurs abonnés (clients) par catégorie constaté au 31 décembre, au sens du décret du 2 mai 2007, figure au tableau suivant :

	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1
<b>Nombre d'abonnés (clients) desservis</b>	<b>7 431</b>	<b>7 513</b>	<b>7 602</b>	<b>7 654</b>	<b>7 792</b>	<b>1,8%</b>
Abonnés sur le périmètre du service	7 430	7 512	7 601	7 653	7 791	1,8%
Autres services (réception d'effluent)	1	1	1	1	1	0,0%
<b>Assiette de la redevance (m3)</b>	<b>960 085</b>	<b>896 716</b>	<b>963 374</b>	<b>928 005</b>	<b>988 316</b>	<b>6,5%</b>
Effluent collecté sur le périmètre du service	932 965	859 583	929 976	892 090	948 867	6,4%
Autres services (réception d'effluent)	27 120	37 133	33 398	35 915	39 449	9,8%

Evolution comparative du nombre d'abonnés et de l'assiette de redevance



Le volume de la redevance correspondant à la réception d'effluents en provenance d'autres services se détaille de la façon suivante :

	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Assiette de la redevance réception d'effluent autres services (m3)</b>	<b>27 120</b>	<b>37 133</b>	<b>33 398</b>	<b>35 915</b>	<b>39 449</b>
Réception d'effluents domestiques à Pessac	27 120	37 133	33 398	35 915	39 449

## 2.2 La satisfaction des consommateurs : personnalisation et considération au rendez-vous

Veolia s'engage à prendre autant soin des consommateurs des services d'eau et d'assainissement qui lui sont confiés que de la qualité de l'eau qu'elle leur apporte ou de leur environnement. Au quotidien, nous souhaitons ainsi que les consommateurs se sentent bienvenus et considérés lorsqu'ils interagissent avec nos équipes, grâce à des interlocuteurs qu'ils comprennent et qui les comprennent... et bien sûr grâce à des femmes et des hommes résolument engagés à leur service.

Satisfaire les consommateurs des services que nous exploitons commence par recueillir régulièrement le jugement qu'ils portent sur ces services : leur apporter de la considération, personnaliser les réponses et les services qui leur sont proposés, cela commence toujours par être à l'écoute de ce qu'ils ont à nous dire, de ce qu'ils pensent de nous.

Le baromètre de satisfaction réalisé par Veolia porte sur les principaux critères d'appréciation de nos prestations :

- ✓ La qualité de l'eau
- ✓ la qualité de la relation avec le consommateur abonné : accueil par les conseillers des Centres d'appel, par ceux de l'accueil de proximité,...
- ✓ la qualité de l'information adressée aux abonnés.

**NB : En 2021, Veolia a modifié le mode de collecte de ses enquêtes de satisfaction, passant d'interviews par téléphone à des interviews en ligne (les consommateurs reçoivent un e-mail les invitant à répondre à un questionnaire). Cette évolution permet d'interroger un plus grand nombre de consommateurs par an et disposer ainsi de mesures de satisfaction plus fines, sur des échantillons plus robustes.**

**Ce changement de méthode peut cependant avoir pour effet un repli plus ou moins net des taux de satisfaction relevés.** En effet, comme le confirme l'institut Ipsos, en charge de ces enquêtes, un écart d'une dizaine de points à la baisse est couramment observé lorsque l'on passe de l'interview téléphonique à l'e-mail. Deux causes cumulatives peuvent l'expliquer :

- ✓ Répondre à une sollicitation d'enquête par e-mail est une action volontaire et les consommateurs insatisfaits sont plus enclins à cliquer sur le lien dans l'invitation pour répondre à ces enquêtes
- ✓ Dans le cadre d'une enquête téléphonique, inconsciemment, les interviewés associent l'enquêteur avec le service qu'il leur demande d'évaluer. Ils se montrent ainsi plus indulgents et donnent des notes moins sévères qu'ils ne l'auraient fait lors d'une enquête en ligne.

Les résultats représentatifs de votre service en décembre 2021 sont :

	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1
Satisfaction globale	86	82	87	90	77	-13
La continuité de service	93	92	94	95	93	-2
Le niveau de prix facturé	54	55	60	66	53	-13
La qualité du service client offert aux abonnés	80	75	80	86	75	-11
Le traitement des nouveaux abonnements	86	83	88	92	80	-12
L'information délivrée aux abonnés	76	68	71	74	71	-3

Des indicateurs de performance permettent aussi d'évaluer de manière objective la qualité du service rendu.

→ **Les 5 promesses aux consommateurs de Veolia**

Par ces 5 promesses, Veolia concrétise sa volonté de placer les consommateurs des services publics d'eau et d'assainissement qui lui sont confiés au cœur de son action. Elles témoignent de la mobilisation quotidienne des femmes et des hommes de Veolia à leur service, tout au long de leur parcours avec le service : nous leur devons chaque jour une eau potable distribuée à domicile, l'assainissement de leurs eaux usées, mais aussi un accompagnement, une réactivité et une transparence sans faille.

**#1 Qualité** : « Nous nous mobilisons à 100% pour la qualité de votre eau ».

**#2 Intervention** : « Nous réagissons et vous aidons à faire face aux incidents »

**#3 Budget** : « Nous vous accompagnons dans la gestion de votre facture d'eau »

**#4 Services** : « Nous sommes à votre écoute quand et comme vous le souhaitez »

**#5 Conseil** : « Nous vous aidons à maîtriser votre consommation »

## 2.3 Données économiques

### → *Le taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente [P257.0]*

Le taux d'impayés est calculé au 31/12 de l'année 2021 sur les factures émises au titre de l'année précédente. Le taux d'impayés correspond aux retards de paiement.

C'est une donnée différente de la rubrique « pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement » figurant dans le CARE ; cette dernière reprend essentiellement les pertes définitivement comptabilisées. Celles-ci peuvent être enregistrées avec de plus grands décalages dans le temps compte tenu des délais nécessaires à leur constatation définitive.

Une détérioration du taux d'impayés témoigne d'une dégradation du recouvrement des factures d'eau. Une telle dégradation peut annoncer la progression des factures qui seront enregistrées ultérieurement en pertes sur créances irrécouvrables.

	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Taux d'impayés</b>	<b>0,50 %</b>	<b>0,79 %</b>	<b>0,76 %</b>	<b>0,79 %</b>	<b>0,53 %</b>
Montant des impayés au 31/12/N en € TTC (sur factures N-1)	17 170	21 617	19 240	22 105	14 104
Montant facturé N - 1 en € TTC	3 447 565	2 721 441	2 519 346	2 780 556	2 679 588

La loi Brottes du 15 avril 2013 a modifié les modalités de recouvrement des impayés par les services d'eau dans le cas des résidences principales. Quelles que soient les circonstances, les services d'eau ont interdiction de recourir aux coupures d'eau en cas d'impayés et doivent procéder au recouvrement des factures par toutes les autres voies légales offertes par la réglementation. Elles demeurent uniquement possibles dans le cas de résidences secondaires ou de locaux à strict usage professionnel, hors habitation. Cette situation a potentiellement pour effet de renchérir les coûts de recouvrement et/ou de pénaliser les recettes de l'ensemble des acteurs (délégataires, collectivités...).

### → *Le montant des abandons de créance et total des aides accordées [P207.0]*

L'accompagnement en cas de difficulté à payer les factures d'eau est une priorité pour votre collectivité et pour Veolia. Les dispositifs mis en œuvre s'articulent autour de trois axes fondamentaux :

- ✓ Urgence : des facilités de paiement (échéanciers, mensualisation, mandat-compte sans frais,...) sont proposées aux abonnés rencontrant temporairement des difficultés pour régler leur facture d'eau.
- ✓ Accompagnement : en partenariat avec les services sociaux, nous nous engageons à accueillir et orienter les personnes en situation de précarité, en recherchant de façon personnalisée les solutions les plus adaptées.
- ✓ Assistance : pour les foyers en grande difficulté financière, Veolia participe au dispositif Solidarité Eau intégré du Fonds de Solidarité Logement départemental.

En 2021, le montant des abandons de créance s'élevait à 346 €.

Le nombre de demandes d'abandons de créance reçues par le délégataire et les montants accordés figurent au tableau ci-après :

	2017	2018	2019	2020	2021
Nombre de demandes d'abandon de créance à caractère social reçues par le délégataire	5	5	6	7	7
Montant des abandons de créances ou des versements à un fonds de solidarité par le délégataire (€)	226,00	196,61	171,00	246,00	346,00
Assiette totale (m3)	960 085	896 716	963 374	928 005	988 316

Ces éléments permettent à la Collectivité de calculer l'indicateur du décret **[P 207.0]**, en ajoutant à ce montant ses propres versements et en divisant par l'assiette de la redevance.

Envoyé en préfecture le 04/10/2022

Reçu en préfecture le 04/10/2022

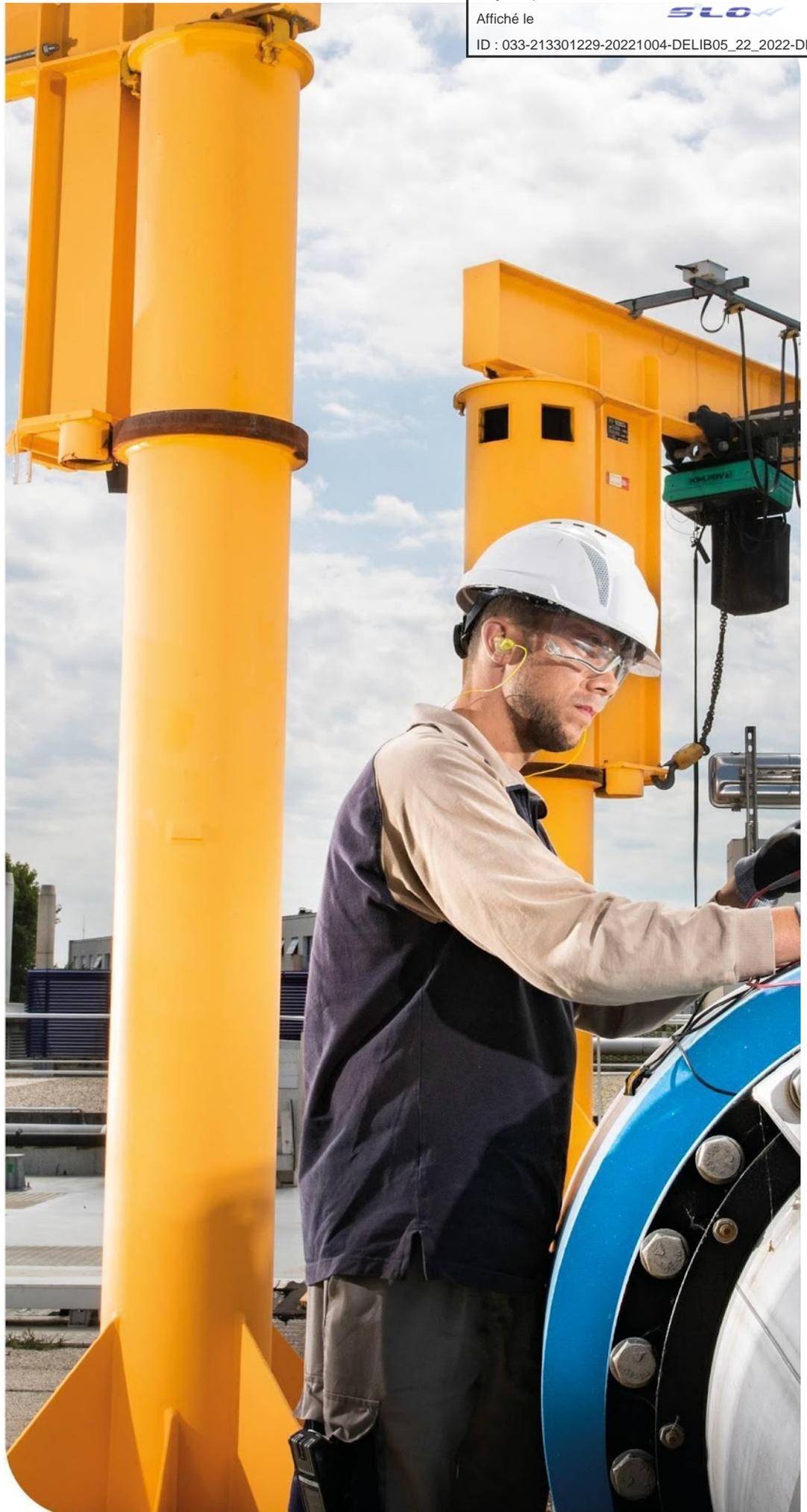
Affiché le

**SLO**

ID : 033-213301229-20221004-DELIB05\_22\_2022-DE

# 3.

LE PATRIMOINE  
DE VOTRE  
SERVICE



Prélever, produire, distribuer, stocker, surveiller... : une gestion optimisée du patrimoine est la garantie de son fonctionnement durable et d'un service performant au consommateur. Vous retrouverez dans cette partie l'inventaire des installations et des réseaux associés à votre contrat, ainsi que le bilan des renouvellements et des travaux neufs réalisés sur ces ouvrages durant l'année écoulée. Au-delà, la prise en compte du patrimoine naturel (animaux, végétaux, eau, air, sols) et la gestion des infrastructures vertes, contribuent pleinement à la performance du service et au bien-être des usagers

## 3.1 L'inventaire des installations

Cette section présente la liste des usines de dépollution et des postes de relèvement/refoulement associés au contrat.

Usines de dépollution	Capacité épuratoire en DBO5 (kg/j)	Capacité équivalent habitant (EH)	Capacité hydraulique (m3/j)
ST01-STP-CESTAS-MANO	1 260	21 000	3 150
<b>Capacité totale :</b>	<b>1 260</b>	<b>21 000</b>	<b>3 150</b>

Capacité épuratoire en kg de DBO5 / j et capacité hydraulique en m3/j selon les données du constructeur, capacité en EH établie sur une base de 60 g de DBO5 par habitant et par jour.

Postes de refoulement / relèvement	Trop plein	Débit des pompes (m3/h)
PR CESTAS JARRY 4	Non	9
PR CESTAS PEYRE	Non	11
REL-CES-BOIS DU CHEVREUIL	Non	39
REL-CES-CLAIRIERE CHEVAUX	Non	8
REL-CES-FLEUR D' AJONC 1	Non	45
REL-CES-FLEUR D' AJONC 2	Non	20
REL-CES-FLEUR D' AJONC 3	Non	17
REL-CES-GRANDE LANDE	Non	10
REL-CES-JEAN MOULIN ECOLE	Oui	100
REL-CES-LES PINS FRANCS	Non	15
REL-CES-MOULIN MOULETTE	Non	10
REL-CES-PR PRES DU CHATEAU	Non	8

REL-CES-RUCHER DE MONSALUT	Non	12
REL-CESTAS-BEAUPRE	Non	20
REL-CESTAS-BELLEVUE	Oui	89
REL-CESTAS-BIDAOU	Oui	35
REL-CESTAS-BOIS DU MOULIN	Oui	20
REL-CESTAS-BOUZET	Oui	150
REL-CESTAS-CASSINI PEYRE	Oui	40
REL-CESTAS-CASSY MOULINEY	Non	6
REL-CESTAS-CHANTEBOIS 1	Non	51

REL-CESTAS-CHANTEBOIS 2	Non	62
REL-CESTAS-CHAÜS	Non	14
REL-CESTAS-CINEMA	Non	12
REL-CESTAS-CODEC	Non	32
REL-CESTAS-DECATHLON	Non	16
REL-CESTAS-DOJO	Non	12
REL-CESTAS-INJECTION FOURCQ	Oui	58
REL-CESTAS-JARNON	Non	26
REL-CESTAS-JARRY	Non	40
REL-CESTAS-JEAN COCTEAU	Oui	59
REL-CESTAS-LA LOUVETIERE	Non	55
REL-CESTAS-LA PELOUX	Non	15
REL-CESTAS-LA PINEDE	Non	30
REL-CESTAS-L' AJONCIERE	Non	15
REL-CESTAS-LE PARC	Non	15
REL-CESTAS-LES AIGUILLES	Non	12
REL-CESTAS-LES GARDILLOTS	Non	20
REL-CESTAS-LES LILLAS	Non	38
REL-CESTAS-LES PINS	Non	26
REL-CESTAS-LES SAULES	Non	33
REL-CESTAS-LES SOURCES	Non	12
REL-CESTAS-LES SYLPHIDES	Non	24
REL-CESTAS-L'HERMITAGE	Non	8
REL-CESTAS-MINAUT	Oui	45
REL-CESTAS-MOULIN A VENT	Non	20
REL-CESTAS-PARC DE MONSALUT	Non	25
REL-CESTAS-PINGUET	Non	7
REL-CESTAS-POT AU PIN	Non	6
REL-CESTAS-PRE AUX CLERCS	Non	22
REL-CESTAS-RIBEYROT	Oui	88
REL-CESTAS-TRINQUET	Non	5
REL-CESTAS-ZA AUGUSTE	Oui	8
REL-CES-TUILLIERE BELLEVU	Non	14
REL-CES-VILLAGE DE MONSALUT	Non	35

**Autres installations**

DVO - Cestas - DO BELLEVUE
DVO - Cestas - DO BIDAOU
DVO - Cestas - DO BOIS DU MOUL
DVO - Cestas - DO COCTEAU
DVO - Cestas - DO MIMAUT

## 3.2 L'inventaire des réseaux

Cette section présente la liste :

- ✓ des réseaux de collecte,
- ✓ des équipements du réseau,
- ✓ des branchements.

Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1er février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

### → Les canalisations, branchements et équipements

	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1
<b>Canalisations</b>						
Longueur totale du réseau (km)	230,5	232,2	232,4	232,4	232,4	0,0%
Canalisations eaux usées (ml)	137 520	139 259	139 290	139 290	139 232	-0,0%
<i>dont gravitaires (ml)</i>	112 281	112 767	112 798	112 798	112 749	-0,0%
<i>dont refoulement (ml)</i>	25 239	26 492	26 492	26 492	26 483	-0,0%
Canalisations eaux pluviales (ml)	92 953	92 979	93 153	93 153	90 278*	-3,1%
<i>dont gravitaires (ml)</i>	92 953	92 979	93 153	93 153	90 278	-3,1%
<b>Branchements</b>						
Nombre de branchements eaux usées séparatifs ou unitaires	6 960	6 966	6 974	6 983	6 996	0,2%
<b>Ouvrages annexes</b>						
Nombre de bouches d'égout, grilles avaloirs	1 536	1 541	1 556	1 556	1 556	0,0%
Nombre de regards	4 505	4 546	4 548	4 548	4 548	0,0%

\*Le changement de notre système de SIG a entraîné une refonte du patrimoine des canalisations. Ces modifications n'ont pas eu de conséquences sur le linéaire de canalisations assainissement mais ont entraîné une baisse de 3% du réseau pluvial.

## 3.3 Les indicateurs de suivi du patrimoine

Branchements, réseaux, postes de relèvement, usines de dépollution, installations de traitement des boues, bâtiments, etc , constituent un patrimoine physique et financier considérable pour la Collectivité.

Dans le cadre d'une responsabilité partagée selon le cadre défini par le contrat une démarche de gestion durable et optimisée de ce patrimoine est mise en œuvre afin de garantir le maintien en condition opérationnelle des ouvrages et le bon fonctionnement des équipements.

La mise à jour de l'intégralité des données patrimoniales du service est réalisée grâce à des outils de connaissance du patrimoine et d'un Système d'Information Géographique (SIG). L'analyse de l'ensemble des données apporte à la collectivité une connaissance détaillée de son patrimoine et de son état. Veolia est à même de procéder aux arbitrages entre réparation et renouvellement, et de proposer à la Collectivité, pour les opérations à sa charge, les éléments justifiant les priorités de renouvellement.

### 3.3.1 Le taux moyen de renouvellement des réseaux [P253.2]

Pour l'année 2021, le taux moyen de renouvellement des réseaux [P253.2] est de 0,09 %. Le tableau suivant précise les linéaires renouvelés portés à la connaissance du délégataire et permet à la collectivité de calculer le taux moyen de renouvellement des réseaux d'assainissement, en prenant le linéaire renouvelé sous sa maîtrise d'ouvrage, en moyennant sur 5 ans et en divisant par la longueur du réseau.

	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Taux moyen de renouvellement des réseaux (%)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,02</b>	<b>0,02</b>	<b>0,09</b>	<b>0,23</b>
Longueur du réseau de collecte des eaux usées hors branchement (ml)	137 520	139 259	139 290	139 290	139 232
Longueur renouvelée par le délégataire (ml)	0	0	0	27	0
Longueur renouvelée totale (ml)	0	130	0	487	950

### 3.3.2 L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux [P202.2]

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Loi Grenelle II de juillet 2010, il faut que l'Indice de Connaissance et Gestion Patrimoniale du Réseau atteigne un total de 40 points sur les 45 premiers points du barème pour que le service soit réputé disposer du descriptif détaillé.

Calculée sur un barème de 120 points (ou 110 points pour les services n'ayant pas la mission de collecte), la valeur de cet indice [P202.2] pour l'année 2021 est de :

<b>Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau</b>	2017	2018	2019	2020	2021
Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux	70	90	90	100	100

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau

Barème

Valeur  
ICGPR

Code VP	Partie A : Plan des réseaux (15 points)		
VP250	Existence d'un plan des réseaux	10	10
VP251	Mise à jour annuelle du plan des réseaux	5	5
<b>Partie B : Inventaire des réseaux</b> (30 points qui ne sont comptabilisés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)			
VP252	Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques		Oui
VP253	Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres.		51 %
VP254	Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée pour les informations suivantes relatives aux tronçons de réseaux : linéaire, catégorie d'ouvrage, précision cartographique, matériaux et diamètres		Oui
<b>Combinaison des variables VP252, VP253 et VP254</b>	Informations structurelles complètes sur tronçon (diamètre, matériaux)	15	15
VP255	Connaissance pour chaque tronçon de l'âge des canalisations	15	10
<b>Total Parties A et B</b>		<b>45</b>	<b>40</b>
<b>Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux</b> (75 points qui ne sont comptabilisés que si 40 points au moins ont été obtenus pour la partie A et B)			
VP256	Existence information géographique précisant l'altimétrie canalisations	15	
VP257	Localisation et description des ouvrages annexes et des servitudes	10	10
VP258	Inventaire pompes et équipements électromécaniques	10	10
VP259	Dénombrement et localisation des branchements sur les plans de réseaux	10	10
VP260	Localisation des autres interventions	10	10
VP261	Définition mise en oeuvre plan pluriannuel d'enquête et auscultation réseau	10	10
VP262	Mise en oeuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations	10	10
<b>Total:</b>		<b>120</b>	<b>100</b>

Dans le cadre de sa mission, Veolia procédera régulièrement à l'actualisation des informations patrimoniales à partir des données acquises dans le cadre de ses interventions ainsi que des informations que vos services lui auront communiquées, notamment, celles relatives aux extensions de réseau.

## 3.4 Gestion du patrimoine

### 3.4.1 Les renouvellements réalisés

Le renouvellement des installations techniques du service conditionne la performance à court et long termes de ce dernier . A court terme, les actions d'exploitation permettent de maintenir ou d'améliorer la performance technique des installations. A long terme, elles deviennent insuffisantes pour compenser leur vieillissement, et il faut alors envisager leur remplacement, en cohérence avec les niveaux de service fixés par la collectivité.

Le renouvellement peut concerner les installations (usines...) ainsi que les équipements du réseau. Il peut correspondre au remplacement à l'identique (ou à caractéristiques identiques compte tenu des évolutions technologiques) complet ou partiel d'un équipement, ou d'un certain nombre d'articles d'un lot (ex : capteurs).

Le renouvellement peut être assuré soit dans le cadre d'un Programme Contractuel, d'une Garantie de Continuité de Service ou d'un Compte de renouvellement. Le suivi des renouvellements à faire et réalisés chaque année est enregistré dans une application informatique dédiée.

#### → Les installations

Installations électromécaniques	Opération réalisée dans l'exercice	Mode de gestion
<b>STATION D'EPURATION DE MANO</b>		
<b>BASSIN D'AERATION</b>		
MOTOREDUCTEUR 34 KW - TURBINE 4	Renouvellement	Programme
MOTOREDUCTEUR 45 KW - TURBINE 1	Renouvellement	Programme
MOTOREDUCTEUR 34 KW - TURBINE 2	Renouvellement	Programme
TURBINE D'AERATION NO3	Renouvellement	Programme
TURBINE D'AERATION NO4	Renouvellement	Programme
<b>PR LIQUEUR MIXTE</b>		
POMPE LM NO2 - NP 3102 - 3.1 KW	Renouvellement	Programme
<b>PR 13 - BOUZET</b>		
<b>EQUIPEMENTS</b>		
CLAPET BOULE DN 200 NO2	Renouvellement	Compte
CLAPET BOULE DN 200 N 1	Renouvellement	Compte
<b>PR 12 - JEAN COCTEAU</b>		
<b>EQUIPEMENTS</b>		
ARMOIRE ELECTRIQUE	Renouvellement	Programme
<b>PR 20 - MIMAUT</b>		
<b>EQUIPEMENTS</b>		
POMPE 2 - NP 3127 HP 487 - 5,9 KW	Renouvellement	Cté de service
STRUCTURES METALLIQUES	Renouvellement	Compte

<b>PR 24 - CASSINI-PEYRE</b>		
<b>EQUIPEMENTS</b>		
ARMOIRE ELECTRIQUE	Renouvellement	Programme
<b>PR 16 - MOULIN A VENT</b>		
<b>EQUIPEMENTS</b>		
2 CLAPETS DN 100	Renouvellement	Compte
3 VANNES DE 100	Renouvellement	Compte
STRUCTURES METALLIQUES	Renouvellement	Compte
BARRES DE GUIDAGE	Renouvellement	Compte
<b>PR 01 - BEAUPRE</b>		
<b>EQUIPEMENTS</b>		
Plaques de couverture	Renouvellement	Cté de service
<b>PR 02 - LES PINS</b>		
<b>EQUIPEMENTS</b>		
PLAQUES DE COUVERTURES	Renouvellement	Compte
2 VANNES DN 80	Renouvellement	Compte
2 CLAPETS DN 80	Renouvellement	Compte
TRAPPE EN COMPOSIT NO2	Renouvellement	Compte
<b>PR 32 - LES LILAS</b>		
<b>EQUIPEMENTS</b>		
STRUCTURES METALLIQUES	Renouvellement	Compte
<b>PR 38 - CLAIRIERE AUX CHEVAUX</b>		
<b>EQUIPEMENTS</b>		
4 BARRES DE GUIDAGE 50/60	Renouvellement	Compte
2 CLAPETS BOULE DN 65	Renouvellement	Compte
VANNE DE VIDANGE DN 50	Renouvellement	Compte
PLAQUES DESSUS POSTE	Renouvellement	Compte
STRUCTURES METALLIQUES DIVERSES	Renouvellement	Compte
<b>PR 39 - LES ANGUILLES</b>		
<b>EQUIPEMENTS</b>		
BARRES DE GUIDAGE	Renouvellement	Compte
2 CLAPETS BOULE DN 65	Renouvellement	Compte
STRUCTURES METALLIQUES DIVERSES	Renouvellement	Compte
<b>PR 40 - LES SYLPHIDES</b>		

<b>EQUIPEMENTS</b>		
BARRES DE GUIDAGE	Renouvellement	Compte
2 VANNES DN 60	Renouvellement	Compte
2 CLAPETS DN 60	Renouvellement	Compte
COUVERTURE POSTE & CHAMBRE A VANNES	Renouvellement	Compte
STRUCTURES METALLIQUES DIVERSES	Renouvellement	Compte
<b>PR 49 - CINEMA</b>		
<b>EQUIPEMENTS</b>		
POMPE NO2	Renouvellement	Cté de service
ARMOIRE ELECTRIQUE	Renouvellement	Cté de service
<b>PR 55 - POT AU PIN</b>		
<b>EQUIPEMENTS</b>		
POMPE 2 - DP 3068 HT 210 - 2,4 KW	Renouvellement	Cté de service

→ **Les réseaux et branchements**

**Réseau**

Caractéristiques nouvelles canalisations	Linéaire (ml)	Adresse	Travaux réalisés par	Caractéristiques canalisations abandonnées	Linéaire abandonné (ml)
DN 200 - Fonte	305	Avenue de Pierroton	COLLECTIVITÉ		
DN 200 - Fonte	350	Avenue de Toquetoucau	COLLECTIVITÉ	200 AC	350
200 PVC - CR8	144	Avenue de Toquetoucau	COLLECTIVITÉ	200 AC	144
200 PVC - CR8	53	Rue de caplane	COLLECTIVITÉS/V EOLIA	200 AC	53
200 PVC - CR8	98	Chemin des Sources	COLLECTIVITÉS/V EOLIA	200 AC	98

Caractéristiques nouvelles canalisations	Linéaire (ml)	Adresse	Travaux réalisés par	Nb branchements basculés
DN 200 - Fonte	350	Avenue de Toquetoucau	COLLECTIVITÉ	15
200 PVC - CR8	144	Avenue de toquetoucau	COLLECTIVITÉ	15
200 PVC - CR8	53	Rue de caplane	COLLECTIVITÉS/V EOLIA	6
200 PVC - CR8	98	Chemin des Sources	COLLECTIVITÉS/V EOLIA	nc

### 3.4.2 Les travaux neufs réalisés

#### → Les installations

Les travaux neufs réalisés sur les installations durant cette année figurent au tableau suivant :

Nom de l'installation	Date de l'opération	Acteur	Description
Surverse avec Débitmètre au niveau de la CHAPELLE de Gazinet	Été 2021	Collectivité/VEOLIA	Aménagement d'une surverse instrumentée au niveau du BC de J COCTEAU afin de limiter les débordements au pied de la Chapelle en période pluvieuse

→ **Les réseaux et branchements**

Les 13 chantiers de branchements neufs qui ont été réalisés durant l'année 2021, figurent dans le tableau ci-dessous :

Objet	Adresse	Ville
Réseaux Assainissement Branchements	avenue du baron haussmann	CESTAS
Réseaux Assainissement Branchements	avenue Saint Jacques	CESTAS
Réseaux Assainissement Branchements	chemin de la tuilière	CESTAS
Réseaux Assainissement Branchements	chemin d'Arnauton	CESTAS
Réseaux Assainissement Branchements	Avenue du Baron Haussmann	CESTAS
Réseaux Assainissement Branchements	RUE BEL AIR	CESTAS
Réseaux Assainissement Branchements	AVENUE PASCAL BAGNÈRES	CESTAS
Réseaux Assainissement Branchements	chemin de Chapet	CESTAS
Réseaux Assainissement Branchements	chemin des Frênes	CESTAS
Réseaux Assainissement Branchements	CHEMIN DES PIÈCES DE CHOISY	CESTAS
Réseaux Assainissement Branchements	CHEMIN DES PINS FRANCS	CESTAS
Réseaux Assainissement Branchements	Chemin Saint Eloi de Noyon	CESTAS
Réseaux Assainissement Branchements	CHEMIN DE LA TUILIÈRE	CESTAS

## 3.5 Propositions d'améliorations du patrimoine

### Situation du réseau

La commune possède deux réseaux séparatifs « eaux usées » et « eaux pluviales ».

### Les eaux parasites

Elles font l'objet d'un suivi. Une importante campagne de recherche des eaux parasites se poursuit depuis 2005. Les informations émises par les équipements de télégestion des postes de refoulement sont récupérées sur le système central de Veolia Eau et analysées. L'acquisition de ces données a permis un diagnostic par bassin versant et une identification des zones sensibles à l'intrusion des eaux parasites. Ces conclusions ont été utilisées pour réaliser les inspections télévisées et les tests à la fumée.

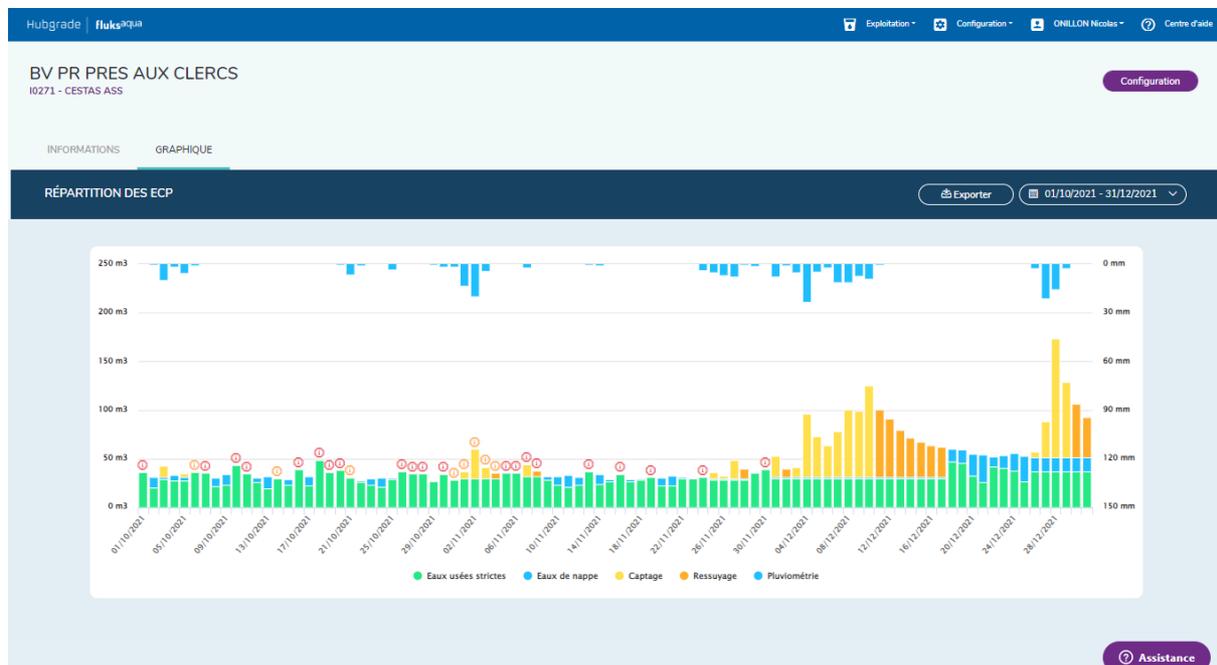
Suite aux évènements pluvieux de 2013 & 2014 une campagne de tests à la fumée a été réalisée sur 3 bassins versants : « Prés aux clairs » - « Fleur d'Ajonc II » - « Bellevue »

Ces tests à la fumée n'ont pas mis en évidence un nombre de non-conformité important.

Pour fiabiliser cette étude, un pluviomètre enregistreur sur la station d'épuration, a été installé en 2011. Il permet aussi de mettre en œuvre un diagnostic permanent du réseau d'assainissement.

La mise en place du matériel permettant de réaliser le diagnostic permanent a été finalisée en janvier 2018.

Depuis cette date les données sont exploitées par l'application EAUX CLAIRES PARASITES de FLUKS AQUA. Elle nous permet d'affiner l'analyse du fonctionnement des Bassins de Collecte et de finaliser les plans d'actions.

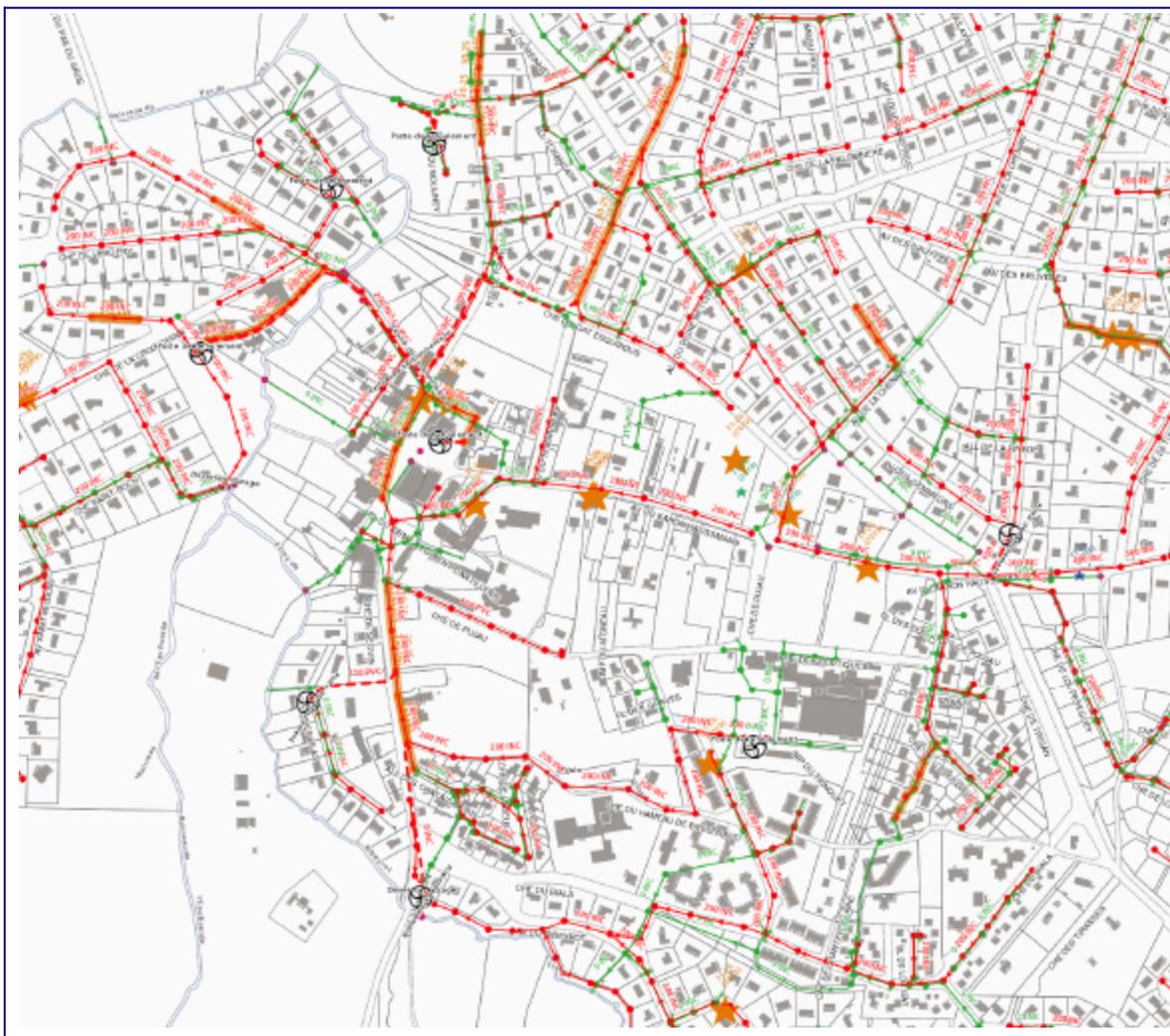


## La cartographie

La commune étant dotée d'un cadastre numérisé, le délégataire a pu créer un SIG (système d'information géographique) sur l'ensemble des réseaux eau et assainissement.

Cette cartographie est opérationnelle et actualisée régulièrement en y incluant les interventions réalisées tout au long de l'année.

La base de données ainsi constituée peut être transmise à la commune dans une version adaptée aux moyens informatiques des services municipaux.



Il est désormais possible de communiquer aux services municipaux les fichiers de cette base cartographique sous une forme adaptée aux besoins et aux moyens informatiques des services municipaux.

## Les postes de refoulement

Le service « eaux usées » de la commune comprend actuellement 56 postes de refoulement, dont 55 sur le réseau et 1 en tête de station d'épuration.

Des travaux de réhabilitation des armoires électriques ont été réalisés sur les PR en 2017 afin de finaliser la mise en place du diagnostic permanent.

Afin de sécuriser l'alimentation électrique de deux PR il faudrait demander la mise en place des dispositifs de comptage à proximité immédiate du PR. Les deux PR concernés sont BIDAOU et POT AU PIN.

### La station d'épuration

La station de « Mano » est une filière de traitement biologique à boues activées (aération prolongée) d'une capacité de 21.000 équivalents-Habitant.

Le délégataire a effectué en 2017 le renouvellement complet de la filière de déshydratation des boues.

### Dégrilleur

La vis du dégrilleur d'entrée nécessite une maintenance bi-annuelle consistant à la dépose complète de la vis en dehors du canal d'entrée. Hors aucun appareil de levage permettant de lever l'équipement n'est présent à proximité et aucun dispositif de sécurité s'adaptant à cette intervention n'existe.

Pour faire progresser les conditions de sécurité de cette maintenance il serait nécessaire de mettre en place un portique de levage ainsi qu'un support pour poser la vis lors de sa maintenance.

### Le bassin tampon

Le bassin tampon présente des traces de suintement significatif depuis l'hiver 2018. Les travaux réalisés par la collectivité ont permis de consolider les parois du bassin et d'utiliser à nouveau le bassin au maximum de ses capacités de stockage.

### Le clarificateur

Le génie civil du bassin est dégradé. La structure en béton est fendue sur le pourtour. On constate de plus en plus des chutes de morceaux de l'ouvrage (voir photos). Le rapport détaillé de 2014 sur l'état du génie civil de la station est disponible.

Le pont racleur a été changé à la suite de chutes d'arbres sur celui-ci en juillet 2013.

Le clarificateur a fonctionné en mode dégradé avec un suivi intense durant la période de reconstruction du pont racleur en permettant de maintenir la station en fonctionnement. Un rapport détaillé a été fait courant 2014.



### Mise en place de la déphosphatation

En juin 2019 une déphosphatation a été mise en service afin de fiabiliser le traitement du phosphore sur les eaux traitées de la station d'épuration.

Depuis sa mise en service, la conformité sur le paramètre phosphore au niveau du rejet de la station d'épuration est assurée.

### Capacité hydraulique de la station d'épuration MANO

Afin de répondre aux nouvelles exigences de la Police de l'Eau en rapport aux capacités de traitement hydraulique de la station d'épuration, il a été présenté à la collectivité un projet de d'augmenter les capacités hydraulique de la station d'épuration.

En fin d'année 2021, le marché pour la construction du clarificateur a été attribué par la Mairie et les travaux devraient être terminés pour la fin d'année 2022.

### Evacuation des boues

La plateforme de manutention des bennes à boues a été refaite en 2015.

Les travaux de réhabilitation du système de déshydratation des boues entamés en 2016 ont été terminés au 1<sup>er</sup> trimestre 2017.

### Traitement de l'H2S

Sur l'ensemble du service, 9 postes sont équipés d'un traitement de l'H2S, dont :

- 5 postes avec traitement au nitrate de calcium
- 4 postes avec traitement au chlorure ferrique

Le local de traitement des boues a été équipé d'une désodorisation permettant de traiter l'H2S présent dans ce local.

### La télésurveillance

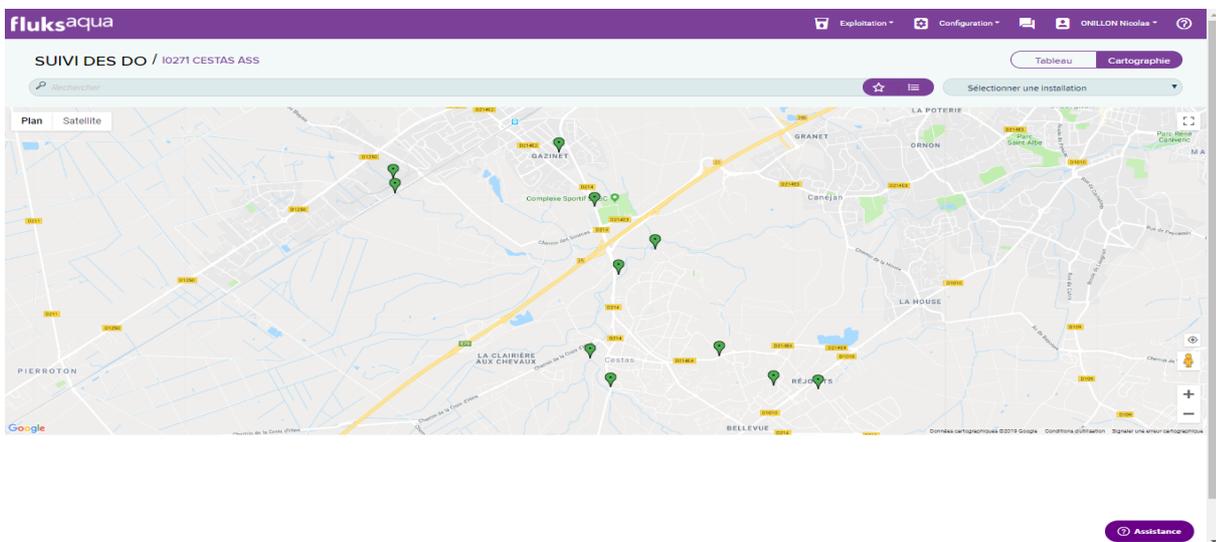
Les 56 installations sur le réseau sont désormais toutes équipées d'une unité de télégestion.

Tous ces systèmes de télésurveillance ont été raccordés sur le central existant dans les locaux du Territoire Atlantique pour en assurer un meilleur pilotage.

Il n'y a plus d'installations non télésurveillées.

## Déversoir d'orage

En 2016 les travaux ont été réalisés et 11 DO ont été équipés d'un dispositif permettant de comptabiliser les volumes rejetés vers un milieu récepteur



En 2021 un nouveau déversoir d'orage a été aménagé et instrumenté au niveau du BC de J COCTEAU afin de limiter les débordements au pied de la Chapelle de Gazinet Avenue Jean Moulin en période pluvieuse.

## Le réseau

Plusieurs points du réseau d'assainissement des eaux usées présentent des points de faiblesses structurelles.

D'autre part, dans le cadre du diagnostic permanent du réseau d'assainissement un programme pluriannuel de travaux a été constitué.

## Evolution des réseaux

En prévision des développements futurs des zones d'activités JARRY et POT AU PIN il faudra envisager les renforcements des PR POT AU PIN – PR DECATHLON afin de répondre aux futurs besoins de ces secteurs.

Les renforcements consisteront à renforcer les capacités de pompage des postes et au redimensionnement des refoulements.

Selon l'ampleur des projets, le PR BOIS DU MOULIN pourrait être également concerné.

## Poste de relevage

### PR BOUZET

En 2021 plusieurs interventions ont été réalisées sur le poste de relevage.

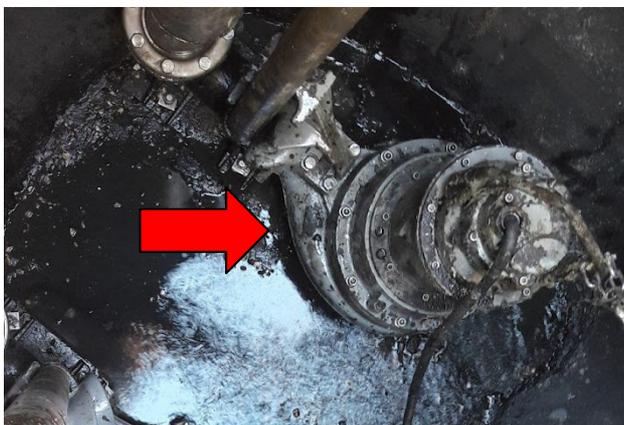
Tout d'abord, nous avons renouvelé l'hydraulique dans la chambre à vanne avec le renouvellement des deux clapets anti-retour.

Puis en début d'année 2022 nous avons dû intervenir dans la bache du poste de relevage en raison d'une casse sur la colonne de refoulement de la pompe 2. Lors de cette dernière intervention nous avons constaté plusieurs anomalies à l'intérieur de celui-ci listées ci-dessous:

- Paroi du poste fortement détériorée engendrant des problèmes d'étanchéité

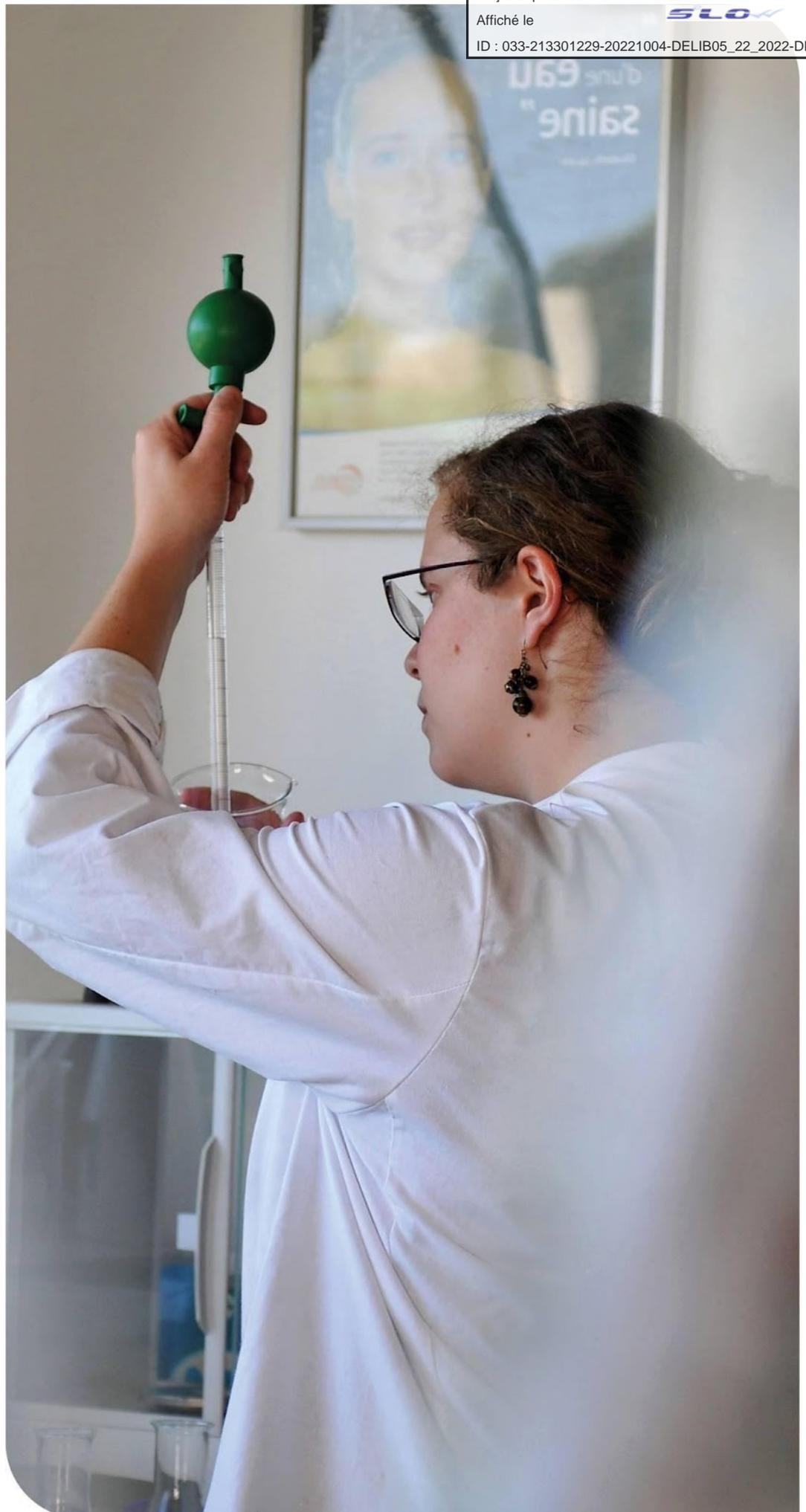


- Le fond du poste de relevage est endommagé causant des problèmes d'étanchéité et un souci d'ancrage du pied d'assise de la pompe 1. La volute de la pompe 1 repose au fond du poste alors qu'elle devrait être 10 cm au-dessus.



# 4.

LA  
PERFORMANCE  
ET L'EFFICACITÉ  
OPÉRATIONNELLE  
POUR VOTRE  
SERVICE



La performance du service d'assainissement est un enjeu majeur, aussi bien pour le confort des consommateurs et des riverains au quotidien que pour maîtriser l'empreinte environnementale de cette activité. Ce chapitre regroupe les informations relatives à l'efficacité du service, de la collecte au traitement, et aborde également son impact sur l'environnement (maîtrise des déversements en milieu naturel, consommation de réactifs, bilan énergétique).

## 4.1 La maintenance du patrimoine



ENGAGEMENT

On distingue deux types d'interventions :

- ✓ Des opérations programmées d'entretien, maintenance, réparation ou renouvellement, définies grâce à des outils d'exploitation, analysant notamment les risques de défaillance,
- ✓ Des interventions non-programmées (urgences ou crises) qui nécessitent une réactivité maximale des équipes opérationnelles grâce à des procédures d'intervention parfaitement décrites et éprouvées. Les interruptions de service restent ainsi l'exception.

La réalisation de ces interventions conduit le cas échéant à faire appel à des compétences mutualisées (régionales ou nationales) et bénéficie du support d'outils informatiques de maintenance et de gestion des interventions.



FOCUS

### *La gestion centralisée des interventions*

Le pilotage des interventions de nos techniciens est centralisé, qu'elles soient programmées ou imprévues, qu'il s'agisse de la maintenance d'un équipement, d'une intervention sur le branchement d'un abonné ou encore d'un prélèvement pour analyse en cas de suspicion de pollution dans le réseau.

→ *Les opérations de maintenance des installations*

### ● Opérations d'exploitation Courante

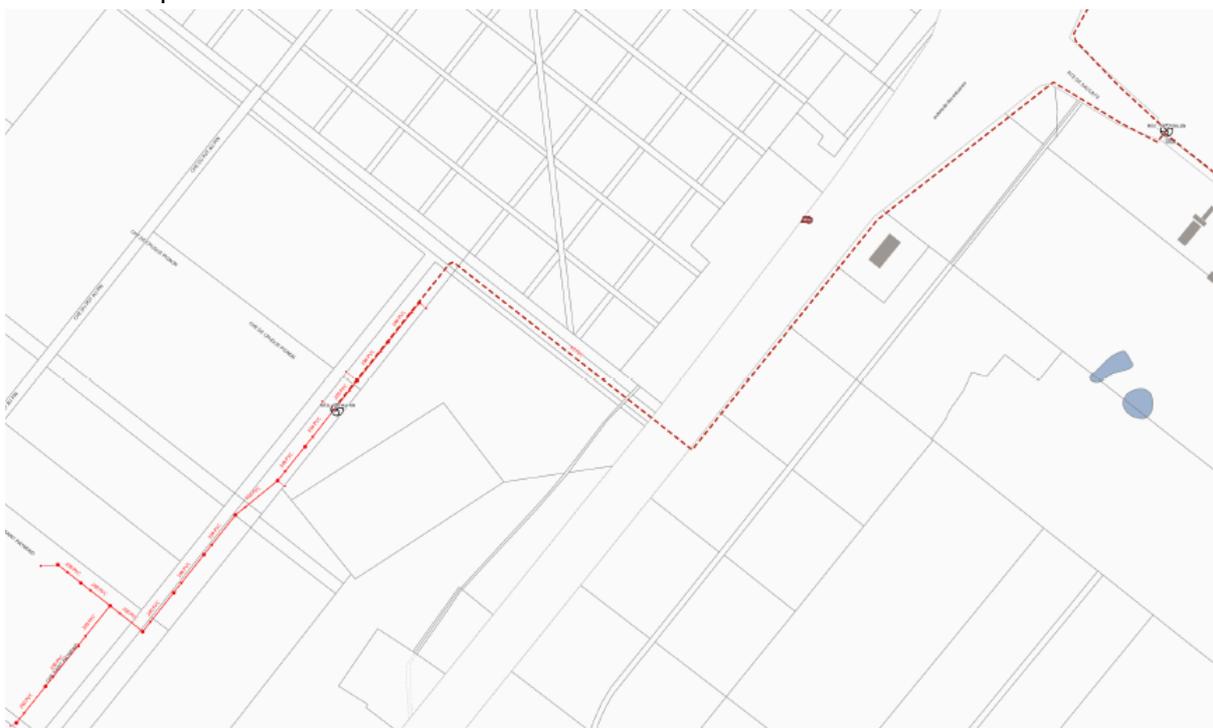
Lors de ces passages sur les installations, Veolia réalise des opérations d'exploitation courantes telles que :

- Pilotage des installations avec réglage (temps d'aération, recyclage des boues, dosage des réactifs, ...) et contrôle de son fonctionnement ;
- Suivi analytique de l'eau traitée ;
- Les prélèvements d'auto surveillance et de boues ;
- Les prélèvements d'auto surveillance sur le Milieu Récepteur
- L'évacuation des boues et des sous-produits ;

- Le nettoyage des ouvrages et l'entretien des espaces verts ;
- Le contrôle des installations électriques par un organisme agréé ;
- Essai fonctionnement groupe électrogène mensuel

### ● Opérations d'exploitation Exceptionnelle

- Nous avons rencontré un défaut important sur le clapet anti-retour d'une des pompes de relevage du PR BIDAOU ce qui a engendré un dysfonctionnement important du poste de relevage nécessitant des interventions en urgence afin d'assurer la continuité du service.
- Le refoulement du poste de relevage de POT AU PIN montrait de plus en plus de difficulté à transporter les eaux usées. Après un contrôle de fonctionnement des pompes de relevage nous avons dû entreprendre des investigations et interventions sur le refoulement poste de relevage. Ainsi nous avons réalisé 5 sondages pour créer une ouverture puis engager un hydrocurage de la canalisation. Nous avons pu localiser qu'au niveau du site d'eau potable de JARRY un bouchon s'était formé perturbant le bon écoulement dans la canalisation de refoulement.

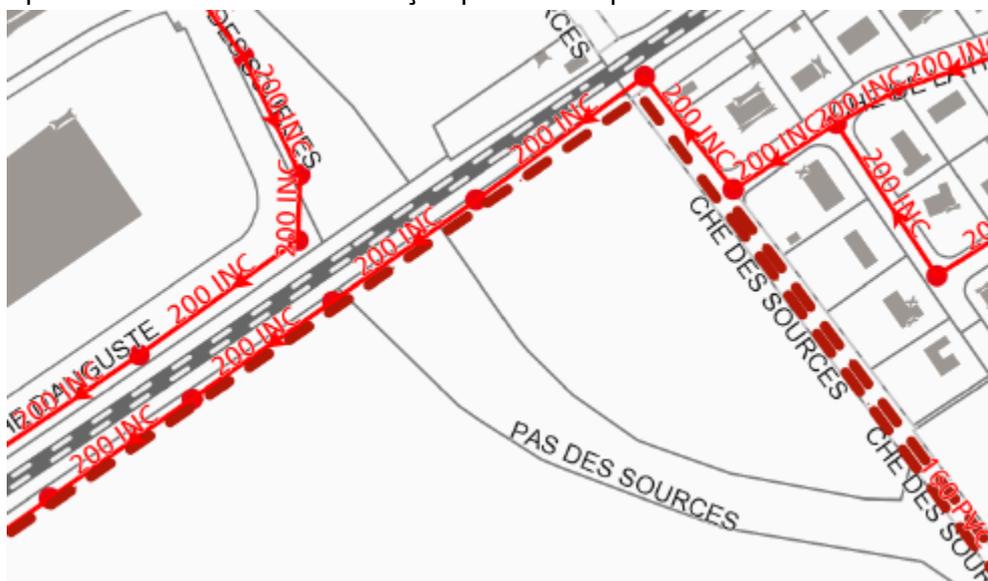


- Suite et fin de l'opération de renouvellement des 4 ensembles Motoréducteurs - Turbines d'aérations équipant les deux bassins d'aération.

Lors de cette seconde intervention un scaphandrier est également intervenu pour faire le diagnostic de la pompe Liqueur mixte n°2 installée dans le second bassin d'aération sur laquelle nous n'avions plus de moyens de manutention.



- Un effondrement du réseau assainissement Chemin des sources le long voie SNCF a nécessité la mise en place d'un pompage provisoire afin d'assurer la continuité de l'écoulement des eaux usées jusqu'au renouvellement du tronçon posant des problèmes.



→ *L'auscultation du réseau de collecte*

Interventions d'inspection et de contrôle	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1
Longueur de canalisation inspectée par caméra (ml)	2 899	3 617	5 551	4 442	3 196	-28,1%

→ *Le curage*

Interventions de curage préventif	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1
Nombre d'interventions sur réseau	173	156	333	199	162	-18,6%
sur branchements	1	6	3	3	1	-66,7%
sur canalisations	30	48	139	98	59	-39,8%
sur accessoires	142	102	191	98	102	4,1%
sur bouches d'égout, grilles avaloirs	140	100	188	95	101	6,3%
sur dessableurs	2	2	3	3	1	-66,7%
Longueur de canalisation curée (ml)	4 132	5 557	7 006	7 006	4 206	-40,0%

Interventions curatives	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1
Nombre de désobstructions sur réseau	196	120	144	162	113	-30,2%
sur branchements	49	41	69	35	38	8,6%
sur canalisations	135	67	61	105	64	-39,0%
sur accessoires	12	12	14	22	15	-31,8%
sur bouches d'égout, grilles avaloirs	10	10	11	20	14	-30,0%
sur dessableurs	2	2	3	2	1	-50,0%
Longueur de canalisation curée dans le cadre d'une opération de désobstruction (ml)	13 910	3 279	5 806	6 200	2 826	-54,4%

En 2021, le taux de curage curatif sur branchements et canalisations est de **13,09 / 1000 abonnés**.

→ *Les points « noirs » du réseau de collecte [P252.2]*

Concernant le réseau de collecte, le nombre de points du réseau nécessitant des interventions fréquentes de curage [P252.2] permet à la fois de mettre en évidence la présence de défauts structurels ponctuels et

d'évaluer les stratégies d'exploitation mises en œuvre pour pallier ces défauts. Ces défauts sont naturellement susceptibles de constituer des points prioritaires d'amélioration.

	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1
Nombre total de points concernés sur le réseau	14	14	16	16	16	0,0%
Longueur du réseau de collecte des eaux usées hors branchements (ml)	137 520	139 259	139 290	139 290	139 232	-0,0%
Nombre de points du réseau nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100km	10,18	10,05	11,49	11,49	11,49	0,0%

Les 16 points sensibles du réseau sont les suivants :

- Allée des Grépins
- Place du Chanoine Patry
- Chemin de la Garenne à Pierroton
- 11 allée Camelinat
- Chemin de Peyre (face n°25) (EP)
- Chemin de Seguin – Route de Fourc
- 49 Rue Champ Rollet (présence de laitance dans le réseau principal)
- 3 avenue Maréchal de Lattre de Tassigny
- Chemin de combelonge / Allée de la chartreuse
- Allée des noisetiers
- 5 chemin lou breu (branchement)
- 1 avenue du colonel saldou (branchement)
- 6 lou surgente (réseau)
- Débouchage branchements avec racines Chemin de la mute
- Débouchage branchements avec racines Chemin lou corn
- Avenue de Verdun

## 4.2 L'efficacité de la collecte

### 4.2.1 La maîtrise des entrants

#### → *Les rejets d'eaux usées d'origine non domestique*

Les effluents non domestiques peuvent présenter des caractéristiques physico-chimiques particulières ne permettant pas un traitement similaire à celui effectué dans un système d'assainissement collectif des eaux usées domestiques classiques.

L'impact de ces effluents, s'ils ne sont pas maîtrisés, peut être important sur le fonctionnement et la gestion du système d'assainissement collectif, mais aussi sur le milieu naturel.

Aussi, la maîtrise des rejets non domestiques dans les réseaux publics d'assainissement contribue à :

- ✓ améliorer le fonctionnement du système de collecte et de traitement,
- ✓ préserver les ouvrages/équipements du système d'assainissement et le patrimoine de la Collectivité,
- ✓ garantir les performances du système de traitement,
- ✓ garantir la qualité des boues, et leur innocuité,
- ✓ respecter la réglementation.

Il importe donc d'identifier les rejets non domestiques à risque, de définir les conditions de leur raccordement (arrêtés d'autorisation, conventions de déversement) et de les contrôler.

Chaque année, un plan d'action est défini afin de cibler les établissements à contrôler en priorité dans l'année :

- ✓ à partir de la demande de la Collectivité ou des industriels eux-mêmes, les services de l'Etat (DREAL, ARS...) étant souvent à l'origine de la démarche des industriels,
- ✓ après détection de substances pouvant nuire à la valorisation agricole des boues et l'identification des établissements pouvant être à l'origine de la pollution,
- ✓ après détection de substances significatives (au sens de la réglementation RSDE - note du 12 août 2016) dans les effluents de la station d'épuration pouvant conduire à des impacts sur les milieux récepteurs. En effet, la note du 12 août 2016, au-delà des campagnes régulières d'analyse des substances en entrée et en sortie de stations d'épuration supérieures à 10 000 EH impose aux Maîtres d'ouvrage du réseau de Collecte la responsabilité de réaliser un diagnostic visant à identifier les sources de substances et à proposer les actions correctives pour les réduire. Aussi, dans ce cadre, des contrôles des établissements pourront être d'intérêt.

La définition du plan d'action tient par ailleurs compte de :

- ✓ la localisation à l'échelle de la Collectivité de l'ensemble des établissements déversant dans les réseaux des eaux usées autres que domestiques,
- ✓ l'évaluation des principaux apports à partir de la synthèse des données existantes (études, autocontrôles, données Agence de l'Eau, consommations d'eau, ...),

✓ l'établissement de la liste des établissements à risques.

Afin de s'adapter aux constatations de terrain, le plan d'action pourra être modifié en cours d'année à la demande de la Collectivité.

→ **Le bilan 2021 des Arrêtés d'Autorisation de Déversement (AAD) et des Conventions Spéciales de Déversement (CSD)**

Le tableau ci-dessous présente le nombre total de conventions et d'arrêtés d'autorisation de déversement établis au 31/12 de l'année :

	2017	2018	2019	2020	2021
Nombre de conventions de déversement	2	3	3	3	3
Nombre arrêtés d'autorisation de déversement	4	4	5	6	6

Le tableau ci-dessous liste les conventions spéciales de déversement établies conformément au règlement du service avec les clients concernés :

Tiers engagé	Objet	Date d'effet
CONSERVES FINES H. PIQUET	CSD tripartite entre la Société PIQUET, VE CGE et cestas	01/01/2016
STRYKER SPINE	CSD tripartite entre la société STRYKER SPINE SAS, VE CGE et Cestas	01/01/2016
LANGLOIS CHIMIE	CSD Tripartite entre la Sté Langlois Chimie, VE CGE et Cestas	01/01/2016

Ci-dessous, la liste des ASD et CSD :

ASD/CSD	Entreprise	Date signature	Commune	adresse	Activité
ASD	LANGLOIS/QUARON	12/07/2013	CESTAS	Gazinet	Stockage Produits chimiques
ASD	RACHEL PHOTO	12/02/2015	CESTAS	11 Place de l'Hôtel de Ville	Studio de photographie
ASD	PAPREC	02/12/2014	CESTAS	ZI AUGUSTE II - Chemin du Grand pas	Service de logistique déchets d'entreprise
ASD	CARREFOUR France	28/10/2014	CESTAS	ZA POT AU PIN II - Chemin de cruque pignon	Stockage - logistique
ASD	LOGISTIQUE France SAS	18/11/2014	CESTAS	PARC ACTIVITE JARRY - 3 route de saucats	Nettoyage sol

CSD	STRYKER	24/10/2017	CESTAS	ZA " MARTICOT"	Fabricant implant et Instruments chirurgicaux
CSD	PIQUET	20/04/1998	CESTAS	61 avenue Jean Moulin	Conserverie de Viande
ASD	REXEL	28/04/2019	CESTAS	5 bis chemin St Eloy de Noyon	Négoce en matériel électrique
<b>En projet</b>					
ASD	UNIKALO	Prise de contact pour futur installation			CESTAS
ASD	RENAULAC	Abandonnée suite changement de propriétaire			CESTAS
ASD/CS D	VLVD	Prise de contact pour établissement d'une convention ou d'une ASD			CESTAS

#### 4.2.2 La maîtrise des déversements en milieu naturel

##### → La connaissance des déversements vers le milieu naturel [P255.3]

Le tableau ci-dessous présente les points de rejets au milieu naturel identifié :

Nombre de points de rejet	2017	2018	2019	2020	2021
Nombre d'usines de dépollution	1	1	1	1	1
Nombre de trop-pleins de postes de relèvement/refoulement	11	11	11	11	11

Les déversoirs d'orage et les « trop-pleins » des postes de relèvement ont été initialement mis en place pour permettre de déverser au milieu naturel les effluents en excès par temps de pluie.

La connaissance fine de ces points de rejet et l'évaluation de la pollution rejetée sont nécessaires pour maîtriser l'impact environnemental du réseau d'assainissement. L'indicateur « Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées » [P255.3] (voir définition dans le glossaire en annexe du présent document) permet de mesurer l'avancement de cette politique.

Cet indicateur est à établir par la Collectivité avec l'appui du délégataire. Les informations dont nous disposons et qui sont utiles au calcul de l'indicateur sont les suivantes :

	2017	2018	2019	2020	2021
Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte	60	60	90	90	90

Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte	Barème	Valeur ICR
<b>Partie A : Eléments communs à tous les types de réseaux (100 points)</b>		
Identification des points de rejets potentiels aux milieux récepteurs	20	20
Évaluation de la pollution collectée en amont de chaque point potentiel de rejet	10	10
Etude terrain des points de déversements - id moment et taille du déversement	20	20
Mesures débit et pollution sur les points de rejet	30	30
Réalisation rapport sur la surveillance des systèmes de collecte et stations d'épuration	10	10
Connaissance qualité des milieux récepteurs et évaluation impact des rejets sur le milieu récepteur	10	0
<b>Total Partie A</b>	<b>100</b>	<b>90</b>
<b>Partie B : Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou partiellement séparatifs (10 points qui ne sont comptabilisés que si 80 points au moins ont été obtenus en partie A)</b>		
Évaluation de la pollution déversée par les réseaux pluviaux au milieu récepteur	10	0
<b>Partie C : Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou mixtes (10 points qui ne sont comptabilisés que si 80 points au moins ont été obtenus en partie A)</b>		
Mise en place suivi de la pluviométrie des principaux déversoirs d'orage	10	0
<b>Total:</b>	<b>120</b>	<b>90</b>

→ **La conformité de la collecte [P203.3]**

Cet indicateur [P203.3] (voir définition dans le glossaire en annexe du présent document) permet d'évaluer la conformité du réseau de collecte d'un service d'assainissement au regard des dispositions réglementaires issues de la directive européenne ERU.

Le mode de calcul de cet indicateur en cours de refonte n'a pas été communiqué à la date d'établissement du présent rapport. Veolia est en attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Dans l'attente de la publication de cet indicateur, Veolia met à disposition de la Collectivité les informations suivantes qui seront utiles pour établir la conformité du réseau de collecte et, le cas échéant, identifier les axes de progrès :

**Pluviométrie :**

Hauteur de pluie totale (mm)	2019	2020	2021
DVO - Cestas - DO BELLEVUE	890	971	908
DVO - Cestas - DO BIDAOU	890	971	908

DVO - Cestas - DO BOIS DU MOUL	890	971	908
DVO - Cestas - DO COCTEAU	890	971	908
DVO - Cestas - DO MIMAUT	890	971	908
REL-CES-JEAN MOULIN ECOLE	890	971	908
REL-CESTAS-BOUZET	890	971	908
REL-CESTAS-CASSINI PEYRE	890	971	908
REL-CESTAS-INJECTION FOURCQ	890	971	908
REL-CESTAS-RIBEYROT	890	971	908
REL-CESTAS-ZA AUGUSTE	890	971	908
<b>Moyenne</b>	<b>890</b>	<b>971</b>	<b>908</b>

**Bilan global des déversements :**

Volumes totaux déversés (par temps sec et par temps de pluie) (en m3) :

<b>Point de déversement</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>
DVO - Cestas - DO BELLEVUE	0	1 584	56
DVO - Cestas - DO BIDAOU	549	154	1 543
DVO - Cestas - DO BOIS DU MOUL	318	698	405
DVO - Cestas - DO COCTEAU	4 205	2 073	0
DVO - Cestas - DO MIMAUT	0	2	0
REL-CES-JEAN MOULIN ECOLE	7	0	151
REL-CESTAS-BOUZET	130	4 354	11 850
REL-CESTAS-CASSINI PEYRE	14 406	54 862	49 382
REL-CESTAS-INJECTION FOURCQ	0	0	212
REL-CESTAS-RIBEYROT	14	1 018	0
REL-CESTAS-ZA AUGUSTE	1	0	10
<b>Total</b>	<b>19 630</b>	<b>64 745</b>	<b>63 609</b>

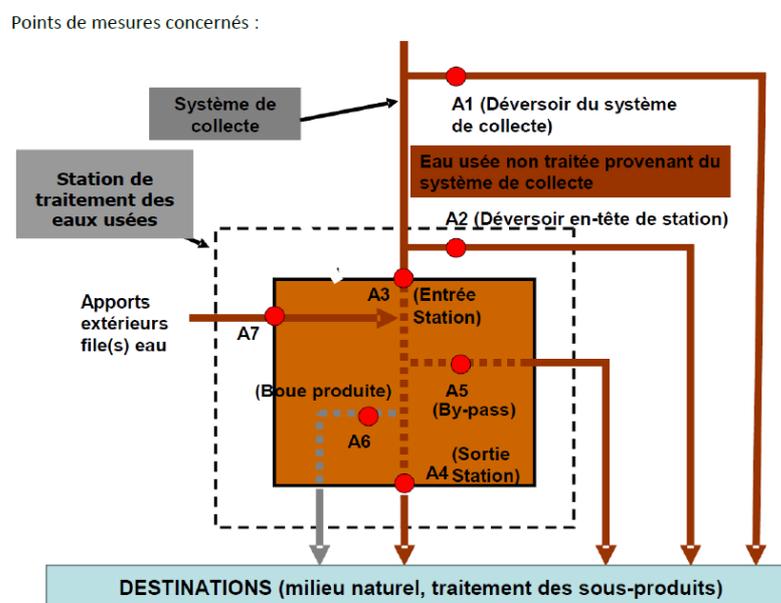
## 4.3 L'efficacité du traitement

La conformité des systèmes de traitement aux prescriptions réglementaires concerne le niveau d'équipement des installations, ainsi que la qualité des rejets et leur impact sur le milieu naturel. Cette conformité est évaluée au travers, d'une part, des indicateurs de l'arrêté du 2 mai 2007 et, d'autre part, des critères de l'arrêté du 21 juillet 2015.

Afin d'assurer une bonne cohérence avec l'arrêté du 21 juillet 2015, les outils Autostep et Mesurestep mis à disposition des Services de Police de l'Eau et des Exploitants par le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire (<http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/>) et permettant de réaliser l'évaluation de conformité des systèmes d'assainissement ont évolué en 2019. Les règles suivantes sont depuis appliquées pour évaluer la conformité en performance des stations d'épuration.

- les flux considérés en entrée et en sortie du système de traitement tiennent compte du débit de référence ou du Percentile 95 (PC95). En pratique seuls les flux à hauteur du débit de référence sont retenus dans les calculs. Ainsi, tous les volumes déversés par le Déversoir en Tête de Station (A2) au-delà du débit de référence sont écartés et n'interviennent pas dans les calculs de conformité. Il en est de même pour le calcul de la Charge Brute de Pollution Organique, basé sur les flux en entrée en DBO5,
- un bilan d'autosurveillance est considéré hors condition normale de fonctionnement (et les paramètres non-conformes sont alors écartés) lorsque le débit en entrée de station d'épuration (A3) dépasse le débit de référence PC95,
- dans le cas des stations d'épuration supérieures à 2 000 EH, le calcul de la conformité nationale est basé uniquement sur la valeur du PC95 calculée et le calcul de la conformité locale prend en compte la valeur maximale entre le PC95 et le débit de référence défini dans l'acte administratif. Dans le cas des stations inférieures à 2 000 EH, seul le débit de référence issu de l'acte administratif est considéré.

Les schémas ci-dessous rappellent la dénomination SANDRE des points de mesures et illustrent les nouveautés introduites.



Notre outil interne OPUS est aligné sur les mêmes règles que celles retenues par Autostep pour évaluer la conformité locale le plus justement possible. Aussi, le rapport annuel fournit les évaluations de conformité locale réalisées en adoptant les règles de calcul définies par l'arrêté de 2015.

Dans le rapport annuel du Délégué, nous transmettons nos évaluations « exploitant » de la conformité locale. Pour rappel, l'indicateur réglementaire P205.3 Conformité de la performance des ouvrages d'épuration est à la Charge du Service de Police de l'Eau et n'est pas dû par l'exploitant.

C'est la raison pour laquelle, nous rapelons les hypothèses sur lesquelles se fondent nos évaluations de conformité. En effet, les modalités précises d'évaluation retenues pour évaluer la conformité s'appuient en premier lieu sur les critères des services en charge de la Police de l'Eau lorsque ceux-ci ont été inscrits dans un arrêté préfectoral et/ou portés à la connaissance de Veolia. A défaut, les critères pris en compte sont ceux énoncés dans les guides généraux d'application de l'arrêté du 21 juillet 2015 élaborés par la Direction de l'Eau et la Biodiversité.

### 4.3.1 Conformité globale

#### → *La conformité des équipements d'épuration [P204.3]*

Cet indicateur **[P204.3]** permet d'évaluer la conformité des équipements de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la directive européenne ERU. Cet indicateur résulte des conformités de chaque station de traitement des eaux usées (STEU) du service, pondérées par la charge entrante en DBO5 (moyenne annuelle). La conformité de chacune des STEU est établie par les services de l'Etat et est adressée à l'exploitant en vertu de l'article 22 de l'arrêté du 21 juillet 2015. La valeur de cet indicateur n'a pas été communiquée à Veolia à la date d'établissement du présent rapport.

#### → *La conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions nationales issues de la directive ERU [P205.3]*

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité de la performance de l'ensemble des stations d'un service, au regard des dispositions réglementaires issues de la Directive européenne ERU. Il **[P205.3]** est à établir par la Police de l'eau, qui doit l'adresser à l'exploitant en vertu de l'article 22 de l'arrêté du 21 juillet 2015. La valeur de cet indicateur n'a pas été communiquée à Veolia à la date d'établissement du présent rapport.

En l'absence de réception à la date d'établissement du présent rapport annuel des éléments relatifs à cet indicateur, Veolia présente ci-dessous un indicateur approché, établi à partir des données issues de l'autosurveillance mise en œuvre et des valeurs caractéristiques de référence de la station (CBPO, Qref) à utiliser, établies et communiquées par le service de Police des eaux (arrêté préfectoral d'autorisation, ou à défaut manuel d'autosurveillance). Ces valeurs sont rappelées par station dans le tableau ci-dessous.

L'évaluation est réalisée en écartant les bilans non conformes correspondant à un débit arrivant en entrée de la station au-delà du débit de référence caractéristique de la station et les bilans en situations inhabituelles (opérations de maintenance programmées, circonstances exceptionnelles telles que catastrophes naturelles, inondations...). Il s'agit donc d'une évaluation de la conformité locale (et non d'une évaluation de la conformité nationale/européenne).

Les indices suivants mesurent la conformité par rapport à la réglementation (arrêté préfectoral local ou arrêté du 21 juillet 2015 à défaut).

**Conformité réglementaire des rejets**

à  
l'arrêté

	préfectoral
	<b>0,00</b>
<b>ST01-STP-CESTAS-MANO</b>	<b>0,00</b>

Pour établir la performance globale, dans le cas de plusieurs usines de dépollution, le taux de chaque usine est pondéré par la charge en DBO5 arrivant sur le système de traitement.

L'origine de la non conformité réglementaire des rejets pour l'année 2021 est le dépassement rédhibitoire de la concentration en MES sur le Bilan du 23/02/2021 avec une concentration mesurée de MES à 110 mg/L pour une concentration rédhibitoire à 85 mg/L.

→ **La conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel [P254.3]**

Cet indicateur **[P254.3]**, qui concerne uniquement les usines d'épuration de plus de 2000 EH, correspond au nombre de bilans conformes aux objectifs de rejet spécifiés par l'arrêté préfectoral ou, par défaut, selon les règles d'évaluation de la conformité identifiées avec la Police de l'Eau, rapporté au nombre total de bilans réalisés sur 24 heures. Pour calculer cet indicateur, les bilans non conformes correspondant à un débit entrant dans la station au-delà du débit de référence caractéristique de la station et les bilans en situations inhabituelles (opérations de maintenance programmées, circonstances exceptionnelles telles que catastrophes naturelles, inondations...) sont écartés, selon la réglementation en vigueur.

<b>Conformité des performances des équipements d'épuration</b>	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Performance globale du service (%)</b>	<b>100</b>	<b>78</b>	<b>76</b>	<b>54</b>	<b>83</b>
ST01-STP-CESTAS-MANO	100	78	76	54	83

Pour établir la performance globale, dans le cas de plusieurs usines de dépollution, le taux de chaque usine est pondéré par la charge en DBO5 arrivant sur le système de traitement.

En 2021, sur les 24 bilans d'autosurveillance réalisés, 4 bilans réalisés dans des conditions normales de fonctionnement ont eu au moins un paramètre dépassant les valeurs limites journalières. Le récapitulatif des bilans concernés se trouve au paragraphe 6.3.

Cette conformité est évaluée en retenant les règles définies par la réglementation en vigueur et incluses dans les outils mis à disposition par le Ministère (prise en compte des débits à hauteur du débit de référence en entrée et sortie, prise en compte du débit entrant en station pour définir si la station est en ou hors condition normale de fonctionnement, prise en compte du débit de référence mentionné dans l'acte administratif (arrêté préfectoral local)). Cette évaluation reste fournie à titre indicatif. Seule l'évaluation transmise par le Service de Police de l'Eau en mars a une valeur officielle.

→ **Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes [P206.3]**

Cet indicateur mesure la proportion des boues évacuées par l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, et traitées ou valorisées conformément à la réglementation. Les filières de traitement et/ou de valorisation de ces boues peuvent être la valorisation agricole, le compostage, l'incinération, la gazéification et la décharge agréée.

	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Taux de boues évacuées selon une filière conforme (%)</b>	100	100	100	100	100
ST01-STP-CESTAS-MANO	100	100	100	100	100

**4.3.2 Bilan d'exploitation et conformités par station**

Les données de bilan et conformité sont détaillées en annexe du présent document.

Les autres données d'auto-surveillance sont consultables sur les registres d'autosurveillance, tenus à jour conformément à l'arrêté du 21 juillet 2015.

**ST01-STP-CESTAS-MANO**

**Rappel des valeurs caractéristiques de la station et des performances de traitement attendues**

Les valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de la conformité de la station sont présentées dans le tableau qui suit. Il s'agit des valeurs établies et communiquées par le service de Police des eaux (arrêté préfectoral d'autorisation, ou à défaut manuel d'autosurveillance) (Débit de référence) ou fournies par le constructeur (capacité nominale).

Valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de conformité

	2021	2022
Débit de référence (m3/j)	7 118	7 239
Capacité nominale (kg/j)	1 260	1 260

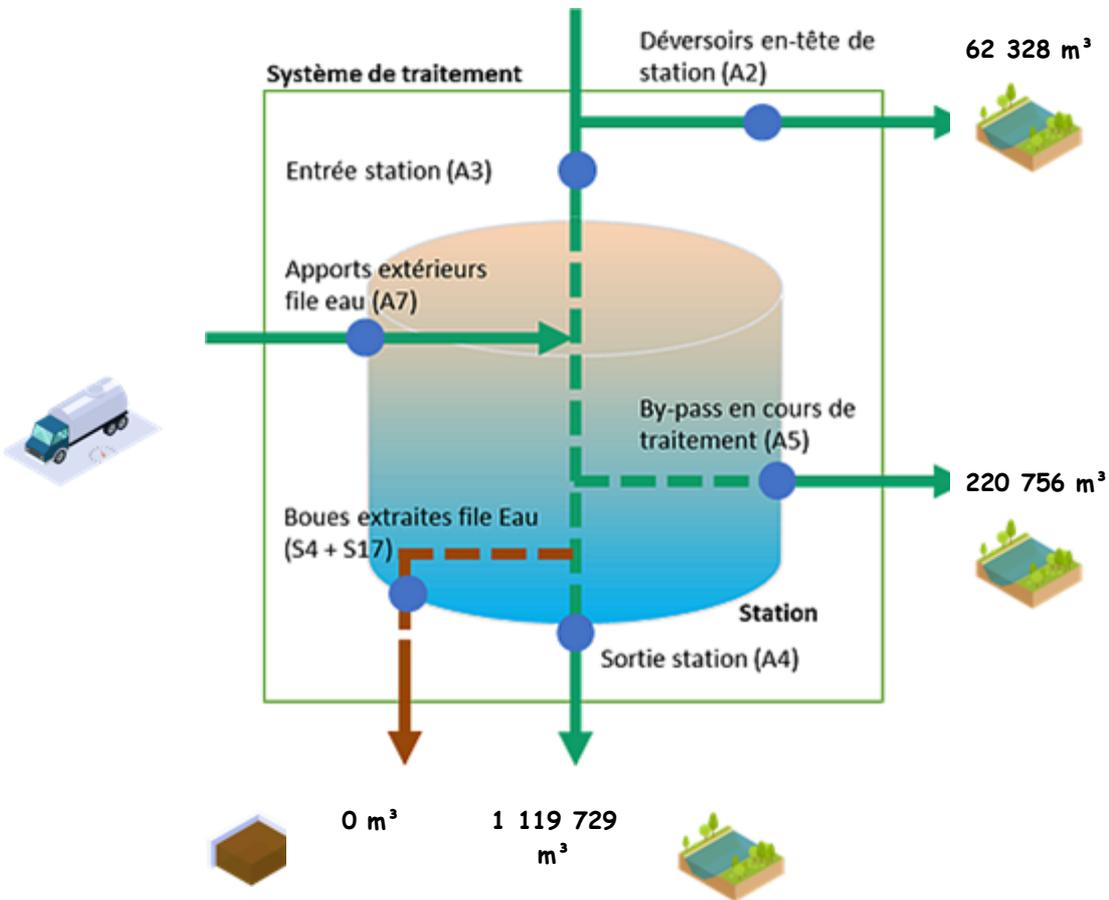
Performances attendues (selon arrêté préfectoral) (\*)

	DCO	DBO5	MES	NTK	NGL	NH4	Ptot
<b>Concentration maximale à respecter (mg/L) (*)</b>							
moyenne journalière par bilan	90,00	25,00	35,00				
moyenne annuelle				10,00			5,00
<b>Concentration rédhibitoire en sortie (mg/L)</b>							
moyenne journalière par bilan	250,00	50,00	85,00				
<b>Charge maximale à respecter (kg/j)</b>							
<b>Rendement minimum moyen (%)</b>							
moyen journalier par bilan	80,00	80,00	90,00				

\* : En général, pour les paramètres NTK, NGL et Ptot, les conformités se jugent en moyennes annuelles, et pour les autres paramètres en moyennes journalières par bilan, cela sous réserve d'absence d'indications complémentaires d'arrêtés préfectoraux locaux.

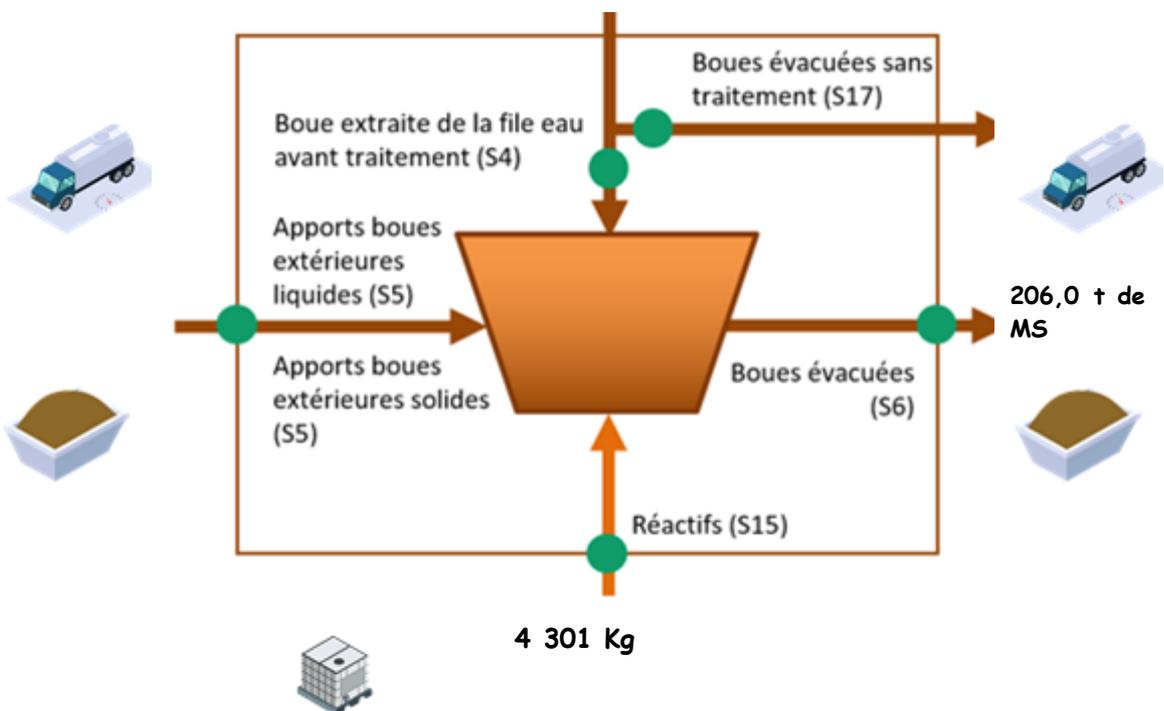
**File Eau**

**1 412 636 m<sup>3</sup>**



**File Boue**

/



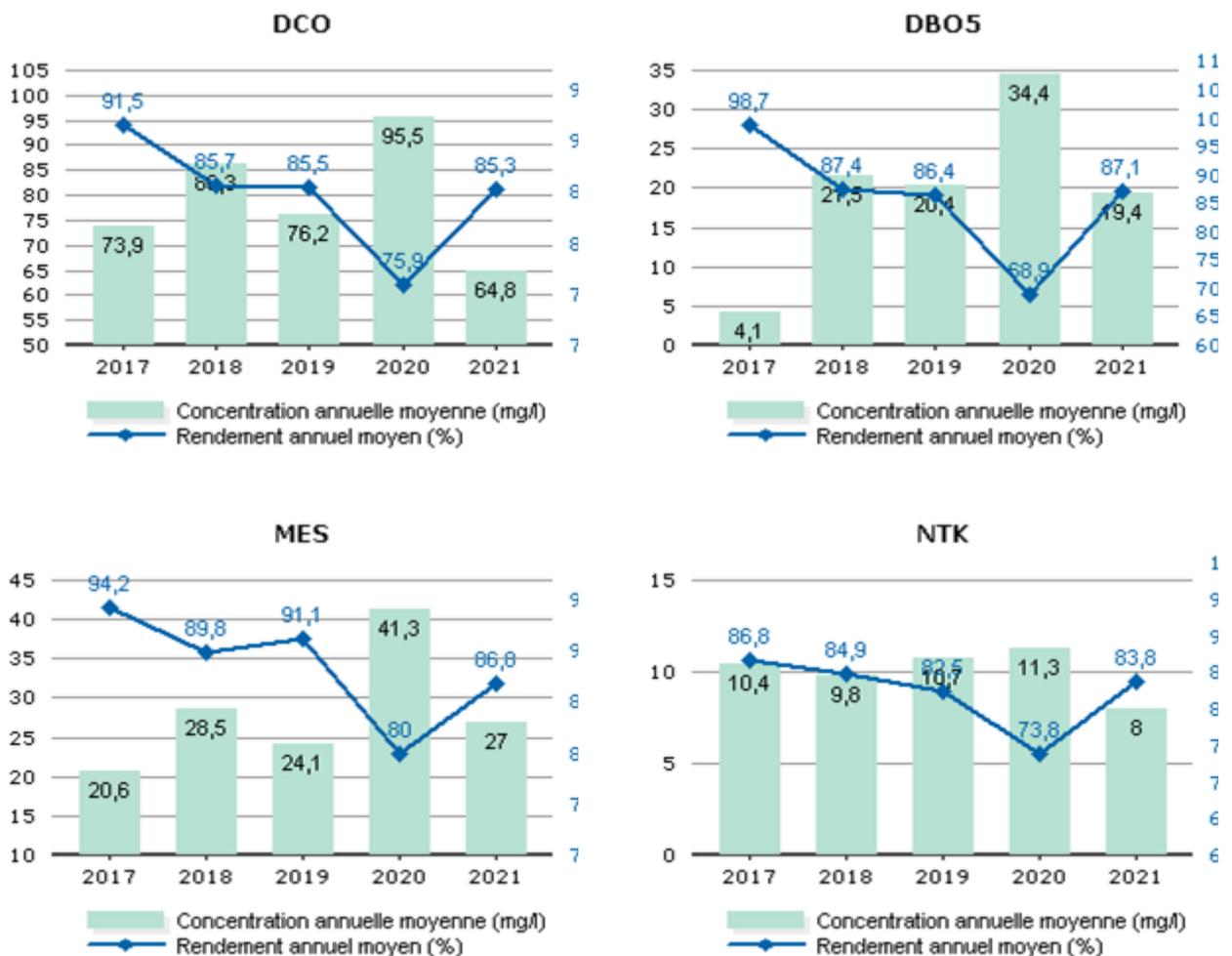
### Fréquences d'analyses

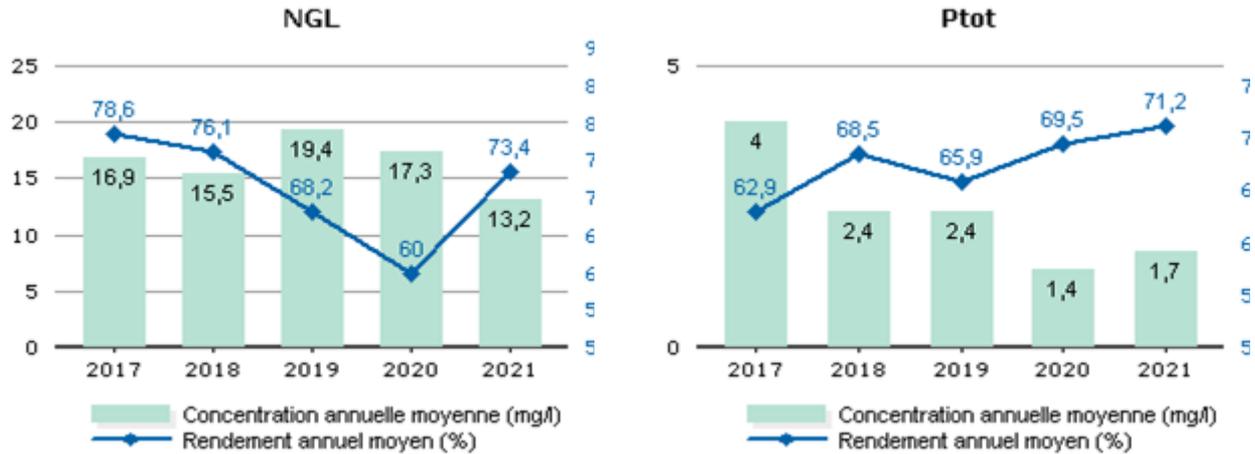
Le tableau suivant présente le nombre de bilans disponibles par paramètre.

	2021
DCO	24
DBO5	12
MES	24
NTK	12
NGL	12
Ptot	24

### Concentrations en sortie et rendements épuratoires

Les graphiques suivants présentent la qualité d'eau obtenue en sortie de station de traitement ainsi que les rendements épuratoires obtenus :





Les valeurs moyennes observées en sortie du système de traitement (concentrations et rendements) ne permettent pas de mesurer le respect de la prescription qui est à présent à calculer en considérant les débits à hauteur du débit de référence. L'évaluation du taux de respect fait l'objet de l'indicateur de conformité locale présenté dans la suite de la présente section.

### Conformité de la performance

Les évaluations de la conformité sont réalisées en excluant les bilans pour lesquels le débit entrant dépasse le débit de référence retenu et les bilans en situations inhabituelles (catastrophes naturelles, inondations, ...). La conformité locale est définie au regard des prescriptions de l'arrêté préfectoral.

	2017	2018	2019	2020	2021
Conformité à l'arrêté préfectoral	100,00	100,00	0,00	0,00	0,00

A partir de 2019, cette conformité est évaluée suivant les nouvelles règles de calcul que celles des outils du Ministère (prise en compte des débits à hauteur du débit de référence en entrée et sortie, prise en compte du débit entrant en station pour définir si la station est en ou hors condition normale de fonctionnement, prise en compte du débit de référence mentionné dans l'acte administratif (arrêté préfectoral local). Cette évaluation reste fournie à titre indicatif. Seule l'évaluation transmise par le Service de Police de l'Eau en mars a une valeur officielle.

### Qualité du traitement des boues

#### Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration

Cet indicateur permet d'évaluer l'efficacité de dépollution des usines (extraction et concentration de la pollution de l'effluent traité). Il s'exprime en tonnage de matières sèches.

	2017	2018	2019	2020	2021
Boues évacuées (Tonnes de MS) (S6)	250,2	200,2	250,5	207,0	206,0

*Boues évacuées par destination et proportion évacuée selon une filière conforme*

Ce tableau présente la proportion de boues évacuées selon une filière conforme.

	2017	2018	2019	2020	2021
Taux de boues évacuées selon une filière conforme (%)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

#### Destination des boues évacuées

Ce tableau présente le détail pour l'année des destinations des boues évacuées.

Produit brut (t)	Siccité (%)	Matières sèches (t)	Destination conforme (%) *

Compostage norme NF	971,3	21,21	206	100,00
<b>Total</b>	<b>971,3</b>	<b>21,21</b>	<b>206</b>	<b>100,00</b>

\* répartition calculée sur les tonnes de matières sèches.

#### Sous-produits évacués par destination

Ce tableau présente les sous-produits générés et leur devenir.

	2017	2018	2019	2020	2021
Centre de stockage de déchets (t) Refus	18,2	12,4	29,2	23,6	31,2
<b>Total (t)</b>	<b>18,2</b>	<b>12,4</b>	<b>29,2</b>	<b>23,6</b>	<b>31,2</b>
Compostage norme NF (t) Sables				71,6	98,3
Centre de stockage de déchets (t) Sables	56,2	27,8	44,0		
Compostage sans norme (t) Sables				71,6	98,3
<b>Total (t)</b>	<b>56,2</b>	<b>27,8</b>	<b>44,0</b>	<b>143,2</b>	<b>196,6</b>
Compostage sans norme (m <sup>3</sup> ) Graisses	8,0				
<b>Total (m<sup>3</sup>)</b>	<b>8,0</b>				

#### 4.3.3 La surveillance des micropolluants dans les eaux de rejets

La note nouvelle technique précise les modalités de recherche des substances dangereuses dans les eaux (RSDE) en entrée et sortie des stations d'épuration de plus de 10 000 EH et renforce la lutte à la source contre les micropolluants en rendant obligatoire la recherche au sein de la zone de collecte des émetteurs de substances présentes significativement au niveau de la station d'épuration. De nouvelles campagnes d'analyses en entrée et sortie station seront à réaliser en 2022/2023 et des diagnostics vers l'amont à réaliser ou mettre à jour au regard des résultats des campagnes.

Veolia se tient à votre disposition pour vous aider dans la mise en œuvre de ce texte important et évaluer ses conséquences pour votre service

## 4.4 L'efficacité environnementale

### 4.4.1 Le bilan énergétique du patrimoine



Un véritable management de la performance énergétique des installations est mis en œuvre. Cela contribue ainsi à la réduction des consommations d'énergie et à la limitation des émissions de gaz à effet de serre.

	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1
<b>Energie relevée consommée (kWh)</b>	<b>1 012 611</b>	<b>1 070 126</b>	<b>1 065 980</b>	<b>1 109 106</b>	<b>1 094 523</b>	<b>-1,3%</b>
Usine de dépollution	865 341	849 967	846 360	866 832	865 751	-0,1%
Postes de relèvement et refoulement	147 270	220 159	219 620	242 274	228 772	-5,6%

Le tableau détaillé du Bilan énergétique du patrimoine se trouve en annexe.

#### 4.4.2 La consommation de réactifs

Le choix du réactif est établi afin :

- ✓ d'assurer un rejet au milieu naturel de qualité conforme à la réglementation,
- ✓ de réduire les quantités de réactifs à utiliser.

→ *La consommation de réactifs*

##### Usine de dépollution - File Eau

	2019	2020	2021	N/N-1
<b>ST01 -STP-CESTAS-MANO</b>				
Chlorure ferrique (kg)	23 757	34 171	17 876*	-47,7%

\*Sur l'année 2021 les taux d'injection de chlorure ferrique ont été optimisés tout en maintenant une qualité de rejet conforme. Pour l'année 2021 la moyenne annuelle sur le paramètre phosphore sur les 12 bilans a été respectée à 1,11 mg/L pour une valeur limite moyenne annuelle inférieure à 5 mg/L.

##### Usine de dépollution - File Boue

	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1
<b>ST01 -STP-CESTAS-MANO</b>						
Polymère (kg)	2 284	3 803	5 274	4 281	4 301	0,5%

# 5.

## RAPPORT FINANCIER DU SERVICE



Ce chapitre présente le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE). Il fait également le point sur la situation des biens, les programmes d'investissement et de renouvellement, ainsi que les engagements du délégataire à incidence financière.

## 5.1 Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE)

Le présent chapitre est présenté conformément aux dispositions du décret 2016-86 du 1<sup>er</sup> février 2016.

### → Le CARE

Le compte annuel et l'état détaillé des produits figurent ci-après. Les modalités retenues pour la détermination des produits et charges et l'avis des Commissaires aux Comptes sont présentés en annexe du présent rapport « Annexes financières »

Les données ci-dessous sont en Euros.

VEOLIA EAU-COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

Version Finale

### Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation Année 2021 (en application du décret du 14 mars 2005)

Collectivité: I0271 - CESTAS ASST

Assainissement

LIBELLE	2020	2021	Ecart %
<b>PRODUITS</b>	<b>1 115 873</b>	<b>1 238 829</b>	<b>11,02 %</b>
Exploitation du service	752 881	816 630	
Collectivités et autres organismes publics	347 759	379 484	
Travaux attribués à titre exclusif	13 378	40 873	
Produits accessoires	1 855	1 842	
<b>CHARGES</b>	<b>1 454 040</b>	<b>1 486 376</b>	<b>2,22 %</b>
Personnel	284 560	276 675	
Energie électrique	123 044	87 777	
Produits de traitement	17 835	22 384	
Analyses	9 777	8 198	
Sous-traitance, matières et fournitures	389 438	484 206	
Impôts locaux et taxes	14 262	16 173	
Autres dépenses d'exploitation	112 915	45 322	
<i>télécommunications, poste et telegestion</i>	<i>16 414</i>	<i>17 633</i>	
<i>engins et véhicules</i>	<i>36 639</i>	<i>36 930</i>	
<i>informatique</i>	<i>59 911</i>	<i>58 401</i>	
<i>assurances</i>	<i>8 264</i>	<i>25 395</i>	
<i>locaux</i>	<i>30 485</i>	<i>30 121</i>	
<i>autres</i>	<i>- 38 799</i>	<i>- 123 157</i>	
Contribution des services centraux et recherche	36 771	45 382	
Collectivités et autres organismes publics	347 759	379 484	
Charges relatives aux renouvellements	67 956	70 419	
<i>pour garantie de continuité du service</i>	<i>13 911</i>	<i>11 002</i>	
<i>programme contractuel ( renouvellements )</i>	<i>17 755</i>	<i>22 859</i>	
<i>fonds contractuel ( renouvellements )</i>	<i>36 290</i>	<i>36 559</i>	
Charges relatives aux investissements	44 429	45 096	
<i>programme contractuel ( investissements )</i>	<i>44 429</i>	<i>45 096</i>	
Pertes sur créances irrécouvrables-Contentieux rec	5 293	5 263	
<b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>	<b>- 338 166</b>	<b>- 247 547</b>	<b>26,80 %</b>
<b>RESULTAT</b>	<b>- 338 166</b>	<b>- 247 547</b>	<b>26,80 %</b>

Conforme à la circulaire FP2E de janvier 2006

17/03/2022

→ **L'état détaillé des produits**

L'état suivant détaille les produits figurant sur la première ligne du CARE.

Les données ci-dessous sont en Euros.

**VEOLIA EAU-COMPAGNIE GENERALE DES EAUX**

**Version Finale**

**Etat détaillé des produits (1)  
Année 2021**

**Collectivité: I0271 - CESTAS ASST**

**Assainissement**

LIBELLE	2020	2021	Ecart %
Recettes liées à la facturation du service	714 641	777 848	8,84 %
dont produits au titre de l'année (hors estimations)	712 848	755 793	6,02 %
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	1 792	22 055	
Autres recettes liées à l'exploitation du service	38 240	38 782	1,42 %
dont produits au titre de l'année (hors estimations)	38 240	38 782	1,42 %
<b>Exploitation du service</b>	<b>752 881</b>	<b>816 630</b>	<b>8,47 %</b>
Produits : part de la collectivité contractante	125 243	136 878	9,29 %
dont produits au titre de l'année (hors estimations)	125 845	132 782	5,51 %
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	- 602	4 096	
Redevance Modernisation réseau	222 516	242 606	9,03 %
dont produits au titre de l'année (hors estimations)	223 658	235 391	5,25 %
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	- 1 142	7 215	
<b>Collectivités et autres organismes publics</b>	<b>347 759</b>	<b>379 484</b>	<b>9,12 %</b>
<b>Produits des travaux attribués à titre exclusif</b>	<b>13 378</b>	<b>40 873</b>	<b>NS</b>
<b>Produits accessoires</b>	<b>1 855</b>	<b>1 842</b>	<b>-0,70 %</b>

(1) Cette page contient le détail de la première ligne du CARE (produits hors TVA).

17/03/22

Compte tenu des arrondis effectués pour présenter la valeur sans décimale, le total des produits ci-dessus peut être différent à quelques euros près du total des produits inscrits sur le compte annuel de résultat de l'exploitation.

**INFORMATION COMPLEMENTAIRE**

La rubrique « Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement » du CARE inclus dans le présent rapport annuel reprend essentiellement les pertes sur les créances devenues définitivement irrécouvrables, comptabilisées au cours de l'exercice. Celles-ci peuvent être enregistrées plusieurs années après l'émission des factures correspondantes compte tenu des délais notamment administratifs nécessaires à leur constatation définitive. Elle ne traduit par conséquent qu'avec un décalage dans le temps l'évolution des difficultés liées au recouvrement des créances dans le contexte réglementaire actuel.

L'amélioration des systèmes d'information et des processus de gestion de Veolia Eau permet de fournir à compter de 2019 une information complémentaire importante compte tenu des limites évoquées ci-dessus.

A ce jour, et en application du principe de prudence, les créances de plus d'un an à la clôture de l'exercice font l'objet d'une provision pour dépréciation dans les comptes sociaux de la Société. Cette provision (qui a

pour seule vocation de constater « en temps réel » mais de manière estimative le coût des impayés) est reprise soit lorsque la créance est définitivement admise en irrécouvrable, soit si la créance est encaissée (la provision devenant alors sans objet).

Cette provision est calculée sur l'ensemble du stock de créances d'exploitation de plus d'un an de la Société, à hauteur de la part des produits qui lui revient (en excluant les produits facturés pour le compte des Collectivités et autres organismes) par application d'un taux moyen de produits propres uniforme pour toute la Société.

Cette provision comptable peut être ventilée entre les différents contrats de la Société en appliquant aux impayés de plus d'un an attachés à chaque contrat le taux moyen de produits propres ci-dessus.

Le chiffre ainsi obtenu pour 2021 pour le contrat ressort à **9 783 €**

## 5.2 Situation des biens

Cet état retrace les opérations d'acquisition, de cession ou de restructuration d'ouvrages financées par le délégataire, qu'il s'agisse de biens du domaine concédé ou de biens de reprise.

### → *Inventaire des biens*

L'inventaire au 31 décembre de l'exercice est établi selon les préconisations de la FP2E. Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1er février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

### → *Situation des biens*

La situation des biens est consultable au chapitre 3.1 « Inventaire des installations ».

Par ce compte rendu, Veolia présente une vue d'ensemble de la situation du patrimoine du service délégué, à partir des constats effectués au quotidien (interventions, inspections, auto-surveillance, astreinte...) et d'une analyse des faits marquants, des études disponibles et d'autres informations le cas échéant.

Ce compte rendu permet ainsi à la Collectivité, par une connaissance précise des éventuels problèmes, de leur probable évolution et des solutions possibles, de mieux programmer ses investissements.

Les biens dont l'état ou le fonctionnement sont satisfaisants, ou pour lesquels Veolia n'a pas décelé d'indice négatif, et qui à ce titre n'appellent pas ici de commentaire particulier, ne figurent pas dans ce compte rendu.

## 5.3 Les investissements et le renouvellement

Les états présentés permettent de tracer, selon le format prévu au contrat, la réalisation des programmes d'investissement et/ou de renouvellement à la charge du délégataire, et d'assurer le suivi des fonds contractuels d'investissement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

### → *Programme contractuel d'investissement*

Pour l'exercice 2021, il n'y a pas de programme contractuel d'investissement

### → *Programme contractuel de renouvellement*

Installations électromécaniques	Renouvelé exercices antérieurs	Renouvelé dans l'exercice
<b>PR 01 - BEAUPRE</b>		
<b>EQUIPEMENTS</b>		
ARMOIRE ELECTRIQUE	2017	
POMPE NO1 - 3101	2019	
REGULATEURS DE NIVEAU	2020	
<b>PR 03 - LES SAULES</b>		
<b>EQUIPEMENTS</b>		
POMPE NO1 DP 3068 MT 471	2019	
POMPE NO2 DP3067MT	2018	
<b>PR 04 - CODEC</b>		
<b>EQUIPEMENTS</b>		
POMPE DE RFT NO1	2019	
POMPE NO2 DP 3085 MT 472	2019	
<b>PR 09 - PARC DE MONSALUT</b>		
<b>EQUIPEMENTS</b>		
ARMOIRE ELECTRIQUE	2017	
POMPE NO2 - 3101	2018	

<b>PR 11 - JEAN MOULIN LES ECOLES</b>		
<b>EQUIPEMENTS</b>		
REGULATEURS DE NIVEAU	2016	
<b>PR 12 - JEAN COCTEAU</b>		
<b>EQUIPEMENTS</b>		
ARMOIRE ELECTRIQUE	2020	
ARMOIRE ELECTRIQUE		2021
POMPE NO1 CP 3127 80/432	2020	
REGULATEURS DE NIVEAU	2016	

<b>PR 13 - BOUZET</b>		
<b>EQUIPEMENTS</b>		
GROUPE DE RFT NO2	2019	
<b>PR 16 - MOULIN A VENT</b>		
<b>EQUIPEMENTS</b>		
POMPE NO1 3067MT	2018	
POMPE NO2 AMAREX F65 220/24 ULG 195	2020	
REGULATEURS DE NIVEAUX	2020	
<b>PR 17 - BOIS DU MOULIN</b>		
<b>EQUIPEMENTS</b>		
POMPE NO1 CP 3102 MT 435	2020	
POMPE NO2 - CP 3102 MT 435	2016	
<b>PR 20 - MIMAUT</b>		
<b>EQUIPEMENTS</b>		
ARMOIRE ELECTRIQUE	2018	
<b>PR 22 - BELLEVUE</b>		
<b>EQUIPEMENTS</b>		
4 REGULATEURS DE NIVEAU	2018	
<b>PR 24 - CASSINI-PEYRE</b>		
<b>EQUIPEMENTS</b>		
ARMOIRE ELECTRIQUE	2020	
ARMOIRE ELECTRIQUE		2021
POMPE NO1 CAPRARI 3,2 KW	2020	
<b>PR 25 - FLEUR D'AJONC 1</b>		
<b>EQUIPEMENTS</b>		
3 REGULATEURS DE NIVEAUX	2016	
POMPE NO2 CP 3085 MT 434	2019	
<b>PR 25 - PRE AU CLERCS</b>		
<b>EQUIPEMENTS</b>		
POMPE FLYGT 3101 NO2	2017	
POMPE NO1 -3101	2018	
<b>PR 26 - FLEUR D'AJONC 2</b>		
<b>EQUIPEMENTS</b>		
3 REGULATEURS DE NIVEAU	2016	
POMPE NO1 - 3085 MT	2020	
<b>PR 28 - LA LOUVETIERE</b>		

<b>EQUIPEMENTS</b>		
4 REGULATEURS DE NIVEAU	2018	
ARMOIRE ELECTRIQUE	2017	
<b>PR 29 - BOIS DU CHEVREUIL</b>		
<b>EQUIPEMENTS</b>		
4 REGULATEURS DE NIVEAU	2018	
<b>PR 30 - RUCHER DE MONSALUT</b>		
<b>EQUIPEMENTS</b>		
ARMOIRE ELECTRIQUE	2019	
POMPE DE RELEVAGE NO1	2018	
POMPE DE RELEVAGE NO2	2020	
<b>PR 31 - MOULIN DE LA MOULETTE</b>		
<b>EQUIPEMENTS</b>		
4 REGULATEURS DE NIVEAU	2018	
ARMOIRE ELECTRIQUE	2019	
POMPE DE RELEVEMENT NO1	2018	
POMPE DE RFT NO2	2020	
<b>PR 32 - LES LILAS</b>		
<b>EQUIPEMENTS</b>		
POMPE NO1 3085 181	2019	
<b>PR 33 - FLEUR D'AJONC 3</b>		
<b>EQUIPEMENTS</b>		
ARMOIRE ELECTRIQUE	2019	
POMPE DE RELEVEMENT NO1	2019	
POMPE DE RELEVEMENT NO2	2020	
REGULATEURS DE NIVEAU	2016	
<b>PR 36 - Z.A. AUGUSTE</b>		
<b>EQUIPEMENTS</b>		
3 REGULATEUR DE NIVEAU	2018	
<b>PR 37 - TUILLERIE DE BELLEVUE</b>		
<b>EQUIPEMENTS</b>		
ARMOIRE ELECTRIQUE	2019	
REGULATEURS DE NIVEAU	2016	
<b>PR 38 - CLAIRIERE AUX CHEVAUX</b>		
<b>EQUIPEMENTS</b>		
4 REGULATEURS DE NIVEAU	2018	

POMPE NO1 FLYGT MP3102 R261	2019	
POMPE NO2 FLYGT MP3102 R261	2019	
<b>PR 39 - LES ANGUILES</b>		
<b>EQUIPEMENTS</b>		
POMPE NO1 CP3067MT	2017	
<b>PR 41 - LES PINS FRANCS</b>		
<b>EQUIPEMENTS</b>		
4 REGULATEURS DE NIVEAU	2018	
<b>PR 42 - LA PELOUX</b>		
<b>EQUIPEMENTS</b>		
4 REGULATEURS DE NIVEAU	2016	
POMPE NO2 FLYGT MP 3085 HT	2019	
<b>PR 44 - L'HERMITAGE</b>		
<b>EQUIPEMENTS</b>		
POMPE NO1 KSB AMAREX F65	2018	
<b>PR 47 - PINGUET</b>		
<b>EQUIPEMENTS</b>		
4 REGULATEURS DE NIVEAU	2018	
<b>PR 48 - JARRY</b>		
<b>EQUIPEMENTS</b>		
4 REGULATEURS DE NIVEAU	2018	
POMPE NO1 - MP 3102 HT 261	2016	
POMPE NO2 - MP 3102 HT 261	2016	
<b>PR 51 - LES SOURCES</b>		
<b>EQUIPEMENTS</b>		
POMPE NO1	2017	
<b>PR 56 - DECATHLON</b>		
<b>EQUIPEMENTS</b>		
POMPE NO2 CP3127	2016	
<b>STATION D'EPURATION DE MANO</b>		
<b>BASSIN D'AERATION</b>		
MOTOREDUCTEUR 34 KW - TURBINE 2	2020	
MOTOREDUCTEUR 34 KW - TURBINE 2		2021
MOTOREDUCTEUR 34 KW - TURBINE 4		2021
MOTOREDUCTEUR 45 KW - TURBINE 1	2020	
MOTOREDUCTEUR 45 KW - TURBINE 1		2021

TURBINE D'AERATION NO3		2021
TURBINE D'AERATION NO4		2021
<b>DEGRAISSEUR</b>		
MOTOREDUCTEUR	2018	
RACLEUR DE SURFACE ISOCOM	2018	
<b>POSTE DE REFOULEMENT ENTREE MANO</b>		
POMPE NO1 - NP 3127 MT 437 5,9KW	2018	
<b>PR DEBIT CONSTANT BASSIN TAMPON</b>		
POMPE NO2 CP 3102 LT 440	2018	
<b>PR LIQUEUR MIXTE</b>		
POMPE LM NO2 - NP 3102 - 3.1 KW		2021
<b>REGULATION REDOX</b>		
SONDE REDOX	2018	

→ **Les autres dépenses de renouvellement**

Les états présentés dans cette section permettent de suivre les dépenses réalisées dans le cadre d'une obligation en garantie pour la continuité du service ou d'un fonds contractuel de renouvellement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

**Dépenses relevant d'une garantie pour la continuité du service :**

Cet état fournit, sous la forme préconisée par la FP2E, les dépenses de renouvellement réalisées au cours de l'exercice dans le cadre d'une obligation en garantie pour la continuité du service.

Nature des biens	2021
Equipements (€)	11 001,53

**Dépenses relevant d'un fonds de renouvellement :**

Un fonds de renouvellement a été défini au contrat. Les dépenses et la situation du fonds relatif à l'exercice sont résumées dans les tableaux suivants :

<b>I0271 COMMUNE DE CESTAS ASST</b>		
	<b>Dépenses</b>	<b>Recettes</b>
2016	4 320,51 €	34 861,00 €
2017	88 422,33 €	34 522,85 €
2018	3 994,81 €	34 613,49 €
2019	53 202,00 €	35 328,14 €
2020	1 494,36 € *	36 290,30 €
2021	47 017,72 € *	36 558,73 €
Total	198 451,73 € *	212 174,50 €
Solde	13 722,77 €	

\* Lors de la rédaction de ce rapport, les états d'imputations pour le fond de renouvellement pour les années 2020 et 2021 n'ont pas été présentés et signés. Néanmoins, ils sont présentés dans le tableau ci-dessus, afin de connaître l'avancement des dépenses..

# 6.

## ANNEXES



## 6.1 La facture 120 m<sup>3</sup>

CESTAS	m <sup>3</sup>	Prix au 01/01/20 22	Montant au 01/01/20 21	Montant au 01/01/20 22	N/N-1
<b>Production et distribution de l'eau</b>			<b>112,82</b>	<b>117,06</b>	<b>3,76%</b>
<b>Part délégataire</b>			<b>85,22</b>	<b>87,54</b>	<b>2,72%</b>
Abonnement			15,02	15,42	2,66%
Consommation	120	0,6010	70,20	72,12	2,74%
<b>Part collectivité(s)</b>			<b>21,60</b>	<b>21,60</b>	<b>0,00%</b>
Consommation	120	0,1800	21,60	21,60	0,00%
<b>Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)</b>	<b>120</b>	<b>0,0660</b>	<b>6,00</b>	<b>7,92</b>	<b>32,00%</b>
<b>Collecte et dépollution des eaux usées</b>			<b>112,96</b>	<b>115,48</b>	<b>2,23%</b>
<b>Part délégataire</b>			<b>96,16</b>	<b>98,68</b>	<b>2,62%</b>
Abonnement			18,04	18,52	2,66%
Consommation	120	0,6680	78,12	80,16	2,61%
<b>Part collectivité(s)</b>			<b>16,80</b>	<b>16,80</b>	<b>0,00%</b>
Consommation	120	0,1400	16,80	16,80	0,00%
<b>Organismes publics et TVA</b>			<b>92,28</b>	<b>92,76</b>	<b>0,52%</b>
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120	0,3300	39,60	39,60	0,00%
Modernisation du réseau de collecte	120	0,2500	30,00	30,00	0,00%
TVA			22,68	23,16	2,12%
<b>TOTAL € TTC</b>			<b>318,06</b>	<b>325,30</b>	<b>2,28%</b>

## 6.2 Les données consommateurs par commune

	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1
<b>CESTAS</b>						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	16 765	16 892	17 087	17 181	17 212	0,2%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	7 430	7 512	7 601	7 653	7 791	1,8%
Assiette de la redevance (m3)	932 965	859 583	929 976	892 090	948 867	6,4%

## 6.3 Le bilan qualité par usine

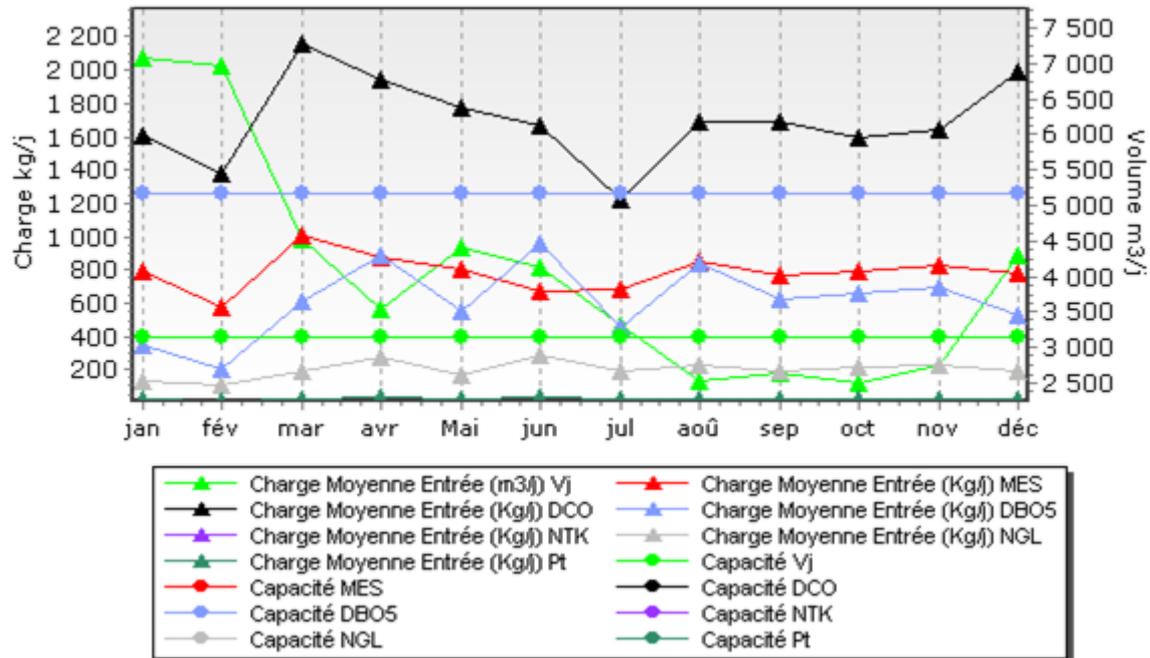
### ST01-STP-CESTAS-MANO

Bilans HCNF / Bilans :

Charges entrantes et dépassement de capacité	Volume		MES	DCO	DBO5	NTK	NGL	Pt
	(m3/j)	Nbr Bilan HcNF* / nbr de bilans	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j
janvier	7 075	1 / 2	789	1 601	349	136,2	136,2	29,8
février	6 966	0 / 2	577	1 378	205	111,0	111,0	13,3
mars	4 516	0 / 2	1 004	2 158	614	194,2	194,2	21,0
avril	3 533	0 / 2	873	1 940	887	272,0	272,0	30,1
mai	4 417	0 / 2	805	1 775	546	162,9	162,9	19,9
juin	4 140	0 / 2	672	1 670	965	285,7	285,7	36,4
juillet	3 317	0 / 2	687	1 219	451	195,7	195,7	19,4
août	2 530	0 / 2	848	1 696	845	232,8	232,8	25,1
septembre	2 639	0 / 2	766	1 690	623	195,3	195,3	21,9
octobre	2 496	0 / 2	792	1 594	654	214,6	214,6	24,2
novembre	2 761	0 / 2	830	1 639	690	223,6	223,6	26,0
décembre	4 286	0 / 2	782	1 994	522	187,9	187,9	22,0

(\*) Hors conditions normales de fonctionnement selon le volume reçu en entrée de station

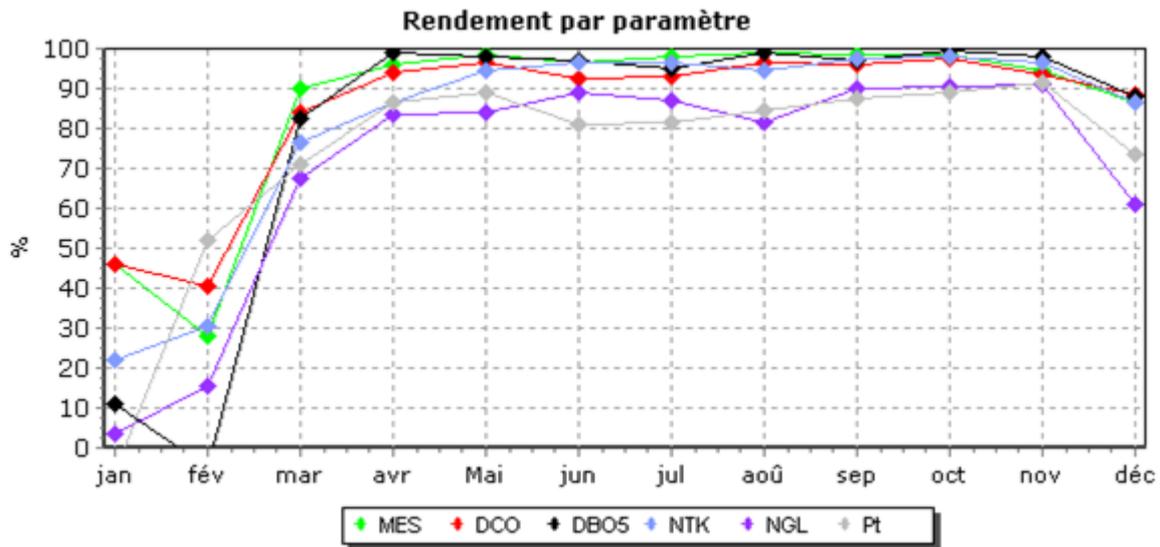
### Evolution mensuelle des charges en entrée comparées aux capacités épuratoires du système de traitement



#### Qualité du rejet et rendement épuratoire du système de traitement :

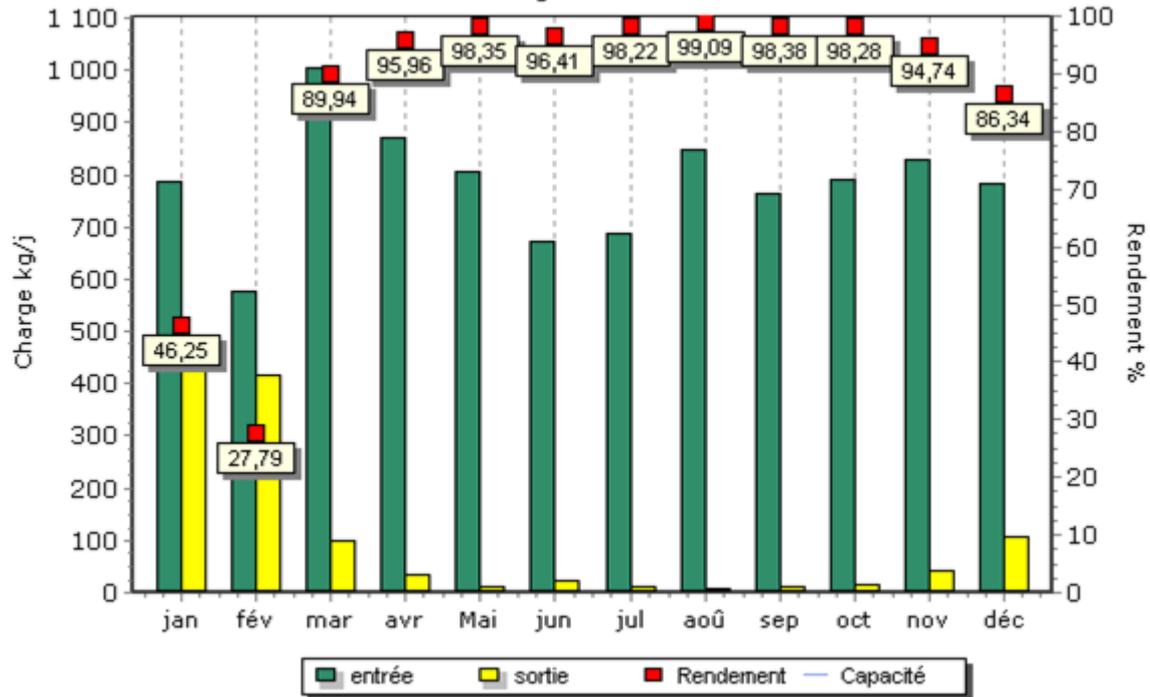
Charges en sortie et rendement	MES		DCO		DBO5		NTK		NGL		Pt	
	Kg/j	%	Kg/j	%								
janvier	424,40	46,25	862,10	46,14	311,56	10,83	106,40	21,89	131,20	3,62	31,50	-5,88
février	416,60	27,79	818,70	40,59	215,16	-5,18	77,20	30,46	94,10	15,27	6,40	51,90
mars	101,00	89,94	345,80	83,97	108,84	82,28	45,80	76,41	62,80	67,68	6,10	71,04
avril	35,30	95,96	112,80	94,18	7,44	99,16	37,20	86,33	45,40	83,30	4,00	86,57
mai	13,30	98,35	65,10	96,34	10,78	98,03	8,70	94,65	25,70	84,21	2,20	89,16
juin	24,10	96,41	124,70	92,53	30,35	96,85	9,50	96,68	30,80	89,23	6,90	81,14
juillet	12,20	98,22	85,50	92,99	22,31	95,05	7,00	96,42	25,40	87,01	3,60	81,61
août	7,70	99,09	62,90	96,29	7,16	99,15	12,40	94,67	42,80	81,60	3,90	84,35
septembre	12,40	98,38	64,40	96,19	19,33	96,90	5,10	97,40	19,20	90,14	2,70	87,74
octobre	13,60	98,28	43,70	97,26	4,32	99,34	4,50	97,89	20,70	90,35	2,70	88,96
novembre	43,70	94,74	105,10	93,59	12,14	98,24	7,50	96,63	19,90	91,11	2,30	91,31

décembre	106,80	86,34	226,00	88,67	62,34	88,06	25,40	86,51	73,60	60,82	5,80	73,67
----------	--------	-------	--------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	------	-------

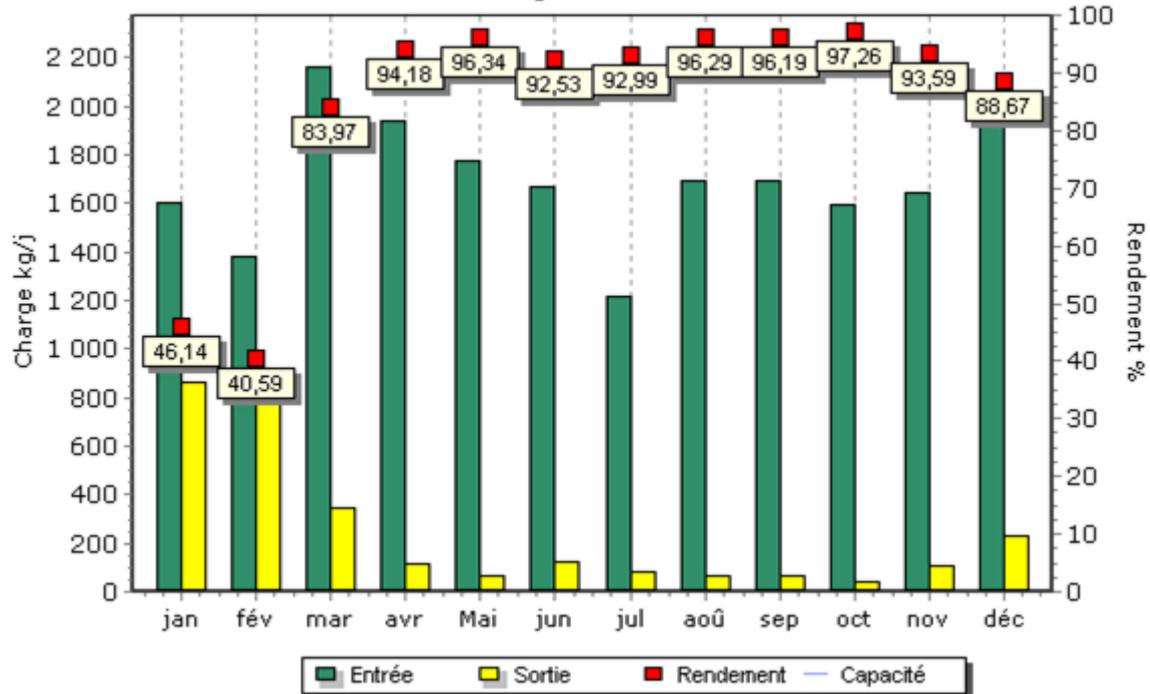


Evolution des charges et du rendement par paramètre

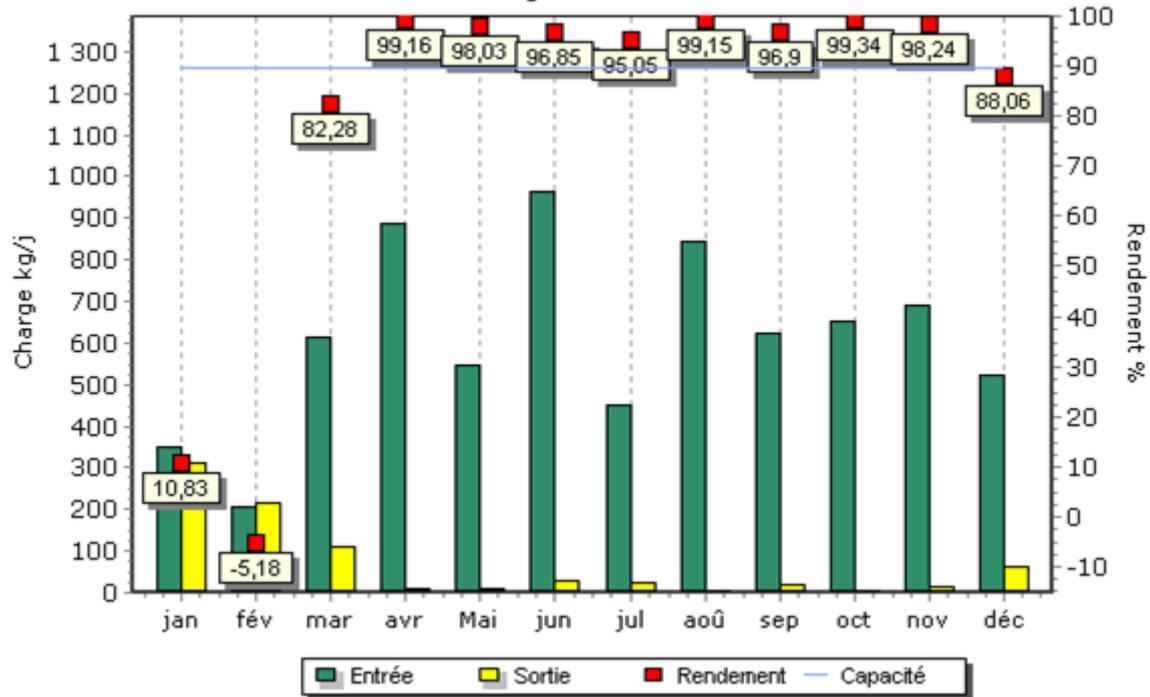
### Evolution des charges et du rendement MES



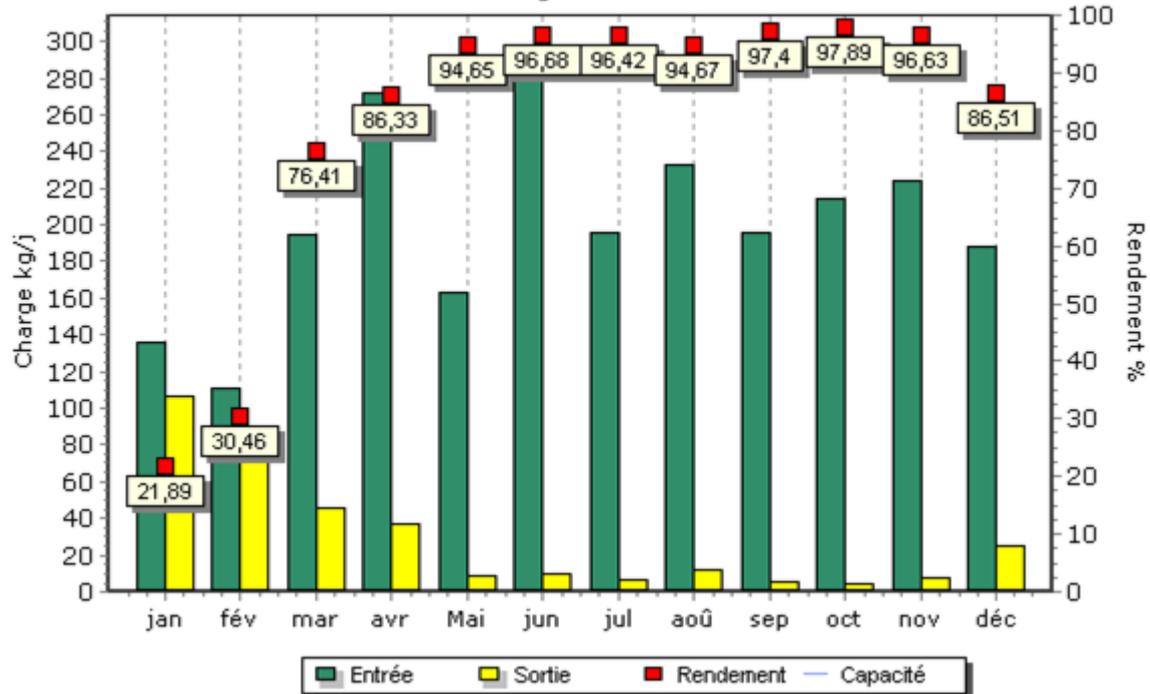
### Evolution des charges et du rendement DCO



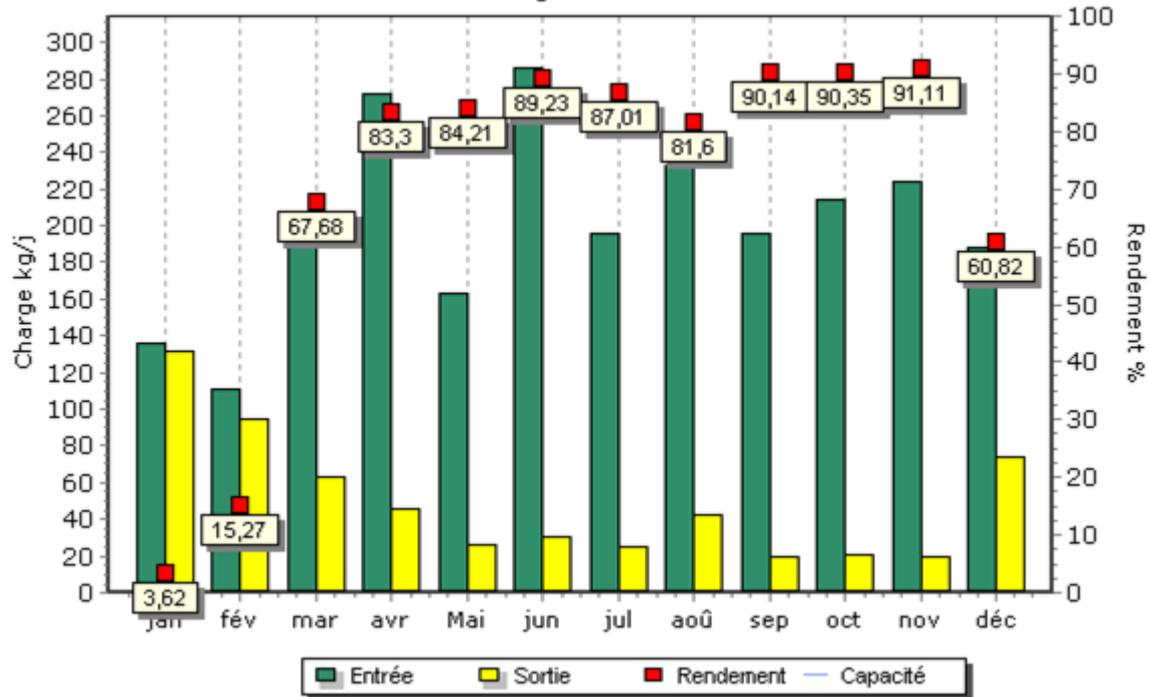
### Evolution des charges et du rendement DBO5



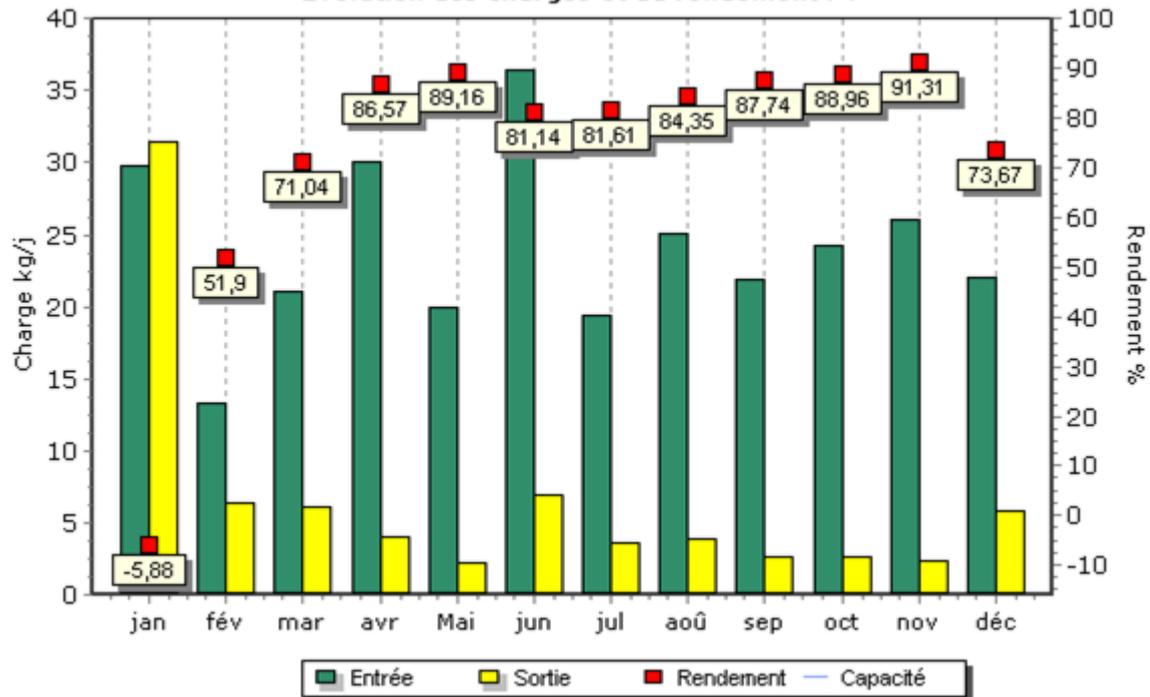
### Evolution des charges et du rendement NTK



### Evolution des charges et du rendement NGL



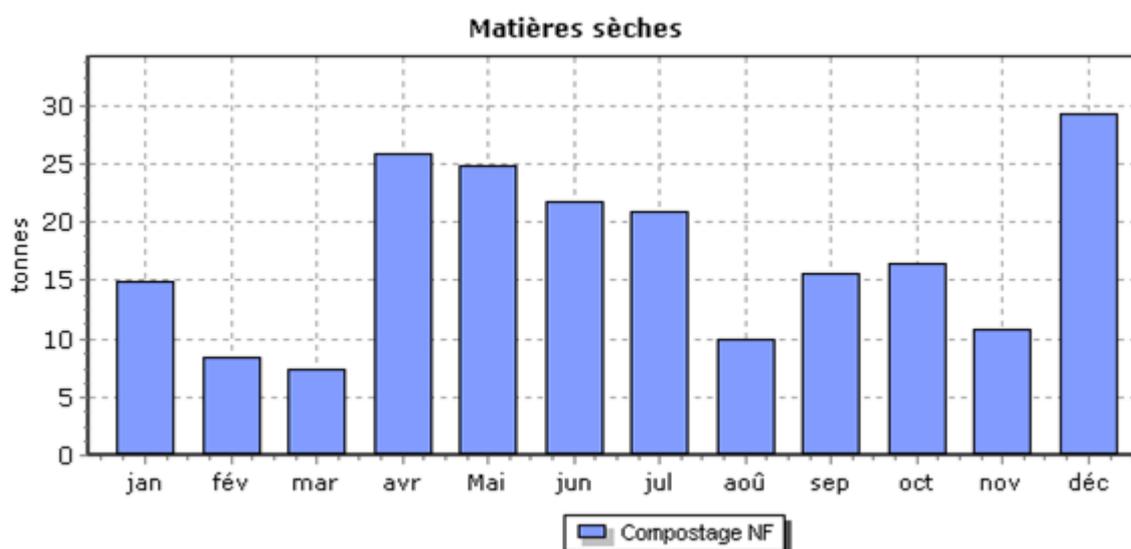
### Evolution des charges et du rendement PT



### Détail des non-conformités

Dates	Bilan non conforme	Bilan réhabilitaire	Paramètres concernés	Dépassement des conditions normales de fonctionnement	Commentaires
11/01/2021	Oui	Non	DCO MES	Non	DCO 144 mg/L pour 90 mg/L MES 66 mg/L pour un 35 mg/L
28/01/2021	Oui	Non	DBO5 DCO MES	Oui	DCO 114 mg/L pour 90 mg/L MES 60 mg/L pour un 35 mg/L DBO5 46 mg/L pour 25 mg/L
03/02/2021	Oui	Non	DBO5	Non	DBO5 32 mg/L pour 25 mg/L
23/02/2021	Oui	Oui	DCO MES	Non	DCO 187 mg/L pour 90 mg/L MES 110 mg/L pour un 35 mg/L et réhabilitaire à 85 mg/L
07/12/2021	Oui	Non	MES	Non	MES 46 mg/L pour un 35 mg/L

### Boues évacuées par mois



## 6.4 Le bilan énergétique du patrimoine

→ *Bilan énergétique détaillé du patrimoine*

### Usine de dépollution

	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1
<b>ST01 - STP - CESTAS - MANO</b>						
Energie relevée consommée (kWh)	865 341	849 967	846 360	866 832	865 751	-0,1%
Consommation spécifique (Wh/m3)	820	606	656	733	620	-15,4%
Volume pompé (m3)	1 055 669	1 403 555	1 289 691	1 182 602	1 397 071	18,1%
Temps de fonctionnement (h)	8 445	10 621	10 801	12 661	11 340	-10,4%

### Poste de relèvement

	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1
<b>PR CESTAS JARRY 4</b>						
Energie relevée consommée (kWh)	/	/	/	/	1 791	/
Consommation spécifique (Wh/m3)	/	/	/	/	221	/
Volume pompé (m3)	/	/	/	/	8 109	/
Temps de fonctionnement (h)	/	/	/	/	1 548	/
<b>PR CESTAS PEYRE</b>						
Energie relevée consommée (kWh)	/	/	/	/	496	/
Consommation spécifique (Wh/m3)	/	/	/	/	202	/
Volume pompé (m3)	/	/	/	/	2 454	/
Temps de fonctionnement (h)	/	/	/	/	342	/
<b>REL-CES-BOIS DU CHEVREUIL</b>						
Energie relevée consommée (kWh)	2 694	2 666	2 448	3 027	2 865	-5,4%
Consommation spécifique (Wh/m3)	157	44	161	130	144	10,8%
Volume pompé (m3)	17 185	60 864	15 239	23 335	19 891	-14,8%
Temps de fonctionnement (h)	537	584	488	663	604	-8,9%
<b>REL-CES-CLAIRIERE CHEVAUX</b>						
Energie relevée consommée (kWh)	306	363	735	774	865	11,8%
Consommation spécifique (Wh/m3)	618	590	416	348	281	-19,3%
Volume pompé (m3)	495	615	1 766	2 223	3 082	38,6%
Temps de fonctionnement (h)	62	75	149	160	215	34,4%
<b>REL-CES-FLEUR D'AJONC 1</b>						
Energie relevée consommée (kWh)	1 688	2 652	2 546	3 731	3 456	-7,4%
Consommation spécifique (Wh/m3)	43	70	67	66	70	6,1%
Volume pompé (m3)	38 880	38 010	37 723	56 599	49 528	-12,5%
Temps de fonctionnement (h)	864	1 320	1 297	1 857	1 736	-6,5%

<b>REL-CES-FLEUR D'AJONC 2</b>						
Energie relevée consommée (kWh)	551	922	974	1 306	1 911	46,3%
Consommation spécifique (Wh/m3)	83	85	85	85	86	1,2%
Volume pompé (m3)	6 640	10 852	11 515	15 418	22 341	44,9%
Temps de fonctionnement (h)	332	566	586	802	1 187	48,0%
<b>REL-CES-FLEUR D'AJONC 3</b>						
Energie relevée consommée (kWh)	631	941	1 184	861	799	-7,2%
Consommation spécifique (Wh/m3)	144	66	111	51	52	2,0%
Volume pompé (m3)	4 386	14 262	10 687	16 819	15 450	-8,1%
Temps de fonctionnement (h)	258	970	621	888	822	-7,4%
<b>REL-CES-GRANDE LANDE</b>						
Energie relevée consommée (kWh)	357	399	343	592	415	-29,9%
Consommation spécifique (Wh/m3)	243	319	244	317	461	45,4%
Volume pompé (m3)	1 470	1 249	1 405	1 867	900	-51,8%
Temps de fonctionnement (h)	147	126	141	187	161	-13,9%
<b>REL-CES-JEAN MOULIN ECOLE</b>						
Energie relevée consommée (kWh)	7 300	9 991	13 442	12 560	11 110	-11,5%
Consommation spécifique (Wh/m3)	61	65	52	43	39	-9,3%
Volume pompé (m3)	120 000	154 342	259 787	292 932	285 615	-2,5%
Temps de fonctionnement (h)	1 200	2 330	2 303	2 929	2 497	-14,7%
<b>REL-CES-LES PINS FRANCS</b>						
Energie relevée consommée (kWh)	2 071	3 347	2 810	1 986	2 308	16,2%
Consommation spécifique (Wh/m3)	137	602	523	598	772	29,1%
Volume pompé (m3)	15 165	5 564	5 368	3 321	2 989	-10,0%
Temps de fonctionnement (h)	1 011	1 151	1 089	683	604	-11,6%
<b>REL-CES-MOULIN MOULETTE</b>						
Energie relevée consommée (kWh)	190	242	168	235	183	-22,1%
Consommation spécifique (Wh/m3)	543	629	686	786	691	-12,1%
Volume pompé (m3)	350	385	245	299	265	-11,4%
Temps de fonctionnement (h)	35	34	31	33	31	-6,1%
<b>REL-CES-PR PRES DU CHATEAU</b>						
Energie relevée consommée (kWh)	452	586	492	322	431	33,9%
Consommation spécifique (Wh/m3)	264	180	191	162	163	0,6%
Volume pompé (m3)	1 712	3 249	2 581	1 991	2 650	33,1%
Temps de fonctionnement (h)	214	429	335	236	266	12,7%

<b>REL-CES-RUCHER DE MONSALUT</b>						
Energie relevée consommée (kWh)	1 893	610	251	496	707	42,5%
Consommation spécifique (Wh/m3)	128	240	106	119	119	0,0%
Volume pompé (m3)	14 736	2 538	2 369	4 171	5 925	42,1%
Temps de fonctionnement (h)	1 228	353	163	287	422	47,0%
<b>REL-CESTAS-BEAUPRE</b>						
Energie relevée consommée (kWh)	547	451	883	1 122	509	-54,6%
Consommation spécifique (Wh/m3)	246	143	101	101	61	-39,6%
Volume pompé (m3)	2 223	3 150	8 749	11 127	8 308	-25,3%
Temps de fonctionnement (h)	114	84	184	209	162	-22,5%
<b>REL-CESTAS-BELLEVUE</b>						
Energie relevée consommée (kWh)	6 445	10 017	9 960	12 118	10 102	-16,6%
Consommation spécifique (Wh/m3)	49	45	52	48	42	-12,5%
Volume pompé (m3)	131 596	224 234	191 895	254 758	243 047	-4,6%
Temps de fonctionnement (h)	1 472	2 618	2 661	3 167	2 748	-13,2%
<b>REL-CESTAS-BIDAOU</b>						
Volume pompé (m3)	146 930	149 530	133 376	146 036	144 008	-1,4%
Temps de fonctionnement (h)	4 198	5 967	5 957	7 189	7 467	3,9%
<b>REL-CESTAS-BOIS DU MOULIN</b>						
Energie relevée consommée (kWh)	23 188	28 585	27 788	20 890	16 649	-20,3%
Consommation spécifique (Wh/m3)	217	185	181	170	149	-12,4%
Volume pompé (m3)	106 640	154 860	153 850	122 956	112 022	-8,9%
Temps de fonctionnement (h)	5 332	6 623	7 335	4 840	4 266	-11,9%
<b>REL-CESTAS-BOUZET</b>						
Volume pompé (m3)	90 300	66 715	53 184	445 668	89 899	-79,8%
Temps de fonctionnement (h)	602	1 905	1 554	2 971	2 648	-10,9%
<b>REL-CESTAS-CASSINI PEYRE</b>						
Energie relevée consommée (kWh)	916	4 097	2 886	5 340	9 648	80,7%
Consommation spécifique (Wh/m3)	19	36	30	22	44	100,0%
Volume pompé (m3)	48 680	112 891	97 395	240 513	218 891	-9,0%
Temps de fonctionnement (h)	1 217	3 138	2 867	4 090	3 694	-9,7%
<b>REL-CESTAS-CASSY MOULINEY</b>						
Energie relevée consommée (kWh)	338	361	356	504	809	60,5%
Consommation spécifique (Wh/m3)	303	517	632	588	300	-49,0%
Volume pompé (m3)	1 116	698	563	857	2 701	215,2%
Temps de fonctionnement (h)	186	209	196	292	451	54,5%

<b>REL-CESTAS-CHANTEBOIS 1</b>						
Energie relevée consommée (kWh)	2 522	3 619	3 351	3 070	3 925	27,9%
Consommation spécifique (Wh/m3)	57	50	48	35	45	28,6%
Volume pompé (m3)	44 390	72 610	69 763	88 156	86 492	-1,9%
Temps de fonctionnement (h)	867	2 408	1 564	2 043	1 873	-8,3%
<b>REL-CESTAS-CHANTEBOIS 2</b>						
Energie relevée consommée (kWh)	678	967	888	1 199	1 985	65,6%
Consommation spécifique (Wh/m3)	41	44	44	43	49	14,0%
Volume pompé (m3)	16 527	21 758	20 020	27 672	40 120	45,0%
Temps de fonctionnement (h)	267	392	351	486	793	63,2%
<b>REL-CESTAS-CHAÛS</b>						
Energie relevée consommée (kWh)	472	750	803	833	685	-17,8%
Consommation spécifique (Wh/m3)	192	189	195	175	211	20,6%
Volume pompé (m3)	2 464	3 978	4 120	4 752	3 250	-31,6%
Temps de fonctionnement (h)	176	306	322	340	293	-13,8%
<b>REL-CESTAS-CINEMA</b>						
Volume pompé (m3)	207	313	233	200	567	183,5%
Temps de fonctionnement (h)	18	206	226	7 176	41	-99,4%
<b>REL-CESTAS-CODEC</b>						
Energie relevée consommée (kWh)	1 808	1 880	1 437	1 852	1 144	-38,2%
Consommation spécifique (Wh/m3)	88	92	75	88	58	-34,1%
Volume pompé (m3)	20 541	20 495	19 277	21 006	19 894	-5,3%
Temps de fonctionnement (h)	634	607	524	598	584	-2,3%
<b>REL-CESTAS-DECATHLON</b>						
Energie relevée consommée (kWh)	14 073	23 702	40 541	18 109	18 257	0,8%
Consommation spécifique (Wh/m3)	387	585	766	510	575	12,7%
Volume pompé (m3)	36 384	40 503	52 951	35 487	31 726	-10,6%
Temps de fonctionnement (h)	2 274	4 420	6 851	3 377	2 419	-28,4%
<b>REL-CESTAS-DOJO</b>						
Volume pompé (m3)	2 496	4 975	2 313	2 086	1 633	-21,7%
Temps de fonctionnement (h)	208	186	200	124	120	-3,2%
<b>REL-CESTAS-INJECTION FOURCQ</b>						
Energie relevée consommée (kWh)	5 267	6 608	7 422	6 984	6 203	-11,2%
Consommation spécifique (Wh/m3)	107	114	130	168	127	-24,4%
Volume pompé (m3)	49 187	58 130	56 904	41 527	48 918	17,8%
Temps de fonctionnement (h)	851	914	1 085	966	1 045	8,2%

<b>REL-CESTAS-JARNON</b>						
Energie relevée consommée (kWh)	240	700	684	987	1 002	1,5%
Consommation spécifique (Wh/m3)	31	77	69	63	68	7,9%
Volume pompé (m3)	7 644	9 065	9 873	15 581	14 759	-5,3%
Temps de fonctionnement (h)	294	608	614	943	955	1,3%
<b>REL-CESTAS-JARRY</b>						
Energie relevée consommée (kWh)	1 029	2 159	5 476	30 724	9 253	-69,9%
Consommation spécifique (Wh/m3)	131	135	195	1 011	759	-24,9%
Volume pompé (m3)	7 840	16 008	28 101	30 393	12 186	-59,9%
Temps de fonctionnement (h)	196	195	1 043	2 775	2 296	-17,3%
<b>REL-CESTAS-JEAN COCTEAU</b>						
Energie relevée consommée (kWh)	12 309	21 411	20 054	26 673	19 561	-26,7%
Consommation spécifique (Wh/m3)	82	71	71	87	80	-8,0%
Volume pompé (m3)	149 565	301 588	283 208	305 334	244 471	-19,9%
Temps de fonctionnement (h)	2 535	4 704	4 524	5 860	3 368	-42,5%
<b>REL-CESTAS-LA LOUVETIERE</b>						
Energie relevée consommée (kWh)	778	285	814	398	415	4,3%
Consommation spécifique (Wh/m3)	261	354	891	377	517	37,1%
Volume pompé (m3)	2 986	805	914	1 057	802	-24,1%
Temps de fonctionnement (h)	54	53	64	74	53	-28,4%
<b>REL-CESTAS-LA PELOUX</b>						
Energie relevée consommée (kWh)	929	887	800	933	892	-4,4%
Consommation spécifique (Wh/m3)	192	318	220	248	299	20,6%
Volume pompé (m3)	4 845	2 787	3 641	3 761	2 987	-20,6%
Temps de fonctionnement (h)	323	328	348	345	352	2,0%
<b>REL-CESTAS-LA PINEDE</b>						
Energie relevée consommée (kWh)	284	274	290	290	320	10,3%
Consommation spécifique (Wh/m3)	95	84	86	82	72	-12,2%
Volume pompé (m3)	3 000	3 261	3 357	3 518	4 423	25,7%
Temps de fonctionnement (h)	99	101	104	107	132	23,4%
<b>REL-CESTAS-L'AJONCIERE</b>						
Energie relevée consommée (kWh)	693	679	748	785	787	0,3%
Consommation spécifique (Wh/m3)	190	145	161	144	142	-1,4%
Volume pompé (m3)	3 645	4 680	4 637	5 440	5 554	2,1%
Temps de fonctionnement (h)	243	370	370	428	426	-0,5%
<b>REL-CESTAS-LE PARC</b>						

Energie relevée consommée (kWh)	420	312	236	272	576	111,8%
Consommation spécifique (Wh/m3)	77	215	114	86	148	72,1%
Volume pompé (m3)	5 430	1 454	2 071	3 174	3 894	22,7%
Temps de fonctionnement (h)	362	288	221	251	316	25,9%
<b>REL-CESTAS-LES AIGUILLES</b>						
Energie relevée consommée (kWh)	1 013	278	333	347	484	39,5%
Consommation spécifique (Wh/m3)	61	76	62	89	165	85,4%
Volume pompé (m3)	16 596	3 638	5 387	3 904	2 934	-24,8%
Temps de fonctionnement (h)	1 383	306	455	382	287	-24,9%
<b>REL-CESTAS-LES GARDILLOTS</b>						
Energie relevée consommée (kWh)	2 000	14 492	5 628	17 457	26 327	50,8%
Consommation spécifique (Wh/m3)	64	465	187	251	503	100,4%
Volume pompé (m3)	31 440	31 180	30 139	69 550	52 391	-24,7%
Temps de fonctionnement (h)	1 572	3 118	2 034	3 756	3 261	-13,2%
<b>REL-CESTAS-LES LILLAS</b>						
Energie relevée consommée (kWh)	418	441	430	543	602	10,9%
Consommation spécifique (Wh/m3)	97	106	101	98	99	1,0%
Volume pompé (m3)	4 320	4 179	4 269	5 522	6 077	10,1%
Temps de fonctionnement (h)	114	121	118	149	169	13,4%
<b>REL-CESTAS-LES PINS</b>						
Energie relevée consommée (kWh)	2 071	2 493	2 899	3 388	2 944	-13,1%
Consommation spécifique (Wh/m3)	80	115	117	103	112	8,7%
Volume pompé (m3)	25 881	21 700	24 880	32 766	26 351	-19,6%
Temps de fonctionnement (h)	1 011	1 273	1 415	1 730	1 477	-14,6%
<b>REL-CESTAS-LES SAULES</b>						
Energie relevée consommée (kWh)	749	1 013	2 036	949	828	-12,8%
Consommation spécifique (Wh/m3)	117	108	189	112	109	-2,7%
Volume pompé (m3)	6 415	9 380	10 771	8 460	7 586	-10,3%
Temps de fonctionnement (h)	195	318	564	298	267	-10,4%
<b>REL-CESTAS-LES SOURCES</b>						
Volume pompé (m3)	4 620	313	336	254	8	-96,9%
Temps de fonctionnement (h)	385	27	27	22	1	-95,5%
<b>REL-CESTAS-LES SYLPHIDES</b>						
Energie relevée consommée (kWh)	392	500	551	731	728	-0,4%
Consommation spécifique (Wh/m3)	26	91	80	76	93	22,4%
Volume pompé (m3)	15 275	5 500	6 880	9 636	7 867	-18,4%

Temps de fonctionnement (h)	650	506	593	829	631	-23,9%
<b>REL-CESTAS-L'HERMITAGE</b>						
Energie relevée consommée (kWh)	793	993	876	1 236	1 134	-8,3%
Consommation spécifique (Wh/m3)	139	112	98	105	105	0,0%
Volume pompé (m3)	5 710	8 903	8 970	11 728	10 811	-7,8%
Temps de fonctionnement (h)	705	909	855	1 131	1 107	-2,1%
<b>REL-CESTAS-MINAUT</b>						
Energie relevée consommée (kWh)	15 748	26 584	17 715	26 390	22 349	-15,3%
Consommation spécifique (Wh/m3)	119	52	65	91	79	-13,2%
Volume pompé (m3)	132 435	511 033	271 496	291 211	284 436	-2,3%
Temps de fonctionnement (h)	2 943	5 067	3 295	5 030	3 892	-22,6%
<b>REL-CESTAS-MOULIN A VENT</b>						
Energie relevée consommée (kWh)	1 733	2 164	2 167	2 924	2 236	-23,5%
Consommation spécifique (Wh/m3)	113	92	101	91	97	6,6%
Volume pompé (m3)	15 300	23 419	21 491	32 159	23 001	-28,5%
Temps de fonctionnement (h)	765	1 205	1 041	1 628	1 183	-27,3%
<b>REL-CESTAS-PARC DE MONSALUT</b>						
Energie relevée consommée (kWh)	2 756	3 330	1 793	4 144	9 059	118,6%
Consommation spécifique (Wh/m3)	116	180	105	197	190	-3,6%
Volume pompé (m3)	23 850	18 500	17 030	21 000	47 801	127,6%
Temps de fonctionnement (h)	954	1 194	641	1 486	1 687	13,5%
<b>REL-CESTAS-PINGUET</b>						
Energie relevée consommée (kWh)	5 926	7 789	10 914	7 178	7 213	0,5%
Consommation spécifique (Wh/m3)	422	458	601	321	321	0,0%
Volume pompé (m3)	14 028	17 009	18 165	22 388	22 482	0,4%
Temps de fonctionnement (h)	2 004	3 077	3 940	5 769	5 826	1,0%
<b>REL-CESTAS-POT AU PIN</b>						
Energie relevée consommée (kWh)	12 668	18 424	12 884	5 173	9 001	74,0%
Consommation spécifique (Wh/m3)	579	500	393	231	297	28,6%
Volume pompé (m3)	21 888	36 841	32 803	22 394	30 356	35,6%
Temps de fonctionnement (h)	3 648	9 659	4 915	2 712	3 791	39,8%
<b>REL-CESTAS-PRE AUX CLERCS</b>						
Energie relevée consommée (kWh)	1 854	2 511	2 015	3 055	2 756	-9,8%
Consommation spécifique (Wh/m3)	156	141	118	147	129	-12,2%
Volume pompé (m3)	11 868	17 771	17 090	20 774	21 319	2,6%
Temps de fonctionnement (h)	552	753	646	916	830	-9,4%

<b>REL-CESTAS-RIBEYROT</b>						
Energie relevée consommée (kWh)	2 561	3 164	3 107	3 632	6 286	73,1%
Consommation spécifique (Wh/m3)	30	36	36	34	57	67,6%
Volume pompé (m3)	85 394	86 881	86 651	108 138	110 849	2,5%
Temps de fonctionnement (h)	966	1 252	1 172	1 437	3 250	126,2%
<b>REL-CESTAS-TRINQUET</b>						
Volume pompé (m3)	21	22	16	154	6	-96,1%
Temps de fonctionnement (h)	4	5	4	31	44 682	144 035,5%
<b>REL-CESTAS-ZA AUGUSTE</b>						
Energie relevée consommée (kWh)	2 840	2 736	1 927	2 312	2 877	24,4%
Consommation spécifique (Wh/m3)	109	91	69	50	66	32,0%
Volume pompé (m3)	26 000	30 212	27 830	46 041	43 676	-5,1%
Temps de fonctionnement (h)	3 250	2 324	2 205	2 548	2 865	12,4%
<b>REL-CES-TUILLIERE BELLEUVU</b>						
Energie relevée consommée (kWh)	2 213	2 291	3 000	3 006	3 100	3,1%
Consommation spécifique (Wh/m3)	84	76	92	84	86	2,4%
Volume pompé (m3)	26 460	30 038	32 560	35 742	36 001	0,7%
Temps de fonctionnement (h)	1 890	2 188	2 562	2 580	2 589	0,3%
<b>REL-CES-VILLAGE DE MONSALUT</b>						
Energie relevée consommée (kWh)	466	493	535	836	789	-5,6%
Consommation spécifique (Wh/m3)	153	129	105	94	84	-10,6%
Volume pompé (m3)	3 045	3 827	5 090	8 861	9 388	5,9%
Temps de fonctionnement (h)	87	105	111	178	313	75,8%

## 6.5 Pièces complémentaires

### ▪ Moyens mis en œuvre par le délégataire

- Effectifs : organigramme fonctionnel du service comportant la liste nominative des salariés (en contrat à durée déterminée ou indéterminée) intervenant régulièrement sur les ouvrages. Cet effectif est complété par un tableau retraçant les équivalent temps plein en distinguant ceux directement affectés au contrat et les services centraux

Commune de CESTAS - Service de l'Assainissement Collectif - 2021				
	NOM	Type de contrat	Statut	ETP
Personnel directement affecté au contrat	AGENT 1	CDI	Technicien	0,73
	AGENT 2	CDI	Ouvrier	0,43
	AGENT 3	Alternant	Ouvrier	0,27
	AGENT 9	CDI	Cadre	0,20
	AGENT 10	CDD	Agent de Maîtrise	0,19
	AGENT 4	CDI	Technicien	0,15
	AGENT 11	CDI	Agent de Maîtrise	0,15
	AGENT 5	CDI	Technicien	0,12
	AGENT 6	CDI	Ouvrier	0,10
	AGENT 7	CDI	Technicien	0,10
	AGENT 8	CDI	Technicien	0,08
	AGENT 12	CDI	Ouvrier	0,02
	AGENT 13	CDI	Technicien	0,016
	AGENT 14	CDI	Technicien	0,012
	AGENT 15	CDI	Ouvrier	0,009
	AGENT 16	Alternant	Ouvrier	0,008
	AGENT 17	Alternant	Ouvrier	0,007
	AGENT 18	CDI	Ouvrier	0,005
	AGENT 19	CDI	Ouvrier	0,003
	AGENT 20	CDI	Technicien	0,003
	AGENT 21	CDI	Technicien	0,002
	AGENT 22	CDI	Technicien	0,001
	<b>Total Imputation directe</b>			<b>2,62</b>
Direction et services supports	Encadrement, personnel technico administratif, contrôle de gestion, expertise technique, service qualité produit, clientèle, facturation, juridique, RH ...			1,62
	<b>Total Imputation indirecte</b>			<b>1,62</b>
	<b>Total général</b>			<b>4,24</b>

### 6.5.1 Eléments facturation

- Nombre liste nominative volume et montants des dégrèvements pour fuites

ASS						
Dégrèvement WARSMANN						
janvier 2021 à décembre 2021		VEOLIA	COLLECTIVITE	AGENCE DE L'EAU		
NOM CLIENT	FACTURE	Conso Part Déleg ASSMNT	Conso Part Syndicale ASSMNT	Modernisation des Réseaux de Collecte	TOTAL (Euros)	VOLUMES (m3)
BENEFICIAIRE 1	21210	142,75€	218,52€	39,87€	401,14€	-145
BENEFICIAIRE 2	21110	71,87€	110,01€	20,07€	201,95€	-73
BENEFICIAIRE 3	21210	42,34€	64,81€	11,82€	118,97€	-43
BENEFICIAIRE 4	21210	92,54€	141,66€	25,85€	260,05€	-94
BENEFICIAIRE 5	21110	84,66€	129,60€	23,65€	237,91€	-86
BENEFICIAIRE 6	21110	204,77€	313,46€	57,20€	575,43€	-208
BENEFICIAIRE 7	20210	69,87€	110,01€	20,07€	199,95€	-73
BENEFICIAIRE 8	21110	101,41€	155,23€	28,32€	284,96€	-103
BENEFICIAIRE 9	21110	286,50€	438,54€	80,02€	805,06€	-291
BENEFICIAIRE 10	21210	29,54€	45,22€	8,25€	83,01€	-30
BENEFICIAIRE 11	21110	112,23€	171,80€	31,35€	315,38€	-114
BENEFICIAIRE 12	21110	133,89€	204,95€	37,40€	376,24€	-136
BENEFICIAIRE 13	20110	137,36€	197,42€	36,02€	370,80€	-131
BENEFICIAIRE 14	21110	93,53€	143,17€	26,12€	262,82€	-95
BENEFICIAIRE 15	20210	444,05€	699,25€	127,60€	1 270,90€	-464
BENEFICIAIRE 16	21210	789,56€	1 208,61 €	220,55€	1 010,11€	-802
BENEFICIAIRE 17	20210	244,99€	385,79€	70,40€	701,18€	-256
	21110	73,84€	113,03€	20,62€	207,49€	-75
BENEFICIAIRE 18	20315	118,14€	180,85€	33,00€	331,99€	-120
BENEFICIAIRE 19	21210	450,90€	690,21€	125,95€	1 267,06€	-458
BENEFICIAIRE 20	21210	372,14€	569,65€	103,95€	1 045,74€	-378
BENEFICIAIRE 21	21210	309,13€	473,20€	86,35€	868,68€	-314
BENEFICIAIRE 22	21110	82,70€	126,60€	23,10€	232,40€	-84
BENEFICIAIRE 23	21210	42,34€	64,82€	11,82€	118,98€	-43
BENEFICIAIRE 24	21210	192,96€	295,37€	53,90€	542,23€	-196
BENEFICIAIRE 25	20210	316,77€	498,83€	91,02€	906,62€	-331
BENEFICIAIRE 26	21110	434,17€	664,59€	121,27€	1 220,03€	-441
		<b>5 474,95€</b>	<b>7 206,59€</b>	<b>1 535,54€</b>	<b>14 217,08€</b>	<b>-5584</b>

ASS						
Dégrèvement HORS WARSMANN						
janvier 2021 à décembre 2021						
		VEOLIA	COLLECTIVITE	AGENCE DE L'EAU		
NOM CLIENT	FACTURE	CONSOMMATION DELEGATAIRE	CONSOMMATION COLLECTIVITE	MDR	TOTAL (Euros)	VOLUMES (m3)
BENEFICIAIRE 1	21210	127,98€	195,92€	35,75€	359,65€	-390
BENEFICIAIRE 2	20210	198,10€	311,95€	56,92€	566,97€	-621
BENEFICIAIRE 3	21110	37,42€	57,26€	10,45€	105,13€	-114
BENEFICIAIRE 4	20110	41,94€	60,28€	11,00€	113,22€	-120
BENEFICIAIRE 5	21110	80,73€	123,58€	22,55€	226,86€	-246
	21210	190,99€	292,35€	53,35€	536,69€	-582
BENEFICIAIRE 6	21110	107,32€	164,26€	29,97€	301,55€	-327
BENEFICIAIRE 7	20210	220,11€	346,61€	63,25€	629,97€	-690
BENEFICIAIRE 8	20110	210,75€	302,91€	55,27€	568,93€	-603
BENEFICIAIRE 9	21110	37,41€	57,27€	10,45€	105,13€	-114
BENEFICIAIRE 10	21210	30,53€	46,72€	8,52€	85,77€	-93
		<b>1 283,28€</b>	<b>1 959,11€</b>	<b>357,48€</b>	<b>3 599,87€</b>	<b>-3900</b>

- Créances irrécouvrables et créances non recouvrées

NOM CLIENT	FACTURE	Eau potable Montant HT	Assainissemen t Montant HT	MONTANT TOTAL HT (Euros)
BÉNÉFICIAIRE 1	20110	14,05€	11,39€	25,44€
	20379	20,87€	16,94€	37,81€
BÉNÉFICIAIRE 2	19210	266,42€	216,06€	482,48€
BÉNÉFICIAIRE 3	20389	21,07€	17,09€	38,16€
BÉNÉFICIAIRE 4	16210	4,15€	3,38€	7,53€
	17110	2,08€	1,69€	3,77€
BÉNÉFICIAIRE 5	17210	228,06€	184,94€	413,00€
	18509	376,56€	305,38€	681,94€
BÉNÉFICIAIRE 6	21809	0,94€	0,77€	1,71€
BÉNÉFICIAIRE 7	16220	2,25€	1,83€	4,08€
BÉNÉFICIAIRE 8	20220	7,13€	5,79€	12,92€
BÉNÉFICIAIRE 9	19210	10,05€	8,15€	18,20€
	20110	5,12€	4,15€	9,27€
	20210	9,67€	7,85€	17,52€
	20479	5,69€	4,62€	10,31€
BÉNÉFICIAIRE 10	20629	5,87€	4,77€	10,64€
BÉNÉFICIAIRE 11	17120	0,18€	0,15€	0,33€
BÉNÉFICIAIRE 12	20110	5,12€	4,15€	9,27€
	20289	7,40€	6,00€	13,40€
BÉNÉFICIAIRE 13	20769	20,12€	16,32€	36,44€
BÉNÉFICIAIRE 14	19729	19,17€	15,55€	34,72€
BÉNÉFICIAIRE 15	20120	11,58€	9,39€	20,97€
	20220	30,19€	24,48€	54,67€
	21120	15,19€	12,32€	27,51€
	21489	37,03€	30,03€	67,06€
BÉNÉFICIAIRE 16	20120	3,22€	2,61€	5,83€
	20220	6,25€	5,08€	11,33€
	21120	3,22€	2,61€	5,83€
BÉNÉFICIAIRE 17	17120	2,08€	1,69€	3,77€
BÉNÉFICIAIRE 18	17120	4,74€	3,85€	8,59€
BÉNÉFICIAIRE 19	19419	15,37€	12,47€	27,84€
BÉNÉFICIAIRE 20	17120	13,48€	10,93€	24,41€
BÉNÉFICIAIRE 21	19210	2,82€	2,29€	5,11€
	20110	2,08€	1,69€	3,77€

	20210	3,97€	3,23€	7,20€
BÉNÉFICIAIRE 22	15220	2,84€	2,31€	5,15€
BÉNÉFICIAIRE 23	19210	6,45€	5,23€	11,68€
	20210	23,54€	19,09€	42,63€
BÉNÉFICIAIRE 24	19149	4,82€	3,90€	8,72€
BÉNÉFICIAIRE 25	20210	11,10€	9,00€	20,10€
BÉNÉFICIAIRE 26	17120	7,59€		7,59€
BÉNÉFICIAIRE 27	17220	26,20€	21,24€	47,44€
	18220	4,35€	3,53€	7,88€
	19220	1,31€	1,07€	2,38€
	20220	1,12€	0,91€	2,03€
BÉNÉFICIAIRE 28	20629	41,39€	33,57€	74,96€
BÉNÉFICIAIRE 29	16210	5,49€	4,46€	9,95€
	17110	2,84€	2,31€	5,15€
BÉNÉFICIAIRE 30	17120	2,84€	2,31€	5,15€
BÉNÉFICIAIRE 31	19220	20,69€	16,78€	37,47€
	20379	27,14€	22,02€	49,16€
BÉNÉFICIAIRE 32	20889	7,21€	5,85€	13,06€
BÉNÉFICIAIRE 33	21120	0,27€	0,22€	0,49€
		<b>1 380,38 €</b>	<b>1 113,44 €</b>	<b>2 493,82 €</b>

**MONTANT IMPAYES****MONTANT GLOBAL DES IMPAYÉS À 90 JOURS au 31/12/2021 : 86 877,77 € TTC**

Ce montant global comprend :

&gt; Eau et Assainissement

&gt; Part Collectivité Part Délégitaire Part Agence de l'Eau

Echéances impayés	Somme restante
Sup à 1 an	17 623,99€

Envoyé en préfecture le 04/10/2022

Reçu en préfecture le 04/10/2022

Affiché le

 SLO

ID : 033-213301229-20221004-DELIB05\_22\_2022-DE

Sup à 2 ans	31 224,19€
Sup à 5 an	815,05€
Sup à 90 jours	37 214,54€
Total général	<b>86 877,77€</b>

## 6.5.2 CARE

VEOLIA EAU-COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

### Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation Année 2021 (en application du décret du 14 mars 2005)

Collectivité: I0271 - CESTAS ASST

Assainissement

LIBELLE	2020	2021	Ecart %
<b>PRODUITS</b>	<b>1 115 873</b>	<b>1 238 829</b>	<b>11,02 %</b>
Exploitation du service	752 881	816 630	
Collectivités et autres organismes publics	347 759	379 484	
Travaux attribués à titre exclusif	13 378	40 873	
Produits accessoires	1 855	1 842	
<b>CHARGES</b>	<b>1 454 040</b>	<b>1 486 376</b>	<b>2,22 %</b>
Personnel	284 560	276 675	
Energie électrique	123 044	87 777	
Produits de traitement	17 835	22 384	
Analyses	9 777	8 198	
Sous-traitance, matières et fournitures	389 438	484 206	
Impôts locaux et taxes	14 262	16 173	
Autres dépenses d'exploitation	112 915	45 322	
<i>télécommunications, poste et telegestion</i>	16 414	17 633	
<i>engins et véhicules</i>	36 639	36 930	
<i>informatique</i>	59 911	58 401	
<i>assurances</i>	8 264	25 395	
<i>locaux</i>	30 485	30 121	
<i>autres</i>	- 38 799	- 123 157	
Contribution des services centraux et recherche	36 771	45 382	
Collectivités et autres organismes publics	347 759	379 484	
Charges relatives aux renouvellements	67 956	70 419	
<i>pour garantie de continuité du service</i>	13 911	11 002	
<i>programme contractuel ( renouvellements</i>	17 755	22 859	
<i>fonds contractuel ( renouvellements )</i>	36 290	36 559	
Charges relatives aux investissements	44 429	45 096	
<i>programme contractuel ( investissements</i>	44 429	45 096	
Pertes sur créances irrécouvrables-Contentieux rec	5 293	5 263	
<b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>	<b>- 338 166</b>	<b>- 247 547</b>	<b>26,80 %</b>
<b>RESULTAT</b>	<b>- 338 166</b>	<b>- 247 547</b>	<b>26,80 %</b>

Conforme à la circulaire FP2E de janvier 2006

17/03/2022

### 6.5.3 Clauses sociales d'exécution

RH /CLAUSES SOCIALES D'EXÉCUTION			
	Engagement durée du contrat	Avancement durée du contrat	
> 300 h / année du contrat - faire appel à une entreprise de travail temporaire d'insertion du territoire, - réaliser une embauche directe, (CDD, CDI, Contrat de professionnalisation ou d'apprentissage) - sous-traitance avec une structure d'insertion	<b>3600</b>	2016,06	en cours

Engagement durée du contrat	> 25% des heures sur des activités non techniques comme du Secrétariat		> Le Délégué devra réaliser de préférence au moins 50% des heures correspondantes par une structure d'insertion intervenant sur le territoire de la Collectivité.		> Le Délégué devra réaliser de préférence au moins 50% des heures correspondantes par une structure AUTRE	
	Bénéficiaire	900	Bénéficiaire	1800	Bénéficiaire	1800
Avancement durée du contrat				1342		1620
2016		0		0		
2017		0		0		
2018		0	Cyril FREEMAN (PLIE - CAMPUS VE)	1342	Marlon VEGA (Agent Usine - CAMPUS VE)	124
2019		0		0	Marlon VEGA (Agent Usine - CAMPUS VE)	490
					Marssetti Valentin (Stage BTS ISNAB)	168
					Maxime MORCEL (agent usine- CAMPUS VE)	328
					Moussa COULIBALY (équipe travaux- CAMPUS VE)	12
		0		0	Marlon VEGA (Agent Usine- CAMPUS VE)	74
2020					Maxime MORCEL (agent usine- CAMPUS VE)	403
					Moussa COULIBALY (équipe travaux- CAMPUS VE)	11
2021		0		0	Lotham CHEREAU (agent réseau- CAMPUS VE)	10

## 6.5.4 Sous-Traitance

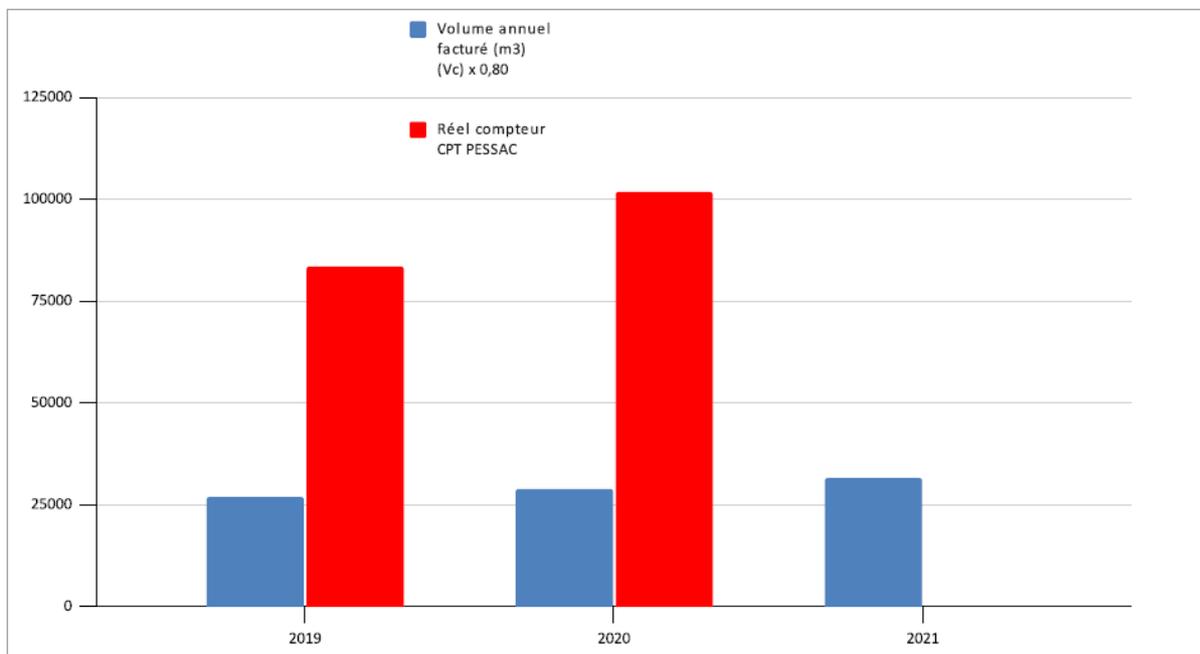
Année 2021 - Principaux Sous traitants (Supérieur à 1 000 euros)			
CESTAS ASST	€ HT	Type	
SEDE ENVIRONNEMENT	-144 317,00 €	Sous traitance boues et sous-produits	GRUPE VEOLIA
SARP SUD OUEST	-124 659,00 €	Sous traitance curage	GRUPE VEOLIA
SADE CGTH	-100 795,00 €	Sous traitance terrassement	GRUPE VEOLIA
PLATEFORME CLIENTELE	-26 904,00 €	Sous Traitance plateforme clientèle	HORS GROUPE VEOLIA
SOPEGA TP	-21 585,00 €	Sous traitance curage	HORS GROUPE VEOLIA
GERARD FAUCOUNAU	-8 791,00 €	Sous traitance maçonnerie	HORS GROUPE VEOLIA
HYDREKA	-2 672,00 €	Sous-traitance matériel de mesure	HORS GROUPE VEOLIA
XYLEM WATER SOLUTIONS FRANCE	-2 619,00 €	Soustraitance maerie lde location pompage	HORS GROUPE VEOLIA
ENDRESS + HAUSER	-2 444,00 €	Sous-traitance matériel de mesure	HORS GROUPE VEOLIA
PENA ENVIRONNEMENT	-2 035,00 €	Sous-traitance évacuation des déchets	HORS GROUPE VEOLIA
S.E.SIRECH HOSTIER	-1 856,00 €	Sous-traitance travaux hydraulique	HORS GROUPE VEOLIA
SARP INDUSTRIES AQUITAINE PYRENEES	-1 415,00 €	Sous traitance curage	GRUPE VEOLIA
COMPTOIR AGRICOLE COMMERCIAL DE COG	-1 022,00 €	Sous traitance fourniture matériel divers	HORS GROUPE VEOLIA

## 6.5.5 Volumes PESSAC

Les volumes en provenance de PESSAC (SABOM) sont en augmentation depuis que le débitmètre a été mis en service en 2016. Durant l'année 2021 nouveau rencontré des dysfonctionnements sur le débitmètre, les données en notre possession ne sont donc pas représentatives.

**Volume annuel en provenance de Pessac**  
 (volumes calculés en fonction des consommations d'eau potable fournis par LDE)

Année	Volume Consommé SUEZ (Vc)	Volume annuel facturé (m3) (Vc) x 0,80	Estimation volume moyen journalier (m3/j)	COMPTEUR PESSAC	Réel volume moyen journalier (m3/j)	Ecart Réel / Facture	Nombre abonnés
2019	33398	26,718	73	83596	229	56877 m3	
2020	35915	28,732	79	101810	278	73078 m3	357
2021	39449	31,559	86	-	-	- m3	357



## 6.6 Annexes financières

### → *Les modalités d'établissement du CARE*

#### *Introduction générale*

Les articles R 3131-2 à R 3131-4 du Code de la Commande Publique fournissent des précisions sur les données devant figurer dans le Rapport Annuel du Délégué prévu à l'article L 3131-5 du même Code, et en particulier sur le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation (CARE) de la délégation.

Le CARE établi au titre de 2021 respecte ces principes. La présente annexe fournit les informations relatives à ses modalités d'établissement.

#### *Organisation de la Société au sein de la Région et de Veolia Eau France*

L'organisation de la Société Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux au sein de la Région Sud-Ouest de Veolia Eau (Groupe Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux) comprend différents niveaux opérationnels qui apportent quotidiennement leur contribution au bon fonctionnement des services publics de distribution d'eau potable et d'assainissement qui leur sont confiés.

La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent en effet un des principes majeurs d'organisation de Veolia Eau et de ses sociétés.

Par ailleurs, à l'écoute de ses clients et des consommateurs, Veolia Eau est convaincu que si l'eau est au cœur des grands défis du 21<sup>ème</sup> siècle, il convient aussi d'être très attentif à la quête grandissante de transparence, de proximité et d'implication des collectivités ainsi qu'à la recherche constante d'efficacité et de qualité.

L'organisation de Veolia Eau, articulée depuis 2018 et le projet d'entreprise « Osons 20/20 ! » autour d'une logique « gLocale », répond à ces enjeux. Elle permet à la fois de partager le meilleur de ce que peut apporter un grand groupe en matière de qualité, d'innovation, de solutions et d'investissements (« global ») ; mais aussi en s'appuyant sur 65 « Territoires », avec des moyens renforcés pour l'exploitation, toujours plus ancrés localement et avec un réel pouvoir de décision (« local »). 9 Régions viennent quant à elles assumer un rôle de coordination et de mutualisation au bénéfice des Territoires.

Au sein de cette organisation, et notamment pour accroître la qualité des services rendus à ses clients, la Société Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux a pris part à la démarche engagée par Veolia Eau visant à accroître la collaboration entre ses différentes sociétés.

Dans ce contexte, la Société est associée à d'autres sociétés du Groupe pour mettre en commun au sein d'un GIE national un certain nombre de fonctions supports (service consommateurs, ressources humaines, bureau d'études techniques, service achats, expertises nationales...) ; étant précisé que cette mise en commun peut être organisée en tant que de besoin sur des périmètres plus restreints (au niveau d'une Région ou d'un Territoire par exemple).

Aujourd'hui, les exploitations de la Société bénéficient des interventions tant de ses moyens propres que des interventions du GIE national, au travers d'une organisation décentralisant, au niveau adapté, les différentes fonctions.

L'architecture comptable de la Société est le reflet de cette structure décentralisée et mutualisée. Elle permet de suivre aux niveaux adéquats d'une part les produits et les charges relevant de la Région (niveaux successifs de la Région, du Territoire, du Service Local), et d'autre part les charges de niveau National (contribution des services centraux).

En particulier, conformément aux principes du droit des sociétés, et à partir d'un suivi analytique commun à toutes les sociétés membres du GIE national, la Société facture à ce dernier le coût des moyens qu'elle met à sa disposition ; réciproquement, le GIE national lui facture le coût de ses prestations.

Le compte annuel de résultat de l'exploitation relatif à un contrat de délégation de service public, établi sous la responsabilité de la Société délégataire, regroupe l'ensemble des produits et des charges imputables à ce contrat, selon les règles exposées ci-dessous.

La présente annexe a pour objet de préciser les modalités de détermination de ces produits et de ces charges.

### **Faits Marquants**

#### **Changement de modalités de répartition des charges indirectes liées à la fonction consommateurs**

D'autre part, le projet d'entreprise « Osons 20/20 ! » comporte d'importantes ambitions en termes de relation consommateurs, avec la volonté de mettre celle-ci au cœur des opérations tout en modernisant les outils utilisés. Cette dynamique se traduit à la fois par la mise en place dans l'ensemble des Territoires de compétences consommateurs de terrain tout en professionnalisant toujours davantage les processus de masse tels que facturation, encaissement et gestion des appels.

Ces dernières fonctions sont mutualisées au sein de 2 plateformes nationales :

- la plateforme Produits & Cash qui gère la facturation de masse, les encaissements, la relation et les échanges de données avec les prestataires de recouvrement, les reversements aux collectivités ;
- la plateforme RC 360 qui gère les appels téléphoniques ainsi que les mails et les courriers des consommateurs.

Ces plateformes sont désormais totalement opérationnelles et disposent de nouveaux outils informatiques qui permettent une mesure de leur activité avec un degré accru de finesse et de fiabilité.

Pour cette raison, il a été jugé possible et pertinent de faire évoluer les modalités de répartition entre les contrats du coût des plateformes (et simultanément de la fonction « consommateurs » qu'elle soit logée au National, en Région ou en Territoire) qui étaient jusqu'en 2019 assises sur la valeur ajoutée simplifiée.

En pratique, depuis l'exercice 2020 :

- Le coût de la Plateforme Produits & Cash est réparti entre les différents Territoires au prorata des factures d'eau émises pour les contrats de ces derniers entre le 1<sup>er</sup> novembre n-1 et le 31 octobre n en tenant compte d'éventuels effets de périmètre en tant que de besoin ;
- Le coût de la Plateforme RC 360 est réparti entre les différents Territoires au prorata des contacts (mails, appels téléphoniques, courriers) sur le périmètre du Territoire entre le 1<sup>er</sup> janvier n et 31 décembre n (le nombre de contacts du mois de décembre étant estimé).

Ces coûts ainsi répartis au niveau d'un Territoire donné sont additionnés à ceux de la fonction « consommateurs » du Territoire pour être enfin répartis entre les contrats d'eau au prorata des factures émises telles que déterminées ci-dessus (voir note 1 ci-après).

Dans les rares situations où des services d'assainissement donnent lieu à la facturation aux consommateurs des m3 assujettis par une facture distincte de celle de l'eau potable, ils sont traités avec les mêmes règles que les contrats d'eau potable tel que décrit ci-dessus.

Dans le cas le plus fréquent, où l'eau et l'assainissement sont facturés sur le même document, et lorsque les délégataires de ces deux services font partie du Groupe Veolia Eau – Compagnie Générale des Eaux, les contrats assainissement se voient attribuer une quote-part des coûts ci-dessus selon les règles ci-dessous :

- Soit une approche spécifique peut être identifiée dans les contrats d'eau et d'assainissement, et des conventions internes mises en place : le contrat assainissement supporte alors la quote-part conventionnelle des coûts consommateurs en contrepartie d'un produit de même montant porté sur la rubrique « produits accessoires » sur le contrat eau.
- Dans le cas contraire, une charge forfaitaire de 2€ par facture est imputée sur le contrat d'assainissement en contrepartie d'un allègement de charges de même montant sur le contrat eau.

L'évolution décrite au présent paragraphe a été analysée, comme le précise son titre, comme un changement de modalités de répartition de charges indirectes.

Enfin, le coût des plateformes intègre l'ensemble des composantes qui s'y rattachent : coûts de personnel, de loyers, de sous-traitance... Dans une logique de simplification, le coût des plateformes, réparti sur chaque contrat, est présenté sur la seule ligne « sous-traitance » (indépendamment de la décomposition par nature de cette charge au sein des dites plateformes).

“

## 1. Produits

Les produits inscrits dans le compte annuel de résultat de l'exploitation regroupent l'ensemble des produits d'exploitation hors TVA comptabilisés en application du contrat, y compris ceux des travaux attribués à titre exclusif.

En ce qui concerne les activités de distribution d'eau et d'assainissement, ces produits se fondent sur les volumes distribués de l'exercice, valorisés en prix de vente. A la clôture de l'exercice, une estimation s'appuyant sur les données de gestion est réalisée sur la part des produits non relevés et/ou non facturés au cours du mois de décembre et comptabilisée. Les éventuels écarts avec les facturations sont comptabilisés dans les comptes de l'année suivante. Les dégrèvements (dont ceux consentis au titre de la loi dite « Warsmann » du 17 mai 2011 qui fait obligation à la Société d'accorder - dans certaines conditions - des dégrèvements aux usagers ayant enregistré des surconsommations d'eau et d'assainissement du fait de fuites sur leurs installations après compteur) sont quant à eux portés en minoration des produits d'exploitation de l'année où ils sont accordés.

S'agissant des produits des travaux attribués à titre exclusif, ils correspondent aux montants comptabilisés en application du principe de l'avancement.

Le détail des produits annexé au compte annuel du résultat de l'exploitation fournit une ventilation des produits entre les produits facturés au cours de l'exercice et ceux résultant de la variation de la part estimée des consommations.

## 2. Charges

Les charges inscrites dans le compte annuel du résultat de l'exploitation englobent :

- ✓ les charges qui sont exclusivement imputables au contrat (charges directes - cf. § 2.1),

- ✓ la quote-part, imputable au contrat, des charges communes à plusieurs contrats (charges réparties - cf. § 2.2).

Le montant de ces charges résulte soit directement de dépenses inscrites en comptabilité soit de calculs à caractère économique (charges calculées - cf. § 2.1.2).

### 2.1. Charges exclusivement imputables au contrat

Ces charges comprennent :

- ✓ les dépenses courantes d'exploitation (cf. 2.1.1),
- ✓ un certain nombre de charges calculées, selon des critères économiques, au titre des investissements (domaines privé et délégué) et de l'obligation contractuelle de renouvellement (cf. 2.1.2). Pour être calculées, ces charges n'en sont pas moins identifiées contrat par contrat, en fonction de leurs opérations spécifiques,
- ✓ les charges correspondant aux produits perçus pour le compte des collectivités et d'autres organismes,
- ✓ les charges relatives aux travaux à titre exclusif.

#### 2.1.1. Dépenses courantes d'exploitation

Il s'agit des dépenses de personnel imputées directement, d'énergie électrique, d'achats d'eau, de produits de traitement, d'analyses, des redevances contractuelles et obligatoires, de la Contribution Foncière des Entreprises et de certains impôts locaux, etc.

En cours d'année, les imputations directes de dépenses de personnel opérationnel au contrat ou au chantier sont valorisées suivant un coût standard par catégorie d'agent qui intègre également une quote-part de frais « d'environnement » (véhicule, matériel et outillage, frais de déplacement, encadrement de proximité...). En fin d'année, l'écart entre le montant réel des dépenses engagées au niveau du Service Local dont dépendent les agents et le coût standard imputé fait l'objet d'une répartition au prorata des heures imputées sur les contrats du Service Local. Cet écart est ventilé selon sa nature sur trois rubriques des CARE (personnel, véhicules, autres charges).

Par ailleurs, la précision suivante est apportée sur la prise en compte de la fiscalité indirecte applicable aux consommations d'électricité. Depuis 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Taxe Intérieure sur la Consommation Finale d'Electricité (TICFE) est calculée comme une majoration du prix du KWH selon un barème fonction de l'électro-intensivité de la Société au cours de l'année considérée. Ce taux applicable n'est donc pas nécessairement connu en début d'année et des régularisations peuvent donc avoir lieu au cours des exercices suivants. Jusqu'à fin 2020, ces régularisations étaient enregistrées dans les CARE lors de leur versement effectif, et alors imputées aux contrats selon les points de livraison de l'électricité consommée. Elles sont depuis cette année prises en compte dans les CARE dès l'envoi de l'état récapitulatif des consommations de l'année N-1 à l'Administration en juin N.

#### 2.1.2. Charges calculées

Un certain nombre de charges doivent faire l'objet d'un calcul économique. Les éléments correspondants résultent de l'application du principe selon lequel : "Pour que les calculs des coûts et des résultats fournissent des valeurs correctes du point de vue économique... il peut être nécessaire en comptabilité analytique, de

substituer à certaines charges enregistrées en comptabilité générale selon des critères fiscaux ou sociaux, les charges correspondantes calculées selon des critères techniques et économiques" (voir ci-dessous).

Ces charges concernent principalement les éléments suivants :

**Charges relatives au renouvellement :**

Les charges économiques calculées relatives au renouvellement sont présentées sous des rubriques distinctes en fonction des clauses contractuelles (y compris le cas échéant au sein d'un même contrat).

- Garantie pour continuité du service

Cette rubrique correspond à la situation dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assurer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.

La garantie pour continuité du service a pour objet de faire face aux charges que le délégataire aura à supporter en exécution de son obligation contractuelle, au titre des biens en jouissance temporaire (voir note 3 ci-après) dont il est estimé que le remplacement interviendra pendant la durée du contrat.

Afin de prendre en compte les caractéristiques économiques de cette obligation (voir note 4 ci-après), le montant de la garantie pour continuité du service s'appuie sur les dépenses de renouvellement lissées sur la durée de la période contractuelle en cours. Cette charge économique calculée est déterminée en additionnant :

- ✓ d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà réalisés depuis le début de la période contractuelle en cours ;
- ✓ d'autre part le montant des renouvellements prévus jusqu'à la fin de cette période, tel qu'il résulte de l'inventaire quantitatif et qualitatif des biens du service à jour à la date d'établissement des comptes annuels du résultat de l'exploitation (fichier des installations en jouissance temporaire) ;

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours (voir note 5 ci-après).

Des lissages spécifiques sont effectués en cas de prolongation de contrat ou de prise en compte de nouvelles obligations en cours de contrat.

Ce calcul permet donc de réévaluer chaque année, en euros courants, la dépense que le délégataire risque de supporter, en moyenne annuelle sur la durée de la période contractuelle en cours, pour les renouvellements nécessaires à la continuité du service (renouvellement dit « fonctionnel » dont le délégataire doit couvrir tous les risques et périls dans le cadre de la rémunération qu'il perçoit).

Enfin, et pour tous les contrats prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, la charge portée dans le CARE au titre d'une obligation contractuelle de type « garantie pour continuité de service » correspond désormais aux travaux réalisés dans l'exercice sans que ne soit plus effectué le lissage évoqué ci-dessus ; ce dernier ne concerne donc désormais que les contrats ayant pris effet antérieurement.

- Programme contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société s'est contractuellement engagée à réaliser un programme prédéterminé de travaux de renouvellement selon les priorités que la Collectivité s'est fixée.

La charge économique portée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation est alors calculée en additionnant :

- ✓ d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà effectués depuis le début de la période contractuelle en cours (voir note 5 ci-après) ;
- ✓ d'autre part, le montant des renouvellements contractuels futurs jusqu'à la fin de cette même période ;

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours.

- Fonds contractuel de renouvellement

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel délimitant les obligations des deux parties est alors établi. C'est le montant correspondant à la définition contractuelle qui est repris dans cette rubrique.

#### **Charges relatives aux investissements :**

Les investissements financés par le délégataire sont pris en compte dans le compte annuel du résultat de l'exploitation, sous forme de redevances permettant d'étaler leur coût financier total :

- ✓ pour les biens appartenant au délégataire (biens propres et en particulier les compteurs du domaine privé) : sur leur durée de vie économique puisqu'ils restent lui appartenir indépendamment de l'existence du contrat ;
- ✓ pour les investissements contractuels (biens de retour) : sur la durée du contrat puisqu'ils ne servent au délégataire que pendant cette durée ;

Le montant de ces redevances résulte d'un calcul actuariel permettant de reconstituer, sur ces durées et en euros constants, le montant de l'investissement initial.

S'agissant des compteurs, ce dernier comprend, depuis 2008, les frais de pose valorisés par l'application de critères opérationnels et qui ne sont donc en contrepartie plus compris dans les charges de l'exercice.

L'étalement de ce coût financier global obéit aux règles suivantes :

- ✓ pour les investissements antérieurs à 2021, les redevances évoquées ci-dessus respectent une progressivité prédéterminée et constante (+1,5% par an) d'une année sur l'autre de la redevance attachée à un investissement donné. Le taux financier retenu est calculé à partir du Taux Moyen des Emprunts d'Etat en vigueur l'année de réalisation de l'investissement, majoré d'une marge. Un calcul financier spécifique garantit la neutralité actuarielle de la progressivité de 1,5% indiquée ci-dessus ;
- ✓ pour les investissements réalisés à compter du 1er janvier 2021, ces redevances prennent la forme d'une annuité constante et non plus progressive. Le taux financier retenu est déterminé en tenant compte des conditions de financement de l'année en cours. Le taux annuel de financement est fixé à 2,25% pour les investissements réalisés en 2021.

Toutefois, par dérogation avec ce qui précède, et pour tous les contrats prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, la redevance peut reprendre le calcul arrêté entre les parties lors de la signature du contrat.

Enfin, et compte tenu de leur nature particulière, les biens immobiliers du domaine privé font l'objet d'un calcul spécifique comparable à l'approche retenue par les professionnels du secteur. Le montant de la redevance initiale attachée à un bien est pris égal à 7% du montant de l'investissement immobilier (terrain +

constructions + agencements du domaine privé) puis est ajusté chaque année de l'évolution de l'indice de la construction. Les agencements pris à bail donnent lieu à un calcul similaire.

#### - Fonds contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de consacrer tous les ans un certain montant à des dépenses d'investissements dans le cadre d'un suivi contractuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. C'est en pareil cas le montant correspondant à la définition contractuelle qui est reprise dans cette rubrique.

#### - Impact des avances remboursables à taux zéro

Lorsque la Société bénéficie d'avances remboursables sans intérêts de la part d'une Agence de l'Eau pour contribuer au financement de certains travaux exécutés dans le cadre d'un contrat de DSP, un calcul spécifique est effectué depuis 2011 pour tenir compte dans le CARE de l'avantage temporaire que représente cette mise à disposition de fonds sans intérêts. Des produits spécifiques sont ainsi calculés sur le capital restant dû en début d'exercice au titre de ces avances, au taux d'intérêt de référence tel que défini ci-dessus et applicable l'année de versement initial de chaque avance. Ces produits sont ensuite portés en minoration des charges économiques calculées au titre des investissements du domaine concédé.

#### - Investissements du domaine privé

Hormis le parc de compteurs relevant du domaine privé du délégataire (avec une redevance portée sur la ligne « Charges relatives aux compteurs du domaine privé ») et quelques cas où Veolia Eau ou ses filiales sont propriétaires d'ouvrages de production (avec une redevance alors portée sur la ligne « Charges relatives aux investissements du domaine privé »), les redevances attachées aux biens du domaine privé sont portées sur les lignes correspondant à leur affectation (la redevance d'un camion hydro cureur sera affectée sur la ligne « engins et véhicules », celle relative à un ordinateur à la ligne « informatique »...).

### 2.1.3. Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement

Cette rubrique reprend essentiellement les pertes sur les créances devenues définitivement irrécouvrables, comptabilisées au cours de l'exercice. Celles-ci peuvent être enregistrées plusieurs années après l'émission des factures correspondantes compte tenu des délais notamment administratifs nécessaires à leur constatation définitive. Elle ne traduit par conséquent qu'avec un décalage dans le temps l'évolution des difficultés liées au recouvrement des créances.

### 2.1.4. Impôt sur les sociétés

L'impôt calculé correspond à celui qui serait dû par une entité autonome, en appliquant au résultat brut bénéficiaire, le taux en vigueur de l'impôt sur les sociétés.

Dans un souci de simplification, le taux normatif retenu en 2021 correspond au taux de l'impôt sur les sociétés applicable aux entreprises réalisant plus de 250 M€ de CA (27,5%), hors contribution sociale additionnelle de 3,3%.

## 2.2. Charges réparties

Comme rappelé en préambule de la présente annexe, l'organisation de la Société repose sur un ensemble de niveaux de compétences en partie mutualisés au sein du GIE national.

Les charges communes d'exploitation à répartir proviennent donc de chacun de ces niveaux opérationnels.

### 2.2.1. Principe de répartition

Comme indiqué dans les Faits marquants, les modalités de répartition ont évolué en 2020 en ce qui concernent les coûts des plateformes Produits & Cash et RC360. Les modalités de répartition des autres charges indirectes n'ont en revanche pas été modifiées.

Le principe retenu est celui de la répartition des charges concernant un niveau organisationnel donné entre les diverses entités dépendant directement de ce niveau ou, dans certains cas, entre les seules entités au profit desquelles elles ont été engagées.

Ces charges (qui incluent les éventuelles charges de restructuration mais excluent désormais celles de la fonction consommateurs) proviennent de chaque niveau organisationnel de Veolia Eau intervenant au profit du contrat : services centraux, Régions, Territoires (et regroupements spécifiques de contrats le cas échéant).

Lorsque les prestations effectuées par le GIE national à un niveau donné bénéficient à plusieurs sociétés, les charges correspondantes sont refacturées par celui-ci aux sociétés concernées au prorata de la valeur ajoutée des contrats de ces sociétés rattachés à ce niveau.

Ensuite, la Société répartit dans ses comptes annuels de résultat de l'exploitation l'ensemble de ses charges communes telles qu'elles résultent de sa comptabilité sociale (après, donc, facturation des prestations du GIE national) selon le critère de la valeur ajoutée des contrats de l'exercice. Ce critère unique de répartition est déterminé par contrat, qu'il s'agisse d'un contrat de Délégation de Service Public (DSP) ou d'un contrat Hors Délégation de Service Public (HDSP). La valeur ajoutée se définit ici selon une approche simplifiée comme la différence entre le volume d'activité (produits) du contrat et la valeur des charges contractuelles et d'achats d'eau en gros imputées à son niveau. Les charges communes engagées à un niveau organisationnel donné sont réparties au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats rattachés à ce niveau organisationnel.

Par ailleurs, et dans certains cas, le GIE peut être amené à facturer des prestations à des Sociétés de Veolia Eau France dans le cadre de conventions spécifiques. Les montants facturés à ce titre viennent selon les cas de figure en diminution du montant global des frais à facturer entre sociétés comme évoqué ci-dessus et/ou à répartir entre les contrats au sein de la Société.

Les contrats comportant des achats d'eau supportent une quote-part forfaitaire de « peines et soins » égale à 5% de ces achats d'eau qui est portée en minoration du montant global des frais à répartir entre les contrats.

Les charges indirectes sont donc ainsi réparties sur les contrats au profit desquelles elles ont été engagées.

Par ailleurs, et en tant que de besoin, les redevances (cf. § 2.1.2) calculées au titre des compteurs dont la Société a la propriété sont réparties entre les contrats concernés au prorata du nombre de compteurs desdits contrats.

### 2.2.2. Prise en compte des frais centraux

Après détermination de la quote-part des frais de services centraux imputable à l'activité Eau France, la quote-part des frais des services centraux engagée au titre de l'activité des Territoires a été facturée au GIE national à charge pour lui de la refacturer à ses membres selon les modalités décrites ci-dessus.

Au sein de la Société, la répartition des frais des services centraux s'effectue au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats (à l'exclusion de la part relative à l'activité « consommateurs » répartie comme évoqué ci-dessus).

## 2.3. Autres charges

### 2.3.1. Valorisation des travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de délégation de service public (DSP)

Pour valoriser les travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de DSP, une quote-part de frais de structure est calculée sur la dépense brute du chantier. Cette disposition est applicable à l'ensemble des catégories de travaux relatifs aux délégations de service public (production immobilisée, travaux exclusifs, travaux de renouvellement), hors frais de pose des compteurs. Par exception, la quote-part est réduite à la seule composante « frais généraux » si la prestation intellectuelle est comptabilisée séparément. De même, les taux forfaitaires de maîtrise d'œuvre et de gestion contractuelle des travaux ne sont pas automatiquement applicables aux opérations supérieures à 500 K€ ; ces prestations peuvent alors faire l'objet d'un calcul spécifique.

L'objectif de cette approche est de prendre en compte les différentes prestations intellectuelles associées réalisées en interne (maîtrise d'œuvre en phase projet et en phase chantier, gestion contractuelle imposée par le contrat DSP : suivi des programmes pluriannuels, planification annuelle des chantiers, reporting contractuel et réglementaire, mises à jour des inventaires,...).

La quote-part de frais ainsi attribuée aux différents chantiers est portée en diminution des charges indirectes réparties selon les règles exposées au § 2.2 (de même que la quote-part « frais généraux » affectée aux chantiers hors DSP sur la base de leurs dépenses brutes ou encore que la quote-part de 5% appliquée aux achats d'eau en gros).

### 2.3.2. Participation des salariés aux résultats de l'entreprise

Les charges de personnel indiquées dans les comptes annuels de résultat de l'exploitation comprennent la participation des salariés acquittée par la Société en 2021 au titre de l'exercice 2020.

## 2.4. Autres informations

Lorsque la Société a enregistré dans sa comptabilité une charge initialement engagée par le GIE national ou un de ses membres dans le cadre de la mutualisation de moyens, cette charge est mentionnée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation selon sa nature et son coût d'origine, et non pas en sous-traitance, exception faite des coûts liés aux plateformes Produits & Cash et RC360. Cette règle ne trouve en revanche pas à s'appliquer pour les sociétés du Groupe qui, telles les sociétés d'expertise, ne sont pas membres du GIE national.

Enfin, au-delà des charges économiques calculées présentées ci-dessus et substituées aux charges enregistrées en comptabilité générale, la Société a privilégié, pour la présentation de ses comptes annuels de résultat de l'exploitation, une approche selon laquelle les risques liés à l'exploitation – et notamment les risques sur créances impayées mentionnées au paragraphe 2.1.3, qui donnent lieu à la constatation de provisions pour risques et charges ou pour dépréciation en comptabilité générale, sont pris en compte pour leur montant définitif au moment de leur concrétisation. Les dotations et reprises de provisions relatives à ces risques ou dépréciation en sont donc exclues (à l'exception des dotations et reprises pour investissements futurs évoquées ci-dessus).

Lorsqu'un contrat bénéficie d'un apport d'eau en provenance d'un autre contrat de la société, le compte annuel de résultat de l'exploitation reprend les écritures enregistrées en comptabilité analytique, à savoir :

- ✓ inscription dans les produits du contrat « vendeur » de la vente d'eau réalisée,

✓ inscription dans les charges du contrat « acheteur » de l'achat d'eau réalisé.

Dans une recherche d'exactitude, et compte tenu de la date avancée à laquelle la Société a été amenée à arrêter ses comptes sociaux pour des raisons d'intégration de ses comptes dans les comptes consolidés du Groupe Veolia, les comptes annuels de résultat de l'exploitation présentés anticipent sur 2021 certaines corrections qui seront portées après analyse approfondie dans les comptes sociaux de l'exercice 2022.

---

Notes :

1. *La donnée « nombre de contacts » n'est pas disponible à un niveau plus fin que le niveau « Territoire ».*
2. *Texte issu de l'ancien Plan Comptable Général de 1983, et dont la refonte opérée en 1999 ne traite plus des aspects relatifs à la comptabilité analytique.*
3. *C'est-à-dire les biens indispensables au fonctionnement du service public qui seront remis obligatoirement à la collectivité délégante, en fin de contrat.*
4. *L'obligation de renouvellement est valorisée dans la garantie lorsque les deux conditions suivantes sont réunies:*
  - *le bien doit faire partie d'une famille technique dont le renouvellement incombe contractuellement au délégataire,*
  - *la date de renouvellement passée ou prévisionnelle entre dans l'horizon de la période contractuelle en cours.*
5. *Compte tenu des informations disponibles, pour les périodes contractuelles ayant débuté avant 1990, le montant de la garantie de renouvellement est calculé selon le même principe d'étalement linéaire, en considérant que le point de départ de ces périodes se situe au 1er janvier 1990.*

→ **Avis des commissaires aux comptes**

La Société a demandé à l'un des Co-Commissaires aux Comptes de Veolia d'établir un avis sur la procédure d'établissement de ses CARE. Une copie de cet avis est disponible sur simple demande de la Collectivité.

## 6.7 Les engagements à incidence financière

Ce chapitre a pour objectif de présenter les engagements liés à l'exécution du service public, et qui à ce titre peuvent entraîner des obligations financières entre Veolia, actuel délégataire de service, et toute entité (publique ou privée) qui pourrait être amenée à reprendre à l'issue du contrat l'exécution du service. Ce chapitre constitue pour les élus un élément de transparence et de prévision.

Conformément aux préconisations de l'Ordre des Experts Comptables, ce chapitre ne présente que les « engagements significatifs, sortant de l'ordinaire, nécessaires à la continuité du service, existant à la fin de la période objet du rapport, et qui à la fois devraient se continuer au-delà du terme normal de la convention de délégation et être repris par l'exploitant futur ».

Afin de rester simples, les informations fournies ont une nature qualitative. A la demande de la Collectivité, et en particulier avant la fin du contrat, Veolia pourra détailler ces éléments.

### 6.7.1 Flux financiers de fin de contrat

Les flux financiers de fin de contrat doivent être anticipés dans les charges qui s'appliqueront immédiatement à tout nouvel exploitant du service. Sur la base de ces informations, il est de la responsabilité de la Collectivité, en qualité d'entité organisatrice du service, d'assurer la bonne prise en compte de ces contraintes dans son cahier des charges.

#### → Régularisations de TVA

Si Veolia assure pour le compte de la Collectivité la récupération de la TVA au titre des immobilisations (investissements) mises à disposition<sup>1</sup>, deux cas se présentent :

- ✓ Le nouvel exploitant est assujéti à la TVA<sup>2</sup> : aucun flux financier n'est nécessaire. Une simple déclaration des montants des immobilisations, dont la mise à disposition est transférée, doit être adressée aux services de l'Etat.
- ✓ Le nouvel exploitant n'est pas assujéti à la TVA : l'administration fiscale peut être amenée à réclamer à Veolia la part de TVA non amortie sur les immobilisations transférées. Dans ce cas, le repreneur doit s'acquitter auprès de Veolia du montant dû à l'administration fiscale pour les immobilisations transférées, et simultanément faire valoir ses droits auprès du Fonds de Compensation de la TVA. Le cahier des charges doit donc imposer au nouvel exploitant de disposer des sommes nécessaires à ce remboursement.

#### → Biens de retour

Les biens de retour (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) sont remis gratuitement à la Collectivité à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat.

<sup>1</sup> art. 210 de l'annexe II du Code Général des Impôts

<sup>2</sup> Conformément au principe posé par le nouvel article 257 bis du Code Général des Impôts précisé par l'instruction 3 A 6 36 parue au BOI N°50 du 20 Mars 2006 repris dans le BOFiP (BOI-TVA-CHAMP-10-10-50-10)

→ **Biens de reprise**

Les biens de reprise (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) seront remis au nouvel exploitant, si celui-ci le souhaite, à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat. Ces biens doivent généralement être achetés par le nouvel exploitant.

→ **Autres biens ou prestations**

Hormis les biens de retour et des biens de reprise prévus au contrat, Veolia utilise, dans le cadre de sa liberté de gestion, certains biens et prestations. Le cas échéant, sur demande de la Collectivité et selon des conditions à déterminer, les parties pourront convenir de leur mise à disposition auprès du nouvel exploitant.

→ **Consommations non relevées et recouvrement des sommes dues au délégataire à la fin du contrat**

Les sommes correspondantes au service exécuté jusqu'à la fin du contrat sont dues au délégataire sortant. Il y a lieu de définir avec la Collectivité les modalités de facturation (relevé spécifique, prorata temporis) et de recouvrement des sommes dues qui s'imposeront au nouvel exploitant, ainsi que les modalités de reversement des surtaxes correspondantes.

## 6.7.2 Dispositions applicables au personnel

Les dispositions applicables au personnel du délégataire sortant s'apprécient dans le contexte de la période de fin de contrat. Les engagements qui en découlent pour le nouvel exploitant ne peuvent pas faire ici l'objet d'une présentation totalement exhaustive, pour deux motifs principaux :

- ✓ ils évoluent au fil du temps, au gré des évolutions de carrière, des aléas de la vie privée des agents et des choix d'organisation du délégataire,
- ✓ ils sont soumis à des impératifs de protection des données personnelles.

Veolia propose de rencontrer la Collectivité sur ce sujet pour inventorier les contraintes qui s'appliqueront en fin de contrat.

→ **Dispositions conventionnelles applicables aux salariés de Veolia**

Les salariés de Veolia bénéficient :

- ✓ des dispositions de la Convention Collective Nationale des Entreprises des Services d'Eau et d'Assainissement du 12 avril 2000 ;
- ✓ des dispositions des accords d'entreprise Veolia et qui concernent notamment : l'intéressement et la participation, le temps de travail, la protection sociale (retraites, prévoyance, handicap, formation) et usages et engagements unilatéraux.

→ **Protection des salariés et de l'emploi en fin de contrat**

Des dispositions légales assurent la protection de l'emploi et des salariés à l'occasion de la fin d'un contrat, lorsque le service est susceptible de changer d'exploitant, que le futur exploitant ait un statut public ou privé. A défaut, il est de la responsabilité de la Collectivité de prévoir les mesures appropriées.

Lorsque l'entité sortante constitue une entité économique autonome, c'est-à-dire comprend des moyens corporels (matériel, outillage, marchandises, bâtiments, ateliers, terrains, équipements), des éléments incorporels (clientèle, droit au bail, ...) et du personnel affecté, le tout organisé pour une mission identifiée, l'ensemble des salariés qui y sont affectés sont automatiquement transférés au nouvel exploitant, qu'il soit public ou privé (art. L 1224-1 du Code du Travail).

Dans cette hypothèse, Veolia transmettra à la Collectivité, à la fin du contrat, la liste des salariés affectés au contrat ainsi que les éléments d'information les concernant (en particulier masse salariale correspondante ...).

Le statut applicable à ces salariés au moment du transfert et pendant les trois mois suivants est celui en vigueur chez Veolia. Au-delà de ces trois mois, le statut Veolia est soit maintenu pendant une période de douze mois maximum, avec maintien des avantages individuels acquis au-delà de ces douze mois, soit aménagé au statut du nouvel exploitant.

Lorsque l'entité sortante ne constitue pas une entité économique autonome mais que le nouvel exploitant entre dans le champ d'application de la Convention collective Nationale des entreprises d'eau et d'assainissement d'avril 2000, l'application des articles 2.5.2 ou 2.5.4 de cette Convention s'impose tant au précédent délégataire qu'au nouvel exploitant avant la fin de la période de 12 mois.

A défaut d'application des dispositions précitées, seule la Collectivité peut prévoir les modalités permettant la sauvegarde des emplois correspondant au service concerné par le contrat de délégation qui s'achève. Veolia se tient à la disposition de la Collectivité pour fournir en amont les informations nécessaires à l'anticipation de cette question.

En tout état de cause, d'un point de vue général, afin de clarifier les dispositions applicables et de protéger l'emploi, nous proposons de préciser avec la Collectivité avant la fin du contrat, le cadre dans lequel sera géré le statut des salariés et la protection de l'emploi à la fin du contrat. Il est utile que ce cadre soit précisé dans le cahier des charges du nouvel exploitant.

La liste nominative des agents<sup>3</sup> affectés au contrat peut varier en cours de contrat, par l'effet normal de la vie dans l'entreprise : mutations, départs et embauches, changements d'organisation, mais aussi par suite d'événements de la vie personnelle des salariés. Ainsi, la liste nominative définitive ne pourra être constituée qu'au cours des dernières semaines d'exécution du contrat.

### → *Comptes entre employeurs successifs*

Les dispositions à prendre entre employeurs successifs concernant le personnel transféré sont les suivantes :

- ✓ de manière générale, dispositions identiques à celles appliquées en début du contrat,
- ✓ concernant les salaires et notamment salaires différés : chaque employeur supporte les charges afférentes aux salaires (et les charges sociales ou fiscales directes ou indirectes y afférant) rattachables à la période effective d'activité dont il a bénéficié ; le calcul est fait sur la base du salaire de référence ayant déterminé le montant de la charge mais plafonné à celui applicable au jour de transfert : ce compte déterminera notamment les prorata 13<sup>ème</sup> mois, de primes annuelles, de congés payés, décomptes des heures supplémentaires ou repos compensateurs,....

---

<sup>3</sup> Certaines informations utiles ont un caractère confidentiel et n'ont pas à figurer dans le rapport annuel qui est un document public. Elles pourront être fournies, dans le respect des droits des personnes intéressées, séparément à l'autorité délégante, sur sa demande justifiée par la préparation de la fin de contrat.

- ✓ concernant les autres rémunérations : pas de compte à établir au titre des rémunérations différées dont les droits ne sont exigibles qu'en cas de survenance d'un événement ultérieur non encore intervenu : indemnité de départ à la retraite, droits à des retraites d'entreprises à prestations définies, médailles du travail,...

## 6.8 Reconnaissance et certification de service

Veolia Eau est depuis de nombreuses années engagé dans des démarches de certification. En 2015, les systèmes de management de la qualité et de l'environnement existants ont été fédérés sous la gouvernance du siège et complétés par un système de management de l'énergie.

Les activités certifiées sont la production et la distribution d'eau potable, la collecte et le traitement des eaux usées et l'accueil et le service aux consommateurs.

Cette triple certification ISO 9001, ISO 14001 et ISO 50001 délivrée par Afnor Certification en novembre 2015 valide, via un tiers indépendant, l'efficacité des méthodes et des outils mis en place et l'engagement d'amélioration continue de l'entreprise. Cette démarche s'inscrit dans le cadre élargi de la politique de l'Eau France qui comprend des objectifs forts en matière de santé et de sécurité au travail.

Notre certification ISO 50001 valide nos démarches d'amélioration de l'efficacité énergétique des installations confiées par nos clients. Elle est reconnue par l'Administration dans le cadre des textes d'application de la directive 2012/27/UE (loi DDADUE) (\*)



# Certificat

Certificate

N° 2015/69288.9

Page 1 / 10

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :  
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

## VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :  
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE ET D'EAU DE PROCESS. COLLECTE ET  
TRAITEMENT DES EAUX USEES. ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER AND PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION. WASTEWATER  
COLLECTION AND TREATMENT. CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :  
has been assessed and found to meet the requirements of:

**ISO 50001 : 2018**

et est déployé sur les sites suivants :  
and is developed on the following locations:

Adresse

Siège : 21 RUE LA BOETIE-75008 PARIS

N° SIREN

572025526

Liste complémentaire des sites certifiés en annexe / Complementary list of certified locations on appendix

(L'ensemble des activités de l'entreprise sur le(s) site(s) donné(s) est couvert par la certification)  
(The scope of certification covers all activities carried out on the above-mentioned location(s))

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)  
This certificate is valid from (year/month/day)

2021-11-11

Jusqu'au  
until

2024-11-10

Je soussigné, titulaire de ce certificat, déclare que les informations fournies sont exactes et conformes à la réalité.

**Julien NIZRI**  
**Directeur Général d'AFNOR Certification**  
**Managing Director of AFNOR Certification**



Flashez ce QR Code  
pour vérifier la validité  
du certificat

AFNOR Certification est une marque déposée. AFNOR est un sigle inscrit au RCS. AFNOR Certification est une marque déposée. AFNOR est un sigle inscrit au RCS. AFNOR Certification est une marque déposée. AFNOR est un sigle inscrit au RCS.



# Certificat

## Certificate

N° 2015/69287.8

Page 1 / 10

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :  
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

### VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :  
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS. COLLECTE ET  
TRAITEMENT DES EAUX USEES. ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION. WASTEWATER  
COLLECTION AND TREATMENT. CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :  
has been assessed and found to meet the requirements of:

### ISO 9001 : 2015

et est déployé sur les sites suivants :  
and is developed on the following locations:

Siège : 21 RUE LA BOETIE -75008 PARIS

Liste des sites certifiés en annexe(s) / List of certified locations on appendix(oes)

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)  
This certificate is valid from (year/month/day)

2021-11-10

Jusqu'au  
Until

2024-11-09

Signature en vertu de son mandat en tant que Directeur Général d'AFNOR Certification  
Signature in the name of his mandate as Managing Director of AFNOR Certification

**Julien NIZRI**  
**Directeur Général d'AFNOR Certification**  
**Managing Director of AFNOR Certification**



Scannez ce QR  
Code pour vérifier la  
validité du certificat

Sur le certificat électronique consultable sur [www.afnor.org](https://www.afnor.org), les informations de la certification de l'organisme. The electronic certificate can be viewed on [www.afnor.org](https://www.afnor.org)  
Visitez le site web de la norme ISO 9001:2015 Certification des Systèmes de Management. Adresse Internet sur [www.iso.org](https://www.iso.org)  
Consultez le site web de la norme ISO 9001:2015 Certification des Systèmes de Management. Adresse Internet sur [www.iso.org](https://www.iso.org)  
AFNOR Certification - AFNOR Certification - AFNOR Certification - AFNOR Certification



# Certificat

## Certificate

N° 2015/69286.8

Page 1 / 10

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :  
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

### VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :  
for the following activities:

**PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS. COLLECTE ET  
TRAITEMENT DES EAUX USEES. ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.**

**DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION. WASTEWATER  
COLLECTION AND TREATMENT. CUSTOMER SERVICE.**

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :  
has been assessed and found to meet the requirements of:

**ISO 14001 : 2015**

et est déployé sur les sites suivants :  
and is developed on the following locations:

**Siège : 21 RUE LA BOETIE -75008 PARIS**

Liste des sites certifiés en annexe(s) / List of certified locations on appendix(oes)

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)  
This certificate is valid from (year/month/day)

**2021-11-10**

Jusqu'au  
(year)

**2024-11-09**

Signature électronique de Julien NIZRI, Directeur Général d'AFNOR Certification

**Julien NIZRI**  
**Directeur Général d'AFNOR Certification**  
**Managing Director of AFNOR Certification**



Flashez ce QR  
Code pour vérifier la  
validité du certificat

Read the certificate electronic signature at: <https://www.afnor.org>. See the annexes for the certificate of registration. The electronic certificate can be verified at: <https://www.afnor.org>  
Lisez le certificat électronique, consultez le: <https://www.afnor.org>. Voir les annexes pour la certification de l'organisme. The electronic certificate can be verified at: <https://www.afnor.org>  
Certificat electrónico de firma: <https://www.afnor.org>. Ver los anexos para la certificación del organismo. Puede verificarse en: <https://www.afnor.org>  
Certificat elettronico di firma: <https://www.afnor.org>. Vedere gli allegati per la certificazione dell'organismo. Il certificato elettronico può essere verificato su: <https://www.afnor.org>

(\*) La directive 2012/27/UE instaure un audit énergétique obligatoire dans les grandes entreprises, obligation reprise par la loi DDADUE. Certifiées ISO 50001, ces entreprises sont exemptées de cette obligation et peuvent valoriser leurs actions d'économies d'énergie grâce à la bonification des CEE.

## 6.9 Actualité réglementaire 2021

Chaque année, une sélection des textes réglementaires les plus marquants de l'année vous est proposée, accompagnée des impacts les plus significatifs sur la vie du service. Vos interlocuteurs Veolia se tiennent à votre disposition pour répondre à vos différentes questions et échanger de manière approfondie sur les conséquences particulières pour votre service.

### Dérèglement climatique et résilience des territoires : des nouvelles obligations importantes pour les collectivités dans le domaine de l'assainissement !

La Loi du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets (dite loi « climat et résilience ») fait écho aux préoccupations et aux défis considérables soulevés par le dérèglement climatique pour les citoyens, les territoires et les services publics locaux.

Cette loi comporte un large éventail de dispositions comme les **diagnostics de vulnérabilités des services et réseaux répondant aux besoins prioritaires des populations** afin d'anticiper leur gestion en période de crise et de favoriser un retour rapide à un fonctionnement normal.

Cet objectif a par ailleurs été précisé par la loi du 25 novembre 2021 qui  *vise à consolider le modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels*. Ainsi, pour les territoires soumis à un ou plusieurs risques naturels connus, cette loi introduit de **nouvelles obligations en matière d'information des populations sur les risques et les mesures de sauvegarde associées** ainsi qu'un renforcement des plans communaux et intercommunaux de sauvegarde.

Dans le domaine de l'alimentation en eau potable et de l'assainissement, la loi "*climat et résilience*" pose le principe que les écosystèmes aquatiques et les écosystèmes marins constituent des éléments essentiels du patrimoine de la Nation du fait de leur contribution à la lutte contre la pollution. En quelques articles, elle vient renforcer l'intégration des enjeux de l'eau et des milieux aquatiques. Ainsi, la loi "*climat et résilience*" :

- ✓ introduit l'obligation de contrôle des raccordements au réseau de collecte des eaux usées lors des mutations immobilières. Dans une première étape, elle rend obligatoire ce contrôle sur les territoires dont les rejets d'eaux usées et d'eaux pluviales ont une incidence sur la qualité de l'eau pour les épreuves olympiques en Seine de Paris 2024. Toutefois, cette disposition est susceptible d'être généralisée à tous les territoires au cours des prochaines années ;
- ✓ renforce le dispositif prévu au Code de la Santé Publique qui astreint le propriétaire d'un immeuble non raccordé au réseau de collecte au paiement d'une somme au moins équivalente à celle qu'il aurait payé s'il avait été raccordé et pouvant être majorée dans la limite de 100 %. Afin de renforcer le caractère dissuasif de cette disposition, la loi autorise de porter cette majoration à 400 % ;
- ✓ impose aux notaires d'adresser au SPANC, au plus tard un mois après la signature de l'acte authentique de vente d'un immeuble, une attestation contenant la date de la vente et les informations nécessaires à l'identification du bien vendu et des noms et adresse de l'acquéreur. Cette disposition permettra au SPANC d'être en mesure de contrôler que l'acquéreur s'est bien acquitté de l'obligation de réaliser les travaux de mise en conformité, de son dispositif d'assainissement autonome sous un an, lorsque le diagnostic technique fourni lors de la vente a relevé des non-conformités ;
- ✓ édicte de nouvelles prescriptions visant à limiter l'imperméabilisation (et, donc, le ruissellement) pour les bâtiments professionnels et les entrepôts de plus de 500 m<sup>2</sup> (plus de

1000 m<sup>2</sup> pour les immeubles de bureau) ainsi que pour les parcs de stationnement associés à ces bâtiments.

Toutes ces nouvelles dispositions nécessitent de revoir au minimum le règlement de service pour l'adapter en conséquence. Pour cela, vos équipes Veolia se rapprocheront rapidement de vous pour se conformer à ces nouvelles obligations réglementaires.

### **Crise relative à l'approvisionnement et hausse des cours des matières premières : suspension temporaire des pénalités de retards applicables.**

L'année 2021 a été marquée par l'augmentation des prix des matières premières : acier, plastique, cuivre, aluminium, béton, réactifs, gaz, électricité etc. Leurs cours ont 'flambé', dans des proportions loin des évolutions habituellement constatées, entraînant au-delà des difficultés d'approvisionnement et des délais de livraison rallongés, un surcoût considérable dans le cadre de l'exécution des contrats déjà signés.

Afin de pallier ces incidences, le Ministère de l'Economie a publié le 20 mai 2021 un communiqué de presse dans lequel il invite les acheteurs publics à ne pas appliquer de pénalités de retard et à accorder des prolongations de délais d'exécution. Une fiche technique de la DAJ de Bercy, du 27 mai 2021, actualisée au 29 juillet 2021, en précise les contours.

Les acteurs publics sont ainsi appelés à adapter certaines modalités d'exécution et de passation des contrats de la commande publique dans les mêmes conditions que durant la crise sanitaire.

### **Retour au sol des boues : une volonté de maintenir ce principe mais avec un suivi renforcé à prévoir dès maintenant.**

L'arrêté du 30 avril 2020 avait fixé le principe que les boues produites durant la pandémie doivent au préalable être totalement hygiénisées pour pouvoir être épandues et faire l'objet de mesures de surveillance supplémentaires. L'arrêté du 20 avril 2021 a maintenu cette restriction tout en élargissant la liste des traitements de boues considérés comme hygiénisants. De même, ce nouvel arrêté est venu préciser la surveillance de l'abattement du virus Sars-Cov-2 en autorisant un nouvel indicateur plus facile à mesurer pour les nouveaux traitements reconnus hygiénisants.

La Loi AGEC du 10 février 2020 (relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire) ainsi que l'ordonnance du 29 juillet 2020 (relative à la prévention et à la gestion des déchets) vont modifier le cadre réglementaire régissant les conditions de retour au sol des boues d'épuration produites par les installations d'assainissement et, ce, à travers un ensemble de textes réglementaires (décrets, arrêtés regroupés sous le terme général de "socle commun") dont les premières publications sont attendues en 2022.

Le projet de "socle commun" confirme la volonté de maintenir le retour au sol des boues et composts et réaffirme l'intérêt de ce retour au sol, en cohérence avec la position européenne.

Cet ensemble de textes réglementaires entrera progressivement en application avec des échéances prévisibles dès 2023 puis 2024, 2025 et 2027. La première échéance de 2023 marquera l'entrée en vigueur de nouveaux critères d'innocuité applicables aux boues et aux composts de boues avec la mise en œuvre d'un nouveau suivi analytique qui inclura de nouveaux paramètres.

Cette future réglementation est susceptible d'entraîner un impact contractuel et financier sur le service de l'assainissement.

Vos interlocuteurs Veolia se rapprocheront de vous pour répondre à vos différentes questions et anticiper de manière approfondie leurs conséquences pour votre service.

### **Recherche et réduction des Substances Dangereuses dans l'Eau (RSDE) : le principe de réduction des émissions à la source est maintenu !**

La note technique du 12 août 2016 relative à la recherche de micropolluants dans les eaux brutes et dans les eaux usées traitées de stations de traitement des eaux usées et à leur réduction est venue préciser les modalités de la recherche de micropolluants dans les eaux usées traitées et dans les eaux brutes des stations de traitement des eaux usées (STEU).

Cette même note technique a fixé les modalités de recherche des sources d'émission de ces micropolluants en amont des STEU de plus de 10 000 eq.habitants et d'engagement des services d'assainissement dans une démarche de réduction de ces émissions.

Une révision de cette note technique a été publiée très récemment. Pour les services concernés, cette révision confirme les deux piliers de la démarche :

- ✓ une phase de recherche des substances à enjeux (dites "significatives") dans les eaux brutes et traitées;
- ✓ une phase de diagnostic à l'amont pour comprendre les sources d'émission et identifier les actions de réduction à initier sur les territoires pour réduire dans les eaux usées urbaines les substances.

Ce nouveau texte vient préciser le calendrier de mise en œuvre de ce nouveau cycle RSDE qui devra débuter dès 2022. De plus, il donne la faculté au Préfet d'élargir la liste de substances à rechercher au regard de la sensibilité du milieu récepteur.

Cette toute nouvelle réglementation est susceptible de modifier la programmation et le calendrier de réalisation initialement prévu des campagnes analytiques sur votre service. Le cas échéant, vos interlocuteurs Veolia se rapprocheront de vous pour échanger de manière approfondie sur les conséquences de ce nouveau texte pour votre service.

## **Bilans Gaz à Effet de Serre des services d'assainissement - Protoxyde d'azote (N2O)**

### **Les nouvelles consignes du GIEC 2019 et la révision 2022 du référentiel métier ASTEE entraîneront une forte augmentation du poids du N2O dans les bilans GES 2021 publiés en 2022**

Le protoxyde d'azote (N2O ou 'gaz hilarant') est un très puissant Gaz à Effet de Serre, de pouvoir de réchauffement global 265 fois plus élevé qu'une masse équivalente de CO2.

Les nouvelles lignes directrices du Groupe Intergouvernemental d'Experts sur l'Evolution du Climat (GIEC) **2019** recommandent d'utiliser un nouveau facteur d'émission (FE) pour estimer les émissions de protoxyde d'azote, 40 fois plus élevé que le précédent. Ce changement de méthode entraîne une augmentation mathématique dans l'évaluation des émissions de protoxyde d'azote des services d'assainissement, modifie les priorités d'action, et les suivis dans le temps. Le GIEC encourage aussi les professionnels des eaux usées à utiliser leurs propres facteurs d'émissions N2O en réalisant des campagnes de mesures sur sites conformément aux meilleures pratiques techniques et scientifiques en vigueur. En France il s'agit **du guide sectoriel Ademe-Astee 2018**. La publication du guide sectoriel révisé est prévue fin 2022 et détaillera les modalités par typologie d'usine et procédés biologiques mis en œuvre. Ce référentiel sera applicable aux bilans GES 2021 publiés en 2022.

Veolia a procédé à des campagnes et pilotes N2O sur plusieurs sites, et contribue activement aux groupes de travail ASTEE guide sectoriel GES et N2O, par le partage des résultats de recherches, méthodes et consignes. L'outil d'empreinte Carbone GreenPath de Veolia intègre depuis janvier 2022 le nouveau référentiel de calcul du GIEC pour le N2O. Veolia se tient à disposition pour prendre en compte les évolutions de méthodes,

mettre en place les diagnostics de site et proposer des solutions de réduction des émissions de GES, intégrant la notion d'empreinte environnementale.

## Commande publique

La Loi Climat et Résilience (loi n°2021-1104 du 22 août 2021) comporte un ensemble de mesures en faveur de la prise en compte du développement durable au stade de la passation et de l'exécution des contrats de la commande publique. Essentiellement programmatique, compte tenu des délais d'entrée en vigueur différée, elle invite les personnes publiques à s'engager dès à présent dans ce mouvement

A l'exception des mesures relatives aux Schémas de Promotion des Achats publics Socialement et Écologiquement Responsable (entrée en vigueur au 1er janvier 2023) les dispositions de l'article 35 de la loi entreront en vigueur à une date fixée par décret, et au plus tard le 22 août 2026.

### *La prise en compte des objectifs de développement durable ("ODD") et des caractéristiques environnementales*

L'article 35 de cette loi comprend différentes mesures visant à améliorer la prise en compte du développement durable lors de la passation et l'exécution des contrats de la commande publique. Ces mesures concernent notamment :

- la prise en compte des objectifs de développement durable dans les spécifications techniques: l'article L.2112-2 du Code de la commande publique modifié prévoit désormais l'obligation pour l'acheteur d'intégrer des objectifs de développement durable dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale au sein des spécifications techniques ;
- la prise en compte des considérations relatives au domaine social ou à l'emploi dans les conditions d'exécution pour les marchés formalisés : le nouvel article L.2112-2-1 du Code de la commande publique comporte l'obligation de prévoir pour les marchés supérieurs aux seuils européens des conditions d'exécution prenant en compte des considérations relatives au domaine social ou à l'emploi, notamment en faveur des personnes défavorisées, sauf dérogations.
- la prise en compte des caractéristiques environnementales de l'offre dans les critères d'attribution: l'article L.2152-7 du Code de la commande publique modifié comporte désormais l'obligation de prévoir au moins un critère en matière environnementale. En pratique, cette modification interdit donc le recours au critère unique du prix.
- la prise en compte obligatoire de l'environnement dans les conditions d'exécution : au-delà des spécifications techniques, l'article L.2112-2 du Code de la commande publique modifié prévoit que les conditions d'exécution doivent désormais prendre en compte des considérations relatives à l'environnement. Elles peuvent également prendre en compte des considérations relatives à l'économie, à l'innovation, au domaine social, à l'emploi ou à la lutte contre les discriminations.

### *Le renforcement des Schémas de Promotion des Achats publics Socialement et Écologiquement Responsables (SPASER)*

Cette même loi renforce le contenu et surtout la visibilité des SPASER que sont tenues d'adopter les plus grandes collectivités. Deux évolutions principales :

- Renforcement des obligations de publicité des SPASER en prévoyant qu'ils doivent être rendus publics notamment via une mise en ligne sur le site internet (s'il existe) des acheteurs concernés ;
- Mention des indicateurs précis et des objectifs cibles à atteindre pour chacune de ces catégories.

Ces dispositions entreront en vigueur le 1er janvier 2023.

### ***La neutralité dans les contrats de la commande publique à l'aune de la loi confortant le respect des principes de la République***

La loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a pour but de conduire les acteurs de la commande publique à introduire de nouvelles stipulations dans leurs contrats afin d'aménager le respect des principes de laïcité, de neutralité.

La loi évoque trois principes : l'égalité des usagers devant le service public, veiller au respect du principe de laïcité et au principe de neutralité du service public. Ces clauses doivent être intégrées dans tous les contrats concernés pour lesquels une consultation ou un avis de publicité est envoyé depuis le 25 août 2021. Pour les contrats en cours ou pour lesquels une consultation a été lancée avant le 25 août dernier, il faut distinguer deux situations :

- Pour les contrats qui se terminent avant le 25 février 2023, ces clauses n'ont pas à être insérées ;
- Pour les contrats qui se terminent après le 25 février 2023, les acheteurs et autorités concédantes ont 1 an, jusqu'au 25 août 2022 pour intégrer ces clauses dans les contrats en cours.

### ***Nouveaux seuils de procédure formalisée pour les années 2022-2023***

À compter du 1er janvier 2022, les seuils de procédure formalisée passent de :

- 139 000 € HT à 140 000 € HT pour les marchés de fournitures et de services des autorités publiques centrales ;
- 214 000 € HT à 215 000 € HT pour les marchés de fournitures et de services des autres pouvoirs adjudicateurs et pour les marchés publics de fournitures des autorités publiques centrales opérant dans le domaine de la défense ;
- 428 000 € HT à 431 000 € HT pour les marchés de fournitures et de services des entités adjudicatrices et pour les marchés de fournitures et de services passés dans le domaine de la défense ou de la sécurité ;
- 5 350 000 € HT à 5 382 000 € HT pour les marchés de travaux et pour les contrats de concession.

### ***Promotion et développement de l'innovation***

Dans l'« objectif de promotion et développement de l'innovation » précédemment mobilisé pour l'expérimentation posée par la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie, le décret n° 2018-1225 du 24 décembre 2018 avait prévu un dispositif expérimental pour les achats dits « innovants » offrant la possibilité de passer un marché public, y compris un marché public de défense ou de sécurité, négocié sans publicité ni mise en concurrence préalables, à la condition que la valeur estimée du besoin soit inférieure à 100 000 € hors taxes. Ce régime dérogatoire initialement prévu pour une durée de 3 ans a été pérennisé par le décret n° 2021-1634 du 13 décembre 2021.

### ***Interdiction des accords-cadres sans maximum***

En application d'une jurisprudence européenne du 17 juin dernier, un décret du 23 août n° 2021-1111 modifie le code de la commande publique pour supprimer la possibilité de conclure des accords-cadres sans maximum. Une mesure qui s'appliquera à compter du 1er janvier 2022.

### ***Marchés globaux***

Le Décret n° 2021-357 du 30 mars 2021 portant diverses dispositions en matière de commande publique, pris pour l'application des articles 131 et 140 de loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020 (loi 'ASAP'), comporte

diverses dispositions en matière de commande publique. Ce décret fixe à 10 % du montant prévisionnel du marché la part minimale que le titulaire d'un marché global, qui n'est pas lui-même une petite ou moyenne entreprise (PME) ou un artisan, s'engage à confier, directement ou indirectement, à une PME ou à un artisan.

Ce décret a également pour objet de mettre en cohérence les hypothèses de dispense de jury pour l'attribution des marchés globaux avec les hypothèses de dispense de concours pour l'attribution des marchés de maîtrise d'œuvre. Il précise enfin le point de départ du délai de paiement du solde des marchés publics de maîtrise d'œuvre pour tenir compte du mécanisme de décompte général et définitif prévu par le nouveau cahier des clauses administratives générales applicables à ces marchés.

### ***Six (6) nouveaux CCAG et leur fascicule (6) de 2021***

En application de l'article R. 2112-2 du code de la commande publique, six arrêtés en date du 30 mars 2021 (JO du 1er avril 2021) ont approuvé les nouveaux cahiers des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics. Ces arrêtés portent sur les CCAG des marchés de fournitures courantes et services, les marchés industriels, les techniques de l'information et de la communication, les prestations intellectuelles, les travaux et la maîtrise d'œuvre. Pour ce dernier secteur d'activité, il s'agit d'une création.

Ces arrêtés s'appliquent aux marchés publics pour lesquels une consultation est engagée ou un avis d'appel à la concurrence envoyé à la publication à compter du 1er avril 2021. Toutefois, ils prévoient une période transitoire jusqu'au 30 septembre 2021.

L'arrêté du 30 septembre 2021 (JO du 7 octobre 2021) apporte des modifications à ces CCAG et vient donc compléter la série des arrêtés du 30 mars 2021.

L'arrêté du 7 octobre 2021 (JO du 15 octobre 2021) vient approuver sept Cahier des Clauses Techniques Générales (fascicules), dont six concernent directement les secteurs de l'eau et de l'assainissement, à savoir :

- le fascicule 70 titre I relatif à la fourniture, pose et réhabilitation de canalisations d'eaux à écoulement à surface libre ;
- le fascicule 70 titre II relatif aux ouvrages de recueil, de stockage et de restitution des eaux pluviales ;
- le fascicule 71 relatif à la fourniture, pose et réhabilitation de canalisations d'eaux à écoulement sous pression ;
- le fascicule 73 relatif à l'équipement d'installations de pompage d'eaux claires destinées aux consommations humaines, agricoles et industrielles ;
- le fascicule 74 relatif à la construction des réservoirs en béton et réhabilitation des réservoirs en béton ou en maçonnerie ;
- le fascicule 81 titre I relatif à l'équipement d'installations de pompage pour réseaux d'évacuation et d'assainissement.

## **Suites de la crise sanitaire**

### ***Crise relative à l'approvisionnement et la hausse des cours des matières premières***

L'année 2021 a été marquée par l'augmentation des prix des matières premières : acier, plastique, cuivre, aluminium, béton, réactifs, gaz et électricité. Leur cours ont 'flambé', dans des proportions loin des évolutions habituellement constatées, entraînant au-delà des difficultés d'approvisionnement et des délais de livraison rallongés, un surcoût considérable dans le cadre de l'exécution des contrats déjà signés.

Afin de pallier ces incidences, le Ministère de l'Economie a publié le 20 mai 2021 un communiqué de presse dans lequel il invite les acheteurs publics à ne pas appliquer de pénalités de retard et à accorder des

prolongations de délais d'exécution. Une fiche technique de la DAJ de Bercy, du 27 mai 2021, sur les marchés publics confrontés à la flambée des prix et au risque de pénurie des matières premières a également été publiée. Les acteurs publics sont ainsi appelés à adapter certaines modalités d'exécution et de passation des contrats de la commande publique dans les mêmes conditions que durant la crise sanitaire.

### *Factures d'eau, de gaz et d'électricité*

Le décret n°2021-474 du 20 avril 2021 (JO du 21 avril 2021) est relatif au paiement des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux entreprises dont l'activité est affectée par une mesure de police administrative en réponse à l'épidémie de covid-19. Ce décret actualise le dispositif mis en œuvre à la fin de l'année 2020 en précisant les critères que doivent satisfaire les personnes physiques ou morales de droit privé pour prétendre aux mesures d'étalement de leur facture d'eau. Ce décret précise aussi la date de fin de ces mesures de report fixées deux mois après la fin de l'état d'urgence sanitaire.

### *Retour au sol des boues et Sars-Cov-2*

L'arrêté du 20 avril 2021 (JO du 27 mai) modifie l'arrêté du 30 avril 2020 qui fixait le principe que les boues produites durant la pandémie doivent au préalable être totalement hygiénisées pour pouvoir être épandues et faire l'objet de mesures de surveillance supplémentaires.

Ce nouvel arrêté ouvre la possibilité d'épandre des boues ayant fait l'objet de traitements considérés comme partiellement hygiénisant dans l'arrêté du 30 avril 2020. Les boues obtenues après un traitement des eaux usées par lagunage ou rizhofiltration peuvent désormais être épandues sous certaines conditions. Pour le suivi de l'abattement du virus Sars-Cov-2, chaque lot de boue devra faire l'objet d'une analyse - avant et après traitement - avec un nouvel indicateur plus facile à mesurer.

## Services publics locaux

### *Résilience des territoires et sécurité civile*

La loi 2021-1520 du 25 novembre 2021 (JO du 26 novembre 2021) vise à consolider le modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels. Cette loi comprend des dispositions complémentaires à la loi "climat et résilience" pour les territoires soumis à un ou plusieurs risques naturels connus en matière d'information sur les risques et les mesures de sauvegarde, sur les plans communaux et intercommunaux de sauvegarde. Notamment, le plan communal de sauvegarde est rendu obligatoire pour les communes soumis à un risque naturel identifié et sa mise en œuvre doit être éprouvée au moins tous les cinq ans par un exercice de crise.

Ces précédentes dispositions complètent celles portées par l'article 249 de La Loi Climat et Résilience (loi n°2021-1104 du 22 août 2021) qui vise à identifier les vulnérabilités des services et réseaux répondant aux besoins prioritaires des populations, d'anticiper leur gestion en période de crise et de favoriser un retour rapide à un fonctionnement normal. Ces objectifs ont pour objectifs de renforcer la résilience des territoires et se traduisent par des obligations graduées au regard de l'exposition à un ou plusieurs risques naturels.

Eaux pluviales et désimperméabilisation des tissus urbains

L'article 101 de la loi 'climat et résilience' du 22 août 2021 (JO du 24 août 2021) modifie un article du Code de la construction et de l'habitation ainsi qu'un article du code de l'urbanisme afin d'abaisser le seuil de 1000 m<sup>3</sup> (établi par loi énergie climat de 2019) à 500 m<sup>2</sup> relatif à l'obligation d'installer du photovoltaïque ou des toitures végétalisées sur les bâtiments professionnels et les entrepôts : lors de la construction, l'extension ou

la rénovation lourde de tous les bâtiments à usage commercial, industriel ou artisanal de plus de 500 m<sup>2</sup> et de plus de 1000 m<sup>2</sup> pour les immeubles de bureau.

Ces obligations s'appliquent pour les parcs de stationnement associés à ces bâtiments qui devront intégrer sur au moins la moitié de leur surface des revêtements de surface, des aménagements hydrauliques ou des dispositifs végétalisés favorisant la perméabilité et l'infiltration des eaux pluviales ou leur évaporation.

### *Travaux à proximité des réseaux*

L'arrêté du 6 juillet 2021 (JO du 20 août 2021) fixe, pour l'année 2021, le barème hors taxes des redevances prévues à l'article L. 554-2-1 du code de l'environnement au titre du financement, par les exploitants des réseaux enterrés, du « Guichet Unique » administré par l'Inéris. Ce téléservice ([www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr](http://www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr)) référence les réseaux de transport et de distribution en vue de prévenir leur endommagement lors de travaux.

### *Instruction budgétaire et comptable*

L'arrêté du 9 décembre 2021 (JO du 31 décembre 2021) relatif à l'instruction budgétaire et comptable M4 applicable aux services publics industriels et commerciaux modifie cette instruction qui se décline en plusieurs versions, dont l'instruction M49 pour les services d'eau potable et d'assainissement.

### *Réseaux intérieurs - Utilisation des ressources non-conventionnelles*

L'arrêté du 10 septembre 2021 (JO du 18 septembre 2021) relatif à la protection des réseaux d'adduction et de distribution d'eau destinée à la consommation humaine contre les pollutions par retours d'eau encadre désormais les pratiques concernant les réseaux d'adduction et de distribution à l'intérieur des bâtiments. L'arrêté précise les règles de distinction et de repérage des réseaux intérieurs d'eau potable de ceux transportant d'autres fluides, comme par exemple des eaux non-conventionnelles. Il fixe les modalités de vérification et d'entretien des dispositifs de protection contre les retours d'eau afin de s'assurer de leur bon état de fonctionnement. L'ensemble des dispositions de cet arrêté entrent en vigueur à compter du 1 janvier 2023 pour les immeubles neufs ou rénovés. Cet arrêté renvoie à un avis technique sur les équipements de protection des réseaux intérieurs publié au JO du 18 décembre 2021.

## Service public de l'assainissement

### *Le contrôle des raccordements au réseau de collecte lors des mutations immobilières*

Après plusieurs tentatives infructueuses, la loi "Climat et Résilience" (article 61 modifiant les articles L.271-4 du code de la construction et de l'habitation, L.2224-8 du CGCT et L.1331-11-1 du code de la santé publique engage l'obligation de contrôle des raccordements au réseau de collecte des eaux usées lors des mutations immobilières. Dans cette première étape, elle rend obligatoire ce contrôle sur les territoires dont les rejets d'eaux usées et d'eaux pluviales ont une incidence sur la qualité de l'eau pour les épreuves de nage libre et de triathlon en Seine pour les épreuves olympiques de Paris 2024. Un décret dont la publication est prévue au cours du 1er semestre 2022 doit fixer la liste des communes concernées.

La durée de validité du document relatif au contrôle est fixée à 10 ans.

Le projet de loi "4D" relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et diverses mesures de simplification, en cours d'examen au Parlement, prévoit (article 64) la généralisation de l'obligation de réalisation d'un diagnostic des raccordements aux réseaux publics d'assainissement lors des ventes immobilières.

### ***L'amélioration de l'information du SPANC sur les mutations immobilières***

En cas de vente d'un immeuble, le vendeur doit fournir un dossier de diagnostic technique comprenant un rapport de contrôle des installations d'assainissement non collectif de moins de trois ans. Lorsque ce rapport relève des non-conformités, l'acheteur a l'obligation de faire procéder aux travaux de mise en conformité dans un délai d'un an après l'acte de vente (article L.271-4 du code de la construction et de l'habitation).

Cependant, les SPANC, qui n'étaient jusqu'à présent pas informés des ventes intervenues, ne disposaient d'aucun moyen pour contrôler que l'acquéreur s'était acquitté de l'obligation de réaliser les travaux de mise en conformité.

La Loi "Climat et Résilience" (article 62 complétant l'article L.1331-11-1 du code de la santé publique) impose aux notaires d'adresser aux SPANC, au plus tard un mois après la signature de l'acte authentique de vente d'un immeuble, une attestation contenant la date de la vente et les informations nécessaires à l'identification du bien vendu et des noms et adresse de l'acquéreur.

### ***Le renforcement des pénalités en cas de défaut de raccordement ou de mauvais raccordement***

Le Code de la Santé Publique astreint le propriétaire d'un immeuble non raccordé au réseau de collecte au paiement d'une somme au moins équivalente à celle qu'il aurait payé s'il avait été raccordé et pouvant être majorée dans la limite de 100 %.

La Loi "Climat et Résilience" porte cette majoration possible à 400 % afin de renforcer le caractère dissuasif de cette disposition. La mise en œuvre de la majoration passe par l'adoption d'une simple délibération prise par la collectivité. Afin de renforcer le caractère dissuasif et pédagogique, la loi prévoit que cette pénalité sera écartée si les travaux sont réalisés dans les règles de l'art, dans un délai de 12 mois à compter de la notification de la sanction.

## **Gestion des sous-produits / déchets**

### ***Boues (sous-produits de l'assainissement)***

Le décret 2021-147 du 11 février 2021 (JO du 13 février 2021) modifie le code de l'environnement et la rubrique 2.1.4.0 (épandage d'effluents ou de boues) de la nomenclature relative aux installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) ayant une incidence sur l'eau ou le fonctionnement des écosystèmes aquatiques, dite nomenclature « loi sur l'eau », dans un objectif de simplification. Notamment, ce décret lève l'interdiction du mélange de boues de station d'épuration entre elles pour entreposage ou traitement en vue de l'épandage. Il n'est plus nécessaire de disposer d'une dérogation, via un arrêté dérogatoire préalable du préfet, pour pouvoir mélanger des boues de stations de traitement des eaux usées différentes

### ***Boues (compostage des boues)***

Le décret 2021-1179 du 14 septembre 2021 (JO du 15 septembre 2021) détermine les conditions dans lesquelles les boues d'épuration et les digestats de boues d'épuration peuvent être traités par compostage conjointement avec d'autres matières utilisées comme structurants et issues de matières végétales, dès lors que l'opération permet d'améliorer les caractéristiques agronomiques des boues et des digestats de boues. Ce texte définit une proportion de mélange déchets verts et boues/digestats pour cette voie de valorisation qui varie selon les échéances suivantes :

- A compter du 1er janvier 2022, la masse de déchets verts utilisés comme structurants n'excède pas 100 % de la masse de boues d'épuration et de digestats de boues d'épuration utilisée dans le mélange.

- A compter du 1er janvier 2024, la masse de déchets verts utilisés comme structurants n'excède pas 80% de la masse de boues d'épuration et de digestats de boues d'épuration utilisée dans le mélange.
- Au plus tard le 1er janvier 2026, l'ADEME remet au ministre chargé de l'environnement un rapport sur la disponibilité du gisement de déchets verts pour la valorisation organique des déchets alimentaires triés à la source et sur l'opportunité de modifier le seuil de 80% défini précédemment.

### ***Boues - Installations de compostage soumises à autorisation***

L'arrêté du 27 mai 2021 (JO du 27 juin 2021) modifie les règles techniques (initialement fixées par l'arrêté du 22 avril 2008) auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation au titre des ICPE. Ces modifications visent à améliorer la sécurité et la limitation des émissions provenant des installations de compostage.

L'arrêté complète les informations à reporter par l'exploitant : la nature et l'origine des produits ou déchets constituant le lot, les mesures de température et d'humidité relevées en différents points au cours du processus, les dates des retournements ou périodes d'aération et des arrosages éventuels des andains, ou informations sur l'aération de l'andain. Il prévoit également pour l'exploitation l'obligation d'adaptation des activités en plein air aux conditions météorologiques et climatiques, notamment pour prévenir de forts envols de poussières, des nuisances odorantes lors de grands vents ou lorsque les vents sont orientés vers des récepteurs sensibles. Les nouvelles prescriptions de cet arrêté sont applicables dès le 28 juin 2021 ou le 17 août 2022 selon qu'il s'agit d'installations nouvelles ou existantes.

### ***Boues - Installations de méthanisation***

Un arrêté du 14 juin 2021 et deux arrêtés du 17 juin 2021 (tous les trois publiés au Journal officiel du 30 juin 2021) modifient les règles techniques et les prescriptions générales applicables aux installations de méthanisation.

- Le premier modifie l'arrêté du 10 novembre 2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation du titre Ier du livre V du code de l'environnement. Il comporte des dispositions relatives à la conception et à l'aménagement, aux conditions d'admission des déchets et matières traitées, aux conditions d'exploitation, à la prévention des risques, à la prévention de la pollution de l'eau, à la surveillance des rejets. Le dernier article de cet arrêté donne le calendrier d'application de ces dispositions.
- Le second modifie l'arrêté du 12 août 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2781 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
- Le dernier modifie l'arrêté du 10 novembre 2009 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation soumises à déclaration sous la rubrique n° 2781-1. Il introduit de nouvelles annexes fixant les règles relatives aux règles d'implantation, à la gestion, à la surveillance de l'exploitation.

### ***Déchets non dangereux***

Décret n° 2021-1199 du 16 septembre 2021 relatif aux conditions d'élimination des déchets non dangereux  
Arrêté du 16 septembre 2021 pris en application des articles R. 541-48-3 et R. 541-48-4 du code de l'environnement.

De nouvelles conditions d'élimination des déchets non dangereux pour pouvoir éliminer des déchets non dangereux dans des installations de stockage ou d'incinération, les producteurs ou détenteurs de déchets doivent justifier que ceux-ci ont fait l'objet d'un tri à la source ou d'une collecte séparée. L'élimination dans

des installations de stockage de déchets non dangereux valorisables est progressivement interdite ; elle est d'abord réduite de 30 % en 2020 par rapport à 2010, et de 50 % en 2025.

Afin de s'assurer du respect des seuils établis, une procédure de contrôle des déchets entrants est mise en place par l'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux. Les interdictions de stockage de déchets valorisables entrent progressivement en vigueur, du 1er janvier 2022 au 1er janvier 2030. Les obligations de justification du tri des déchets avant élimination entrent en vigueur le 1er janvier 2022.

### *Déchets - Bordereaux de suivis des déchets*

Arrêté du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement, pour les déchets contenant de l'amiante. Cet arrêté donne la définition du contenu du bordereau de suivi des déchets électroniques (téléservice Trackdéchets). Les informations ne sont pas les mêmes en fonction de s'il s'agit de déchets dangereux ou déchets POP classiques, ou de tels déchets contenant de l'amiante.

Dispositions applicables aux déchets dangereux et déchets POP contenant de l'amiante : Les informations à déclarer, pour chaque BSD, au système de gestion électronique des BSD de déchets dangereux et déchets POP contenant de l'amiante sont listées à l'article 3 de l'arrêté du 21 décembre 2021.

### *Déchets - Registre de déchets*

Arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement

Dès janvier 2022, la transmission des données de traçabilité des déchets se fera au moyen d'un outil numérique centralisé. Un registre électronique sera aussi mis en place pour les terres excavées et les sédiments. Les nouvelles informations constitutives de ces registres déchets, terres excavées et sédiments pour chaque acteur viennent d'être publiées. Les producteurs ont l'obligation de tenir un registre chronologique afin d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments dès lors qu'ils sont extraits de leur emplacement d'origine et ne sont pas utilisés sur le site même de leur excavation, qu'ils aient ou non le statut de déchet. Le site d'excavation correspond alors pour les terres excavées, à l'emprise des travaux dans la limite d'une distance parcourue par les terres excavées au maximum de trente kilomètres entre l'emplacement de leur excavation et l'emplacement de leur utilisation au sein de l'emprise des travaux. Sont toutefois exonérés, les personnes :

- Produisant des terres excavées lors d'une opération d'aménagement ou de construction < à 500 m3 ;
- Produisant de sédiments issus d'une opération de dragage < à 500 m3 ;
- Effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments < à 500 m3.

### *Déchet – Traçabilité*

Décret n° 2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments  
Dès 2022, les données relatives aux déchets dangereux seront transmises à un registre électronique national et les bordereaux de suivi de déchets seront dématérialisés (plateforme centralisée Trackdéchets). L'identification des sociétés se fait par la base SIREN. Cette base enregistre les données transmises par :

- les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ainsi que les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;
- les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;

- les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet.
- La gestion des déchets et des terres excavées et des sédiments qui ne sont pas utilisés sur le site même de leur excavation sera également tracée pour garantir l'absence d'impact environnemental et sanitaire des opérations de remblayage par ces terres.
- Le site de l'excavation correspond :
- pour les terres excavées, à l'emprise des travaux, ou le cas échéant, à l'emprise foncière placée sous la responsabilité de l'exploitant de l'ICPE, dans la limite d'une distance parcourue par les terres excavées au maximum de 30 km entre l'emplacement de leur excavation et l'emplacement de leur utilisation au sein de l'emprise des travaux ou de l'installation classée,
- pour les sédiments, à l'emprise de l'opération de dragage et des berges du cours d'eau.
- La transmission au plus tard, 7 jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.

### **Déchet - Sortie de statut de déchet**

**Décret n° 2021-380 du 1er avril 2021 relatif à la sortie du statut de déchet / Arrêté du 1er avril 2021 modifiant l'arrêté du 19 juin 2015 relatif au système de gestion de la qualité mentionné à l'article D. 541-12-14 du code de l'environnement** La procédure de sortie de statut de déchet est désormais possible hors ICPE et IOTA . Les conditions sont :

#### Respect des cinq critères de sortie du statut de déchet

- les déchets autorisés utilisés en tant qu'intrants pour l'opération de valorisation ;
- les procédés et techniques de traitement autorisés ;
- les critères de qualité applicables aux matières issues de l'opération de valorisation qui cessent d'être des déchets, conformément aux normes applicables aux produits, y compris, si nécessaire, les valeurs limites pour les polluants ;
- les exigences pour les systèmes de gestion ;
- l'exigence d'une attestation de conformité.

#### Attestation de conformité

Tout producteur ou détenteur de déchets qui met en œuvre la procédure de sortie du statut de déchet devra établir pour chaque lot de substances ou objets qui ont cessé d'être des déchets, une attestation de conformité comme le faisaient les exploitants d'ICPE ou de IOTA. Ils devront conserver une copie de l'attestation de conformité pendant au moins 5 ans et nouvellement pour la durée prévue par l'arrêté fixant les critères de sortie de statut de déchet. Cette attestation est tenue à la disposition des autorités compétentes.

Mise en place d'un système de gestion de la qualité permettant de prouver le respect des critères de fin du statut de déchet, notamment en termes de contrôle et d'autocontrôle de la qualité et, le cas échéant, d'accréditation.

L'arrêté du 1er avril 2021 détaille les critères de contrôle par un tiers, le cas échéant accrédité, pour la sortie du statut de déchet, qui précise la fréquence du contrôle, les procédures, les procédés et les déchets ou produits qui font l'objet du contrôle, ainsi que les modalités d'échantillonnage ainsi que les modalités de conservation d'échantillons pouvant être soumis à une analyse par un tiers.

- Le contrôle est déclenché par le producteur ou le détenteur du déchet qui réalise une sortie du statut de déchet et est réalisé à ses frais ;

- premier contrôle lors de la première année de mise en œuvre de la procédure de sortie du statut de déchet
- vérification triennale du système de gestion de la qualité par un organisme accrédité pour la certification et des éléments du manuel qualité la première année ;
- contrôle par un tiers tous les 3 (ou 10 ans si le producteur est engagé dans une démarche de management de l'environnement) de l'opération de valorisation pour la production des déchets dangereux, terres excavées ou sédiments.

### *ICPE-IOTA - Evaluation environnementale et participation du public*

Décret n° 2021-1000 du 30 juillet 2021 : Ce décret vise à répondre à une mise en demeure de la Commission à la France pour non-conformité avec la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement. Pour approfondir : Le seuil financier pour les projets soumis à déclaration d'intention est abaissé. Le tableau relatif à l'évaluation environnementale (annexé à l'article R122-2 du code de l'environnement) est modifié, sont dorénavant soumis à évaluation environnementale systématique les installations d'élimination de déchets dangereux par incinération, traitement chimique ou mise en décharge.

Dans la procédure d'examen au cas par cas, l'autorité chargée de cet examen indique dorénavant les motifs qui fondent sa décision ; est ainsi créée une annexe à l'article R122-3-1 qui présente les critères de l'examen au cas par cas. Le contenu de l'étude d'impact est modifié avec notamment la prise en compte du cumul des incidences des projets existants ou approuvés. Il est en outre prévu une procédure d'évaluation environnementale commune à plusieurs projets. Le contenu du dossier d'enquête publique est modifié. L'entrée en vigueur est prévue au 1<sup>er</sup> août 2021 avec des spécifications pour les dossiers en cours à cette date. Ainsi, ce décret opère une actualisation de la liste des projets d'aménagement soumis à la Commission nationale du débat public (CNDP) visés à l'article R 121-2 CE (ex: création de barrage hydroélectrique, transfert d'eau de bassin, équipements industriels, ... en application de seuils et critères variant en fonction de chaque projet d'aménagement) + précision « L'autorité environnementale se prononce dans les deux mois suivant la date de réception du dossier mentionné au premier alinéa du I. L'avis de l'autorité environnementale, dès son adoption, ou l'information relative à l'absence d'observations émises dans le délai, est mis en ligne sur internet. » Une modification de la liste des plans et programmes devant faire l'objet d'une évaluation environnementale visé à l'article R 122-17 CE (ex Schéma régional de raccordement au réseau des énergies renouvelables; SDAGE, Stratégie nationale de mobilisation de la biomasse, Schéma régional de biomasse, Plan national de prévention des déchets, Plan de gestion des risques d'inondation, ...)

### *ICPE - Nomenclature – Cerfa*

**Décret n° 2021-976 du 21 juillet 2021 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement / Arrêté du 23 juillet 2021 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.**

La définition de la puissance thermique nominale est mise à jour. Concernant la rubrique 2910 relative aux installations de combustion, la référence à la puissance thermique nominale est remplacée par celle à la puissance thermique nominale totale pour la sous rubrique 2910-A au sens de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil, du 25 novembre 2015, relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes. Comme plusieurs installations de combustion, relevant du régime de la déclaration et/ou du régime de

l'enregistrement peuvent coexister au sein d'un même établissement, il est précisé que la puissance thermique nominale totale correspond à la somme des puissances thermiques des appareils de combustion pouvant fonctionner simultanément. Les termes « sur le site » sont supprimés car n'ayant pas de sens pour des installations relevant des régimes d'enregistrement et de déclaration. Les puissances sont fixées et garanties par le constructeur, exprimées en pouvoir calorifique inférieur et susceptibles d'être consommées en marche continue.

### **Arrêté du 5 mai 2021 modifiant l'arrêté du 3 mars 2017 fixant le modèle national de demande d'enregistrement d'une installation classée pour la protection de l'environnement**

Le nouveau Cerfa en vigueur depuis le 16 mai 2021 est la 3e version du Cerfa n° 15679 qui est mis à disposition sur le site internet <https://www.service-public.fr/>.

Il comporte une nouvelle rubrique 4.4 relative au IOTA est ajoutée dans le Cerfa . Selon la notice explicative du document, les informations renseignées dans cette rubrique, qui ne concerne que les cas de connexité ou de proximité d'IOTA, serviront au service instructeur afin de prendre en compte dans les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral les intérêts relevant de la réglementation IOTA (impact sur le milieu aquatique). Une pièce jointe supplémentaire concernant les installations de combustion moyennes (2910)

Dans les pièces à joindre selon la nature du projet, est ajoutée la PJ n° 18 dans le cas où le projet comprend une ou plusieurs installations de combustion moyennes relevant de la rubrique 2910.

Dans cette hypothèse, il faut désormais indiquer le numéro de dossier figurant dans l'accusé de réception délivré dans le cadre du rapportage MCP.

### **ICPE**

### **Décret n° 2021-1000 du 30 juillet 2021 portant diverses dispositions d'application de la loi d'accélération et de simplification de l'action publique et de simplification en matière d'environnement (loi ASAP)**

(art. 2, 6° et 14° à 20°) : Modification du contrôle périodique des installations classées DC : L'organisme de contrôle périodique remet son rapport de visite à l'exploitant en un exemplaire (et non plus deux), il doit désormais préciser (et donc distinguer) les points de non-conformité et de non-conformité majeure. L'organisme agréé informe le préfet ET l'inspection des installations classées compétente de l'existence de non-conformités majeures sous un délai de 1 mois à compter de la constatation des cas suivants :

- s'il n'a pas reçu l'échéancier de mise en conformité de l'exploitant dans le délai de trois mois ;
- s'il n'a pas reçu de demande écrite de contrôle complémentaire de l'exploitant dans le délai d'un an ;
- si le contrôle complémentaire a fait apparaître que des non-conformités majeures persistent. Dans ce cas, le délai d'un mois court à compter de l'envoi du rapport complémentaire à l'exploitant.

L'organisme de contrôle périodique transmet chaque trimestre au préfet, au ministre chargé des installations classées et, dès lors, à l'inspection des installations classées, la liste des contrôles effectués "pendant le trimestre écoulé". Ces dispositions sont entrées en vigueur le 1er août 2021.

(art 6, 7°, 9° et 10°) : Suppression des cas de consultations obligatoires du CODERST : Le décret d'application du titre III de la loi ASAP rend les consultations concernées facultatives et une obligation d'information de l'instance est prévue lorsque cette dernière n'est pas consultée. Modifications entrées en vigueur le 1er août 2021.

(art. 2 et 25°) : Autorisation environnementale : délai de délivrance de la décision permettant l'exécution anticipée des travaux fixée à 4 jours

### **CPE-IOTA - Utilisation des ressources non-conventionnelles**

Le décret 2021-807 du 24 juin 2021 (JO du 26 juin 2021) est pris en application de la loi AGEC relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire et vise à développer la mise en œuvre de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie dans les installations classées de protection de l'environnement (ICPE) et les installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA). En effet, ce décret demande aux industriels de justifier auprès des services de l'État, dans le cadre de leur dossier de demande d'autorisation, la conduite d'une réflexion sur la pertinence de la réutilisation des eaux usées épurées ou de l'eau de pluie dans le cadre de leurs activités et, le cas échéant, de justifier leur choix de ne pas y recourir.

### *Infractions pénales liées aux atteintes à l'environnement*

#### **Loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets (art. 279 à 297)**

Ont été créés 4 nouveaux délits : un délit général de pollution (L. 231-1 CE), un délit de mise en danger de l'environnement (L. 231-3 CE) et d'un délit d'Écocide (L. 231-3 CE). Le délit d'écocide est une circonstance aggravante des 2 délits précités. Ces délits sont soumis à des conditions drastiques de mise en œuvre, notamment pour caractériser la durée des atteintes (7 ans) et l'intentionnalité du délit d'écocide. Ils ne concernent que des activités encadrées administrativement et susceptibles de donner lieu à des mises en demeure.

Devraient être exclus de leur champ les délits classiques de pollution des eaux (L. 216.6 CE) et des eaux marines (C. envir., art. L. 218-73) ainsi le délit de pollution des eaux avec mortalité piscicole (art. L. 432-2 CE). Un délit de mise en danger en cas de non-respect d'une mise en demeure en matière de déchets a été également créé.

A noter que la spécialisation des juridictions en matière environnementale, la synergie entre les acteurs institutionnels et de la société civile devraient favoriser une réponse pénale plus efficace et systématique orientée vers plus de poursuites judiciaires, d'injonction à la restauration et remise en état du milieu naturel et des transactions pénales (CIIP) ce qui devrait aller dans le sens d'une meilleure prise en compte des intérêts de l'environnement.

**Circulaire visant à consolider le rôle de la justice en matière environnementale Circulaire CRIM 2021-02/G3 du 11 mai 2021 - annexes à la circulaire** La circulaire détaille les apports de la loi n°2020-1672 du 24 décembre 2020 qui a créé des pôles régionaux spécialisés en matière d'environnement ainsi que la convention judiciaire d'intérêt public environnementale ; elle actualise également les orientations de politique pénale. Le renforcement de la spécialisation des juridictions est donc expliqué et il est présenté comment une réponse pénale effective et lisible sera mise en œuvre avec la recherche systématique de la remise en état et l'exercice des poursuites contre les personnes morales. Un point est fait sur la spécialisation des juridictions civiles. Les annexes de la circulaire reprennent la liste des juridictions spécialisées en matière environnementale, présentent un focus sur le référé pénal environnemental et la remise en état des lieux.

## Transition énergétique

### *Energie - Neutralité carbone - Allégation environnementale*

**Loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets**

L'article 12 de la loi Climat interdit d'affirmer dans une publicité qu'un produit ou un service est neutre en carbone ou d'employer toute formulation de signification ou de portée équivalente, à moins que l'annonceur rende aisément disponible au public les éléments suivants (C. envir., art. L. 229-68) :

- un bilan d'émissions de gaz à effet de serre intégrant les émissions directes et indirectes du produit ou du service ;
- la démarche grâce à laquelle les émissions de gaz à effet de serre du produit ou du service sont prioritairement évitées, puis réduites et enfin compensées. La trajectoire de réduction des émissions de gaz à effet de serre est décrite à l'aide d'objectifs de progrès annuels quantifiés ;
- les modalités de compensation des émissions de gaz à effet de serre résiduelles respectant des standards minimaux définis par décret.

L'autorité administrative peut sanctionner le non-respect de cette interdiction et le manquement à ces obligations par une amende de 100 000 € pour une personne morale.

### *Energie - Biogaz – Biométhane*

#### **Décret n° 2021-28 du 14 janvier 2021, JO du 16 janvier 2021**

En application des dispositions de l'article L. 453-9 du code de l'énergie précisées par voie réglementaire, la CRE contrôle la pertinence technico-économique des investissements nécessaires pour permettre l'injection dans le réseau du biogaz produit par l'installation de production. Le décret n° 2019-665 du 28 juin 2019 avait notamment introduit un plafond annuel d'investissements du dispositif de renforcement des réseaux de distribution de gaz naturel pour le raccordement des installations de production de biométhane. La CRE, estimant que "le plafond de 0,4 % des recettes tarifaires des opérateurs pourrait se révéler trop bas pour permettre le déclenchement des investissements à la mesure des besoins" (délibération CRE n°2020-265) rend donc un avis positif sur l'augmentation dudit plafond précédemment fixé à 0,4 %. Ainsi, le décret n° 2021-28 du 14 janvier 2021 fait passer ce plafond à 2 % des recettes annuelles des tarifs d'utilisation du réseau de distribution.

### *Energie - Injection de Biogaz*

#### **Décret n° 2021-1273 du 30 septembre 2021 portant modification de la partie réglementaire du code de l'énergie concernant les dispositions particulières relatives à la vente de biogaz / Arrêté du 13 décembre 2021 fixant les conditions d'achat du biométhane injecté dans les réseaux de gaz naturel**

Sont fixées les modalités d'application des dispositifs d'obligation d'achat à la suite d'appels d'offres pour le biogaz injecté et de complément de rémunération pour le biogaz non injecté en application des articles L. 446-2 à L.446-7 du code de l'énergie. Des dispositions sur le contrôle des installations de production de biogaz bénéficiant d'un dispositif de soutien sont en outre introduites.

Ce décret met en place le cadre réglementaire des appels d'offres pour les installations injectant du biométhane sur le modèle de celui existant pour les appels d'offres portant sur la production d'électricité renouvelable. Il est précisé que le biométhane est un biogaz produit dans une installation de stockage de déchets non dangereux à partir de déchets ménagers et assimilés ou par la méthanisation en digesteur de produits ou déchets non dangereux, dont les caractéristiques permettent son injection dans un réseau de gaz naturel. Cette procédure est réservée aux plus gros projets de biométhane injecté (installations dotées d'une capacité de production supérieure à 25 GWh/an), les installations de capacité inférieure bénéficieront toujours d'un soutien en guichet ouvert.

### *Energie - Certificat d'économie d'énergie*

**Loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience** face à ses effets précise dans ses articles : (art. 183 à 185, 187 et 188) Pour mettre fin aux pratiques frauduleuses dans le domaine de la rénovation énergétique des bâtiments, des dispositifs de gestion des risques sont créés. Les acquéreurs de CEE doivent mettre en place des dispositifs d'identification, d'évaluation et de gestion des risques permettant de détecter une obtention frauduleuse par la personne cédant les certificats. Les modalités de ces dispositifs seront précisées par décret. Si ces dispositifs n'ont pas été mis en place ou ont été mis en place de façon incomplète, le ministre chargé de l'énergie peut annuler les CEE acquis (C. énergie, art. L. 222-2). L'acquéreur peut aussi être sanctionné pénalement lorsque les dispositifs ont permis de détecter une obtention frauduleuse de la personne cédant les certificats. Cette acquisition est punie des peines prévues aux articles 441-6 et 441-10 du code pénal (deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende, interdiction des droits civiques, civils et de famille, interdiction d'exercer une fonction publique ou d'exercer une activité professionnelle, exclusion des marchés publics). Les contrôles effectués sur les lieux de l'opération doivent être réalisés par un organisme d'inspection accrédité choisi par le demandeur. Ces contrôles sont menés sur un échantillon d'opérations faisant l'objet de la demande de CEE, sélectionnées de façon aléatoire, par l'entité effectuant les contrôles parmi l'ensemble des opérations faisant l'objet de la demande et soumises à l'obligation de contrôle.

### **Décret tertiaire**

**Décret n° 2021-1271 du 29 septembre 2021 modifiant les articles R. 174-27 et R. 174-28 du code de la construction et de l'habitation relatifs aux obligations d'actions de réduction de la consommation d'énergie finale dans des bâtiments à usage tertiaire**

Décret tertiaire : précisions sur la transmission des consommations d'énergie de l'année 2020 et en cas de cessation d'activité

Dans le cadre du dispositif réglementaire de rénovation énergétique du secteur tertiaire, les articles R. 174-27 et R. 174-28 du CCH prévoient une communication à la plateforme OPERAT gérée par l'ADEME, chaque année par le propriétaire ou le preneur à bail, des données de consommation permettant d'assurer le suivi de l'obligation de réduction des dépenses énergétiques. Le gouvernement confirme les modalités particulières de transmission des données de l'année 2020. Compte tenu de la crise sanitaire qui perdure, l'envoi de ces informations peut être fait jusqu'au 30 septembre 2022 et non pas le 30 septembre 2021 tel que prévu initialement par les textes.

## 6.10 Glossaire

Le présent glossaire est établi sur la base des définitions de l'arrêté du 2 mai 2007 et de la circulaire n°12/DE du 28 avril 2008 et de compléments jugés utiles à la compréhension du document.

### **Abonnement :**

L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné à l'opérateur pour la prestation du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné, ou installation d'assainissement non collectif).

### **Assiette de la redevance d'assainissement :**

Volume total facturé aux usagers du service.

### **Arrêté d'autorisation de déversement :**

Arrêté autorisant le déversement signé par la collectivité compétente en matière de collecte des eaux usées au lieu où sont rejetés les effluents du bénéficiaire de l'arrêté.

### **Bilans disponibles :**

Sur une usine de dépollution, les bilans disponibles sont les bilans 24h réalisés, exception faite des bilans inutilisables.

### **Capacité épuratoire :**

Capacité de traitement des ouvrages d'épuration donnée par le constructeur. Elle s'exprime en capacité épuratoire (kg de DBO5/jour) et en capacité hydraulique (m3/jour) ou en équivalent-habitants.

### **Certification ISO 14001 :**

Cette norme concerne le système de management environnemental. La certification s'applique aux aspects environnementaux que Veolia Eau peut maîtriser et sur lesquels il est censé avoir une influence. Le système vise à réduire les impacts liés à nos produits, activités et services sur l'environnement et à mettre en place des moyens de prévention des pollutions, en s'intéressant à la fois aux ressources et aux sous-produits du traitement dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

### **Certification ISO 9001 :**

Cette norme concerne le système de management de la qualité. La certification ISO 9001 traduit l'engagement de Veolia Eau à satisfaire les attentes de ses clients par la qualité des produits et des services proposés et l'amélioration continue de ses performances.

### **Certification ISO 50001 :**

Cette norme concerne le système de management de l'énergie. Ce système traduit l'engagement de Veolia eau à analyser ses usages et ses consommations énergétiques pour privilégier la performance énergétique dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

### **Certification OHSAS 18001 :**

Cette norme concerne le système de management de la santé et de la sécurité au travail.

### **Consommateur – abonné (client) :**

Le consommateur abonné est une personne physique ou morale ayant souscrit un ou plusieurs abonnements auprès de l'opérateur du service public (par exemple service de l'eau, de l'assainissement, etc.). Il est par définition desservi par l'opérateur. Il peut être titulaire de plusieurs abonnements, en des lieux géographiques distincts appelés points de service et donc avoir plusieurs points de service. Pour distinguer les services, on distingue les consommateurs eau, les consommateurs assainissement collectif et les consommateurs assainissement non collectif. Il perd sa qualité de consommateur abonné à un point de service donné lorsque le service n'est plus délivré à ce point de service, de façon définitive, quelle que soit sa situation vis-à-vis de la facturation (il n'est plus desservi, mais son compte peut ne pas encore être soldé).

Pour Veolia, un consommateur abonné correspond à un abonnement : le nombre de consommateurs abonnés est égal au nombre d'abonnements.

### **Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions nationales issues de la Directive sur les Eaux Résiduaires Urbaines (DERU - 1991) [P203.3] :**

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité du réseau de collecte d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la DERU.

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

### **Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions nationales issues de la Directive sur les Eaux Résiduaires Urbaines (DERU - 1991) [P204.3] :**

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité des équipements de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la DERU.

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

### **Conformité de la performance des ouvrages d'épuration du service aux prescriptions nationales issues de la Directive sur les Eaux Résiduaires Urbaines (DERU - 1991) [P205.3] :**

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité de la performance de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la DERU.

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

### **Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel [P 254.3] :**

Cet indicateur permet de mesurer le pourcentage de bilans 24h conformes de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des prescriptions d'autosurveillance du ou des arrêtés préfectoraux d'autorisation de traitement

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

### **Conformité réglementaire des rejets :**

Il s'agit de la conformité des rejets aux prescriptions réglementaires (nationales ou locales par arrêté préfectoral).

#### **DBO5 :**

Demande biochimique en oxygène pendant 5 jours. La DBO5 est l'un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

#### **DCO :**

Demande chimique en oxygène. La DCO est l'un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

### **Développement durable :**

Le rapport Brundtland a défini en 1987 la notion de développement durable comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». La conférence de Rio de 1992 a popularisé cette définition de développement économique efficace, équitable et soutenable, et celle de programme d'action ou « Agenda 21 ». D'autres valeurs sont venues compléter ces notions initiales, en particulier être une entreprise responsable, respecter les droits humains, assurer le droit des habitants à disposer des services essentiels, favoriser l'implication de la société civile, faire face à l'épuisement des ressources et s'adapter aux évolutions climatiques.

**Les Objectifs du Développement Durable (ODD) de l'agenda 2030** sont un ensemble de 17 objectifs établis en 2015 par les Nations Unies et concernent tous les pays (développés et en voie de développement), dont l'objectif 6 : Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement.

Ces nouveaux objectifs succèdent aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD de 2000 à 2015) pour réduire la pauvreté dans les pays en voie de développement (à ce titre Veolia a contribué à l'accès de

6,5 millions de personnes à l'eau potable et a raccordé près de 3 millions de personnes aux services d'assainissement dans les pays émergents).

#### **Equivalent-habitant :**

Il s'agit d'une unité de mesure de la pollution. Un équivalent-habitant correspond au flux journalier moyen de pollution produit par un habitant, soit 60 grammes de DBO5 par jour.

#### **Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées [P202.2] :**

Cet indicateur évalue, sur une échelle de 0 à 120 points, à la fois :

- ✓ le niveau de connaissance du réseau et des branchements
- ✓ et l'existence d'une politique de renouvellement pluri-annuelle du service d'assainissement collectif.

L'échelle est de 0 à 110 points pour les services n'exerçant pas la mission de collecte.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

#### **Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte [P255.3] :**

Cet indicateur permet de mesurer, sur une échelle de 0 à 120 points, le niveau d'implication du service d'assainissement dans la connaissance et le suivi des rejets directs par temps sec et par temps de pluie (hors pluies exceptionnelles des réseaux de collecte des eaux usées au milieu naturel (rejets des déversoirs d'orage, trop-pleins des postes de refoulement, des bassins de pollution...)).

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

#### **Matières sèches (boues de dépollution) :**

Matières résiduelles après déshydratation complète des boues, mesurées en tonnes de MS.

#### **MES :**

Matières en suspension. Les MES sont l'un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

#### **Nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif (Estimation du) [D201.0] :**

Le nombre d'habitants desservis correspond à la population disposant d'un accès ou pouvant accéder au réseau d'assainissement collectif, que cette population soit permanente ou présente une partie de l'année seulement. Il s'agit de la population totale (avec 'double compte') desservie par le service, estimée par défaut à partir des populations authentifiées annuellement par décret pour les communes du service et des taux de couverture du service sur ces communes. Conformément à la réglementation en vigueur, l'exercice de l'année N donne le recensement de l'année N-3.

#### **Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau [P252.2] :**

L'indicateur recense, pour 100 km de réseau d'assainissement, le nombre de sites d'intervention, dits "points noirs", nécessitant au moins deux interventions par an pour entretien (curage, lavage, mise en sécurité).

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

#### **Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration [D203.0] :**

Cet indicateur évalue, en tonnes de matière sèche, la quantité de boues évacuées par la ou les stations d'épuration.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

#### **Réseau de collecte des eaux usées :**

Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression les eaux usées et unitaires issues des abonnés, du domaine public ou d'autres services de collecte jusqu'aux unités de dépollution. Il est constitué de la partie publique des branchements, des canalisations de collecte, des canalisations de transport, des ouvrages et équipements hydrauliques.

#### **Station d'épuration (ou usine de dépollution) :**

Ensemble des installations chargées de traiter les eaux collectées par le réseau de collecte des eaux usées avant rejet au milieu naturel et dans le respect de la réglementation (appelée aussi usine de traitement, STEP).

#### **Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation [P206.3] :**

Cet indicateur mesure la proportion des boues évacuées par l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, et traitées ou valorisées conformément à la réglementation.

Une filière est dite « conforme » si la filière de traitement est déclarée ou autorisée selon sa taille et si le transport des boues est effectué conformément à la réglementation en vigueur. Les refus de dégrillage et les boues de curage ne sont pas pris en compte.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

#### **Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif [P301.3] :**

Cet indicateur évalue le pourcentage d'installations d'assainissement non collectif conformes, après contrôle, à la réglementation sur l'ensemble des installations contrôlées depuis la création du service. L'indicateur traduit la proportion d'installations d'assainissement non collectif ne nécessitant pas de travaux urgents à réaliser. Il s'agit du ratio correspondant à la somme du nombre d'installations neuves ou à réhabiliter contrôlées conformes à la réglementation et du nombre d'installations existantes qui ne présentent pas de danger pour la santé des personnes ou de risque avéré de pollution de l'environnement rapportée au nombre total d'installations contrôlées (arrêté du 2 décembre 2013).

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

#### **Taux de débordement d'effluents dans les locaux des usagers [P251.1] :**

Cet indicateur mesure le nombre de demandes d'indemnisation suite à un incident dû à l'impossibilité de rejeter les effluents dans le réseau public de collecte des eaux usées (débordement/inondation dans la partie privée), rapporté à 1 000 habitants desservis. Les débordements résultant d'une obstruction du réseau due à l'utilisateur ne sont pas pris en compte.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

#### **Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées [P201.1] :**

Cet indicateur précise le pourcentage d'abonnés raccordables et raccordés au réseau d'assainissement, par rapport au nombre d'abonnés résident en zone d'assainissement collectif.

#### **Taux d'impayés [P257.0] :**

Il correspond au taux d'impayés au 31/12 de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1. Le montant facturé au titre de l'année N-1 comprend l'ensemble de la facture, y compris les redevances prélèvement et pollution, la taxe Voies Navigables de France et la TVA liée à ces postes. Pour une facture donnée, les montants impayés sont répartis au prorata hors taxes et redevances de la part « eau » et de la part « assainissement ». Sont exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers. (Arrêté du 2 mai 2007)

#### **Taux de réclamations [P258.1] :**

Ces réclamations peuvent être reçues par l'opérateur ou directement par la collectivité. Un dispositif de mémorisation et de suivi des réclamations écrites est mis en œuvre. Le taux de réclamations est le nombre de réclamations écrites rapporté au nombre d'abonnés divisé par 1 000. Sont prises en compte les

Envoyé en préfecture le 04/10/2022

Reçu en préfecture le 04/10/2022

Affiché le

The logo for SLO (Société Lyonnaise de Services) is displayed in blue, stylized capital letters.

ID : 033-213301229-20221004-DELIB05\_22\_2022-DE

réclamations relatives à des écarts ou à des non-conformités vis-à-vis d'engagements contractuels, d'engagements de service, notamment au regard du règlement de service, ou vis-à-vis de la réglementation, à l'exception de celles relatives au niveau de prix. (Arrêté du 2 mai 2007)

Envoyé en préfecture le 04/10/2022

Reçu en préfecture le 04/10/2022

Affiché le

The logo for SLO (Société Lyonnaise de Services) is displayed in blue, featuring the letters 'SLO' in a bold, sans-serif font with a stylized 'W' or wave-like element to the right.

ID : 033-213301229-20221004-DELIB05\_22\_2022-DE

## 6.11 Attestations d'assurances

**Attestation d'Assurance - Risques Environnementaux**

Nous soussignés, **Allianz Global Corporate & Specialty SE Succursale en France** - 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex certifions par la présente que la société:

**VEOLIA ENVIRONNEMENT**  
21, rue La Boétie  
75008 PARIS  
France

agissant tant pour son compte que pour celui de sa filiale :

**VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX**  
21, rue La Boétie  
75008 PARIS  
France

est assurée auprès de notre compagnie par la police n° **FRL00218522** garantissant les conséquences pécuniaires des risques environnementaux pouvant lui incomber du fait de l'exploitation des sites assurés et des activités garanties par ce contrat.

Les garanties s'exercent dans le respect de la législation locale et à concurrence des montants ci-après qui s'entendent par sinistre et pour l'ensemble des sinistres imputés à la période d'assurance, sans pouvoir excéder **10 000 000 EUR** pour la période d'assurance :

**GARANTIES DE BASE :**

**RESPONSABILITE CIVILE ATTEINTES A L'ENVIRONNEMENT 10 000 000 EUR**

Il est précisé que les montants indiqués ci-dessus s'entendent sans préjudice des autres sous-limitations telles que mentionnées au contrat et forment la limite des engagements de l'Assureur, quel que soit le nombre de personnes physiques ou morales bénéficiant de la qualité d'assuré, pour l'ensemble des réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance.

Période de la police du 01/01/2022 au 31/12/2022 inclus.

La présente attestation est valable pour la période du 01/01/2022 au 31/12/2022 inclus. Elle est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne saurait engager la Compagnie au-delà des clauses et conditions du contrat auxquels elle se réfère.

Fait à Paris La Défense, le 31/12/2021

Pour la Compagnie,

Signature de l'assureur/ of the insurer :

Signature autorisée/ Authorised signatory :



## ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous soussignés, **GRAS SAVOYE**., société de courtage d'assurance, n° ORIAS 07 001 707, dont le siège est sis :

Immeuble Quai 33- 33 quai de Dion-Bouton  
92800 PUTEAUX,  
Agissant par délégation et pour le compte des assureurs

attestons que la société : **VEOLIA EAU – Compagnie Générale des Eaux**  
**21 rue la Boétie**  
**75008 Paris.**

est garantie par les polices, Dommages aux biens, Responsabilités, Pertes financières consécutives et Frais et Pertes annexes, de type « Tous Risques Sauf » Portant les numéros **2022/FR/PDBI/001 par CODEVE Insurance Company DAC**, Floor 4 - 25/28 Adelaide Road - Dublin D02 RY98 – Ireland; et d'autre part en excédent de la police émise par CODEVE, les numéros **FR00019007PR et FR00019008PR émises par XL Insurance Company SE**, 61 rue Mstislav Rostropovitch 75017 Paris, France, enregistrée au RCS de Paris sous le numéro 419 408 927, succursale française de **XL Insurance Company SE**, une société européenne au capital de 259 156 875 euros, domiciliée 8 St. Stephen's Green, D02 VK30, Dublin 2, Irlande sous le numéro 641686, compagnie d'assurance autorisée et contrôlée par la Central Bank of Ireland (www.centralbank.ie),

*Ces contrats ont été souscrits par VEOLIA ENVIRONNEMENT S.A. agissant tant pour son compte que pour le compte de ses filiales, groupements, associations, sociétés civiles immobilières faisant partie du même groupe d'affaire, et notamment pour le compte de :*

**VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX**  
**21, rue La Boétie**  
**75008 PARIS**

Ces polices en ligne garantissent l'ensemble des biens mobiliers et immobiliers (en propriété ou en location), les risques locatifs, les recours des voisins et des tiers contre notamment les événements suivants :

Incendie – Explosions – Foudre – Bris de machines – Dommages électriques – Fumées – Dégâts des eaux – Tempêtes – Grêle (Dommages de grêle exclus sur le matériel roulant) – Accumulation de la neige sur les toitures – Vandalisme – Emeutes – Mouvements populaires – Malveillance – Chocs de véhicules terrestres – Chutes d'aéronefs et d'engins spatiaux – Vol – Evènements naturels – Catastrophes Naturelles en France, (art.L125-1 et suivants du code des Assurances), Actes de Terrorisme et Attentats en France, (art.L126-2 et L126-3 du code des Assurances).

et ce, aux clauses et conditions des contrats cités en référence ci-dessus.

La présente attestation est valable du **1er Janvier 2022** jusqu'au **31 Décembre 2022**, sous réserve des possibilités de suspension et/ou résiliation de la police en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le contrat ou par le Code des Assurances.

**CETTE ATTESTATION CONSTITUE UNE PRESOMPTION D'ASSURANCE ET NE SAURAIT ENGAGER L'ASSUREUR AU DELA DES LIMITES DU CONTRAT AUQUEL ELLE SE REFERE.**

Fait à Puteaux, le 28 Décembre 2021





Notre référence à rappeler dans toute correspondance :	
N° ASSURE : F18746E N° CONTRAT : 1351.001/ 2 85834 N° SIREN : 572 025 526	
Pour tout renseignement contacter : SMA SA Grands Comptes Entreprises 8 rue Louis Armand CS 71201 75738 Paris Cedex 15 Tél. : 01.40.59.70.00 Fax : 01.40.59.70.57	VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX 21, rue La Boétie 75008 PARIS

### Contrat d'assurance RESPONSABILITE DECENNALE OUVRAGES SOUMIS

Période de validité : du 01/01/2022 au 31/12/2022

SMA SA ci-après désigné l'assureur atteste que l'assuré désigné ci-dessus est titulaire d'un contrat d'assurance professionnelle RESPONSABILITE DECENNALE OUVRAGES SOUMIS souscrit par VEOLIA ENVIRONNEMENT SA numéro F18746E 1351.001 / 2 85834 pour l'ensemble de ses filiales.

#### 1- PERIMETRE DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE ET DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

Les garanties objets de la présente attestation s'appliquent :

- aux activités professionnelles suivantes : Entreprise, maître d'œuvre ou fabricant-vendeur dans tous domaines d'activités et notamment dans le domaine des Services d'eau et d'assainissement, de la gestion des déchets et de l'optimisation des services énergétiques :
  - o Conception, exécution, rénovation, réparation et entretien de réseaux,
  - o Pose et fourniture de canalisations (travaux sur voiries) et de matériaux sur voiries (tampons, plaques, grilles et caniveaux), travaux sur voiries divers,
  - o Reprise et création de réseaux VRD EU/EP/AEP, installations d'ouvrages de prétraitement d'assainissement / d'évacuation d'eaux usées (bacs à graisses, assainissement non collectif, poste de relevage, séparateurs à hydrocarbures, fosses de décantation et fosses de relevage, changement de colonnes, réseau, siphons, regards, ...)
  - o Conception et exécution de branchement sur conduites publiques,
  - o Fourniture et pose d'installations autonomes d'assainissement,
  - o Plomberie intérieure et extérieure bâtiment (EU/EP/AEP), y compris réalisation de travaux de chaudronnerie, tuyauterie et structures métalliques,

SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA  
SMA SA

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance  
Entreprise régie par le code des assurances au capital  
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296  
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com





- o Entretien et installations techniques en aval des compteurs (eau, gaz, électricité),
- o Stations de traitement d'eau, de forages et de captages,
- o Réservoirs, et bassins de rétention,
- o Eoliennes,
- o Panneaux photovoltaïques, y compris en couverture (pose de capteurs solaires PV intégrés), production d'énergie accessoire à un ouvrage de construction par capteurs solaires,
- o Réseaux de chaleur / chauffage urbain
- o Réalisation de prises et de rejets d'eau avec des fondations dans l'eau
- o Eclairage public et signalisations,
- o Activités Spécifiques de gainages notamment des procédés « Anjou », « Phénix », « Intec assainissement » et « Intec immobilier » réalisés par les filiales TELEREP et SARP SUD OUEST.
- o Maçonnerie, Plâtrerie, peinture, enduits extérieurs, enduits hydrauliques
- o Fourniture / pose de poteaux et clôtures, accessoires en béton armé
- o Travaux de rénovation, de réhabilitation, d'extension et de travaux neufs y compris dans le cadre de travaux de maintenance
- o Ascenseurs, monte charges,
- o Installations thermiques de génie climatique, VMC, d'aéraulique, conditionnement d'air à l'exclusion des techniques de géothermie
- o Gestion technique Centralisée
- o Electricité,
- o Installation groupes électrogènes.
- o Plomberie / installations sanitaires
- o Isolation thermique et acoustique (calorifugeage, isolation thermique par l'extérieur, par soufflage).
- o Menuiserie métallique, extérieures, menuiseries en bois
- o Murs rideaux et façades industrielles
- o Métallerie, serrurerie
- o Fumisterie Ramonage (tubage)
- o Détection incendie, intrusion
- o Couverture / charpente bois,
- o Ravalement de façades, protection des façades
- o Calfeutrement de joint de construction
- o Couverture zinguerie / carrelages et mosaïques
- o Etanchéité de toitures.

**SMA COURTAGE**, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA  
**SMA SA**

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance  
 Entreprise régie par le code des assurances au capital  
 de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296  
 8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

[www.sma-courtage.com](http://www.sma-courtage.com)





- o Revêtements textiles et plastiques,
- o Ingénierie Bâtiment : Maitrise d'œuvre, études techniques TCE
- o Maîtrise d'œuvre ou coordination SSI en phase conception et réalisation,
- o MOE de désamiantage
- o Maitrise d'œuvre d'installations photovoltaïques (puissance <1,2 MWc)
- o Ingénierie Génie Civil : Etudes techniques Maçonnerie BA, VRD, sanitaires et fluides
- o Etudes techniques Vitrerie Miroiterie y compris façades aluminium
- aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I à l'article A 243-1 du code des assurances ;
- aux travaux réalisés en France Métropolitaine et dans les DROM ;
- aux chantiers dont le coût total de construction hors taxes tous corps d'état (honoraires compris), déclaré par le maître d'ouvrage, n'est pas supérieur à la somme de 30 000 000 €. Cette somme est illimitée en présence d'un contrat collectif de responsabilité décennale bénéficiant à l'assuré, comportant à son égard une franchise absolue au maximum de :
  - o 10 000 000 € par sinistre si l'assuré réalise des travaux incluant la structure ou le gros œuvre,
  - o 6 000 000 € par sinistre si l'assuré réalise des travaux n'incluant pas la structure ou le gros œuvre,
  - o 3 000 000 € par sinistre si l'assuré est concepteur, non réalisateur de travaux.
- aux travaux, produits et procédés de construction suivants :
  - o travaux de construction traditionnels, c'est-à-dire ceux réalisés avec des matériaux et des modes de construction éprouvés de longue date,
  - o travaux de construction répondant à une norme homologuée (NF DTU ou NF EN), à des règles professionnelles acceptées par la C2P<sup>(1)(3)</sup>, ou à des recommandations professionnelles du programme RAGE 2012 non mises en observation par la C2P<sup>(2)(3)</sup>,
  - o travaux de construction conformes au CCTG et ses fascicules ou à un référentiel spécifique à la technique utilisée publiée par un organisme reconnu par la profession, dans le cadre de marchés de travaux publics,
  - o procédés ou produits faisant l'objet au jour de la passation du marché :
    - d'un Agrément Technique Européen (ATE) en cours de validité ou d'une Evaluation Technique Européenne (ETE) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'un Avis Technique (ATec), valides et non mis en observation par la C2P<sup>(3)</sup>,
    - d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (ATEX) avec avis favorable,
    - d'un Pass'innovation « vert » en cours de validité.

(1) Les règles professionnelles acceptées par la C2P (Commission Prévention Produits mis en œuvre de par l'Agence Qualité Construction AQC) sont listées à l'annexe 2 de la publication semestrielle de la C2P

(2) Les recommandations professionnelles RAGE 2012 (Règles de l'Art Grenelle Environnement 2012) sont consultables sur le site internet du programme RAGE : [www.reglesdelart-grenelle-environnement-2012.fr](http://www.reglesdelart-grenelle-environnement-2012.fr)

(3) Les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC [www.qualiteconstruction.com](http://www.qualiteconstruction.com)

**Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.**

SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA  
SMA SA

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance  
Entreprise régie par le code des assurances au capital  
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296  
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

[www.sma-courtage.com](http://www.sma-courtage.com)





## 2- ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE

Nature de la garantie	Montant des garanties
<p>Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévus par les dispositions des articles L. 241-1 et L. 241-2 du code des assurances relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L. 243-1-1 du même code.</p> <p>La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.</p>	<p><b>En Habitation :</b>                      Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.</p>
	<p><b>Hors Habitation :</b>                      Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R.243-3 du code des assurances.</p>
	<p><b>En présence d'un CCRD :</b>                      Lorsqu'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif.</p>
Garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement dissociables	<p><b>Marché d'entreprise</b>                      1 000 000 € épuisable par année d'assurance</p>
	<p><b>Marché de maîtrise d'œuvre</b>                      350 000 € épuisable par année d'assurance</p>
<p><b>Durée et maintien des garanties :</b>                      La garantie s'applique pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.</p>	

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

## 3- GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

Le contrat garantit la responsabilité de l'assuré qui intervient en qualité de sous-traitant, en cas de dommages de nature décennale dans les conditions et limites posées par les articles 1792 et 1792.2 du Code civil, sur des ouvrages soumis à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale. Cette garantie est accordée pour une durée ferme de dix ans à compter de la réception visée à l'article 1792-4-2 du Code civil.

SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA  
 SMA SA

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance  
 Entreprise régie par le code des assurances au capital  
 de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296  
 8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com





La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.

Le montant des garanties accordées reste celui prévu par L'ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE.

---

**La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat précité auquel elle se réfère.**

Fait à PARIS  
Le 14/12/2021

Le Président du Directoire  
Par délégation



---

**SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA**  
**SMA SA**

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance  
Entreprise régie par le code des assurances au capital  
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296  
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

[www.sma-courtage.com](http://www.sma-courtage.com)



Envoyé en préfecture le 04/10/2022

Reçu en préfecture le 04/10/2022

Affiché le



ID : 033-213301229-20221004-DELIB05\_22\_2022-DE

## 6.12 Offres innovantes VEOLIA

Acteur majeur des services environnementaux Veolia poursuit une politique d'innovation qui lui permet de développer des solutions pour répondre aux enjeux de la transformation écologique. Nous sommes fiers de vous présenter 3 solutions fruits de la recherche et développement du groupe Veolia.

### VIGIE COVID-19

#### SURVEILLANCE DU CORONAVIRUS SARS-COV-2 DANS LES EAUX USÉES

Offrir un temps d'avance dans le suivi de l'épidémie



Veolia, l'IPMC (CNRS-Université Côte d'Azur), la start-up IAGE et le Bataillon des Marins Pompiers de Marseille (BMPM), collaborent sur l'optimisation de Vigie Covid-19, **leur solution pionnière permettant de détecter et quantifier dans des temps records la présence du SARS-CoV-2 dans les eaux usées.** Cette méthode a déjà permis de détecter et quantifier les variants alpha, bêta, gamma, puis le variant delta et depuis le variant Omicron.

Aujourd'hui utilisée de manière expérimentale en complément des données cliniques existantes, la présence du Sars-Cov-2 dans les eaux usées a **le potentiel de devenir un nouvel indicateur d'aide à la gestion de la pandémie.** Le laboratoire national de référence (LNR) vient ainsi de lancer un processus d'harmonisation et de consolidation des méthodes de surveillance, nommé par les ministères de la Santé et de la Transition écologique.

Vigie Covid-19 est la plus opérationnelle en Europe pour la quantification du SARS-CoV-2 dans les eaux usées. Grâce aux techniques de criblage PCR, elle permet **également d'identifier la présence de mutations connues issues de variants existants du virus et d'évaluer leurs concentrations.** Puis, les procédés de séquençage fournissent une identification des mutations ainsi que les proportions des différents variants.

La campagne sur le variant Omicron, réalisée par Veolia et ses partenaires au mois de décembre 2021 sur une douzaine de sites municipaux et industriels répartis en Europe, a permis de poursuivre la mise au point de la solution Vigie Covid-19 et de constater les avancées significatives suivantes :

- ✓ Il suffit de deux semaines pour lancer une campagne de suivi d'un nouveau variant ;
- ✓ Le criblage PCR d'un échantillon ne nécessite désormais que quelques heures à une journée ;
- ✓ Le séquençage d'un échantillon prend moins d'une journée sans mise au point préalable ;
- ✓ Les résultats sont exploitables dès la survenue du nouveau variant sur un territoire.





L'instruction DGS du 18 décembre 2020 est venue clarifier un flou réglementaire au sujet des métabolites de pesticides dits "pertinents", et préciser les modalités de gestion des métabolites "non pertinents".

Cette nouvelle instruction pesticides entraîne une dynamique d'évolution du contrôle sanitaire dans les régions, qui va faire émerger de nombreuses situations de non-conformités liées aux métabolites de pesticide Certains métabolites sont déjà connus, d'autres non.

Le charbon actif est le traitement recommandé pour la plupart des métabolites de pesticides.

- ✓ Pour choisir le charbon le mieux adapté à chaque problématique locale (nature et concentration des métabolites, fluctuations saisonnières ou météorologiques, influence de la matrice de l'eau) et **choisir le meilleur charbon actif** Veolia a développé Diabolo, une solution modulaire pour en toute confiance **choisir le charbon qu'il vous faut.**
- ✓ **Diabolo est une solution mobile, rapide et peu coûteuse** pour en toute sécurité choisir la meilleure solution.



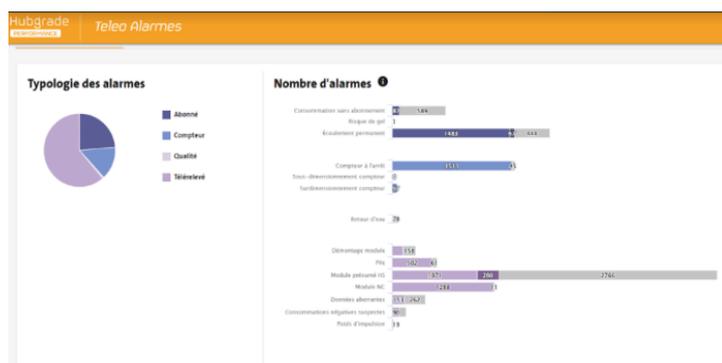


Veolia Eau poursuit le développement **de la suite logicielle TELEO pour exploiter toute la richesse du télérelevé.**

Teleo Alarmes constitue **la tour de contrôle du télérelevé.**

Ce module permet entre autres :

- ✓ de contribuer à **sécuriser la qualité de l'eau distribuée** en mettant en évidence les phénomènes de retour d'eau.
- ✓ de **garantir l'exhaustivité des recettes du service de l'eau** grâce à la détection des consommations sur points d'eau sans abonnement et des suspicions de fraude (compteurs retournés). A titre d'exemple, en 2021, sur un parc de 200 000 compteurs, 2300 "Consommations sans abonnements" ont pu être détectées et régularisées rapidement, ceci permettant de recouvrir 155 000 m3.
- ✓ D'identifier **les désordres potentiels sur les installations privées des consommateurs** grâce aux alarmes fuite - écoulement permanent et risque de gel.



En 2021, grâce aux alarmes "suspicion de fuite" poussées par mail, courriel ou courrier, **57000 fuites ont été réparées par nos consommateurs**, pour une économie globale de 3 millions de m3 (environ 1000 piscines olympiques). Un geste utile tant pour la planète que pour le portefeuille des consommateurs !

Et pendant l'hiver 2020-2021, **ce sont 23 000 consommateurs qui ont bénéficié d'une alarme "risque de gel de votre compteur"**, leur permettant de prendre les mesures nécessaires pour éviter un fâcheux désagrément.

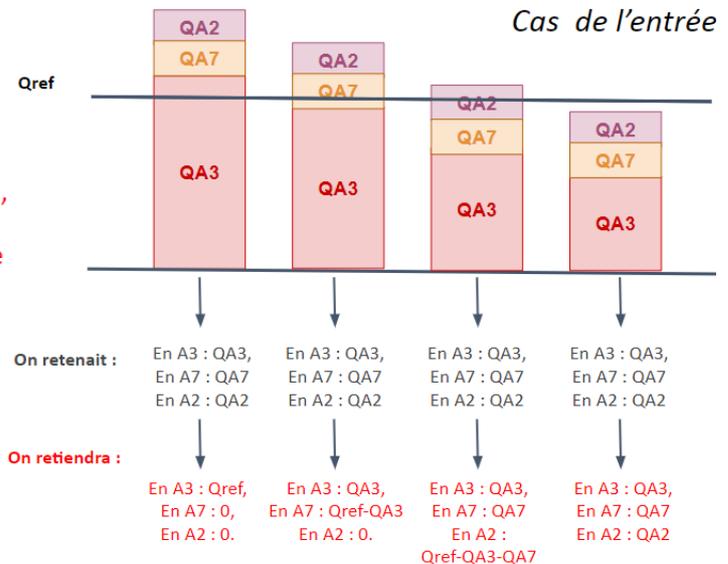
## 6.13 Conformité STEP

Les schémas ci-dessous rappellent la dénomination SANDRE des points de mesures et illustrent les nouveautés introduites.

### Dénomination SANDRE des points de mesures

#### Evolution des règles :

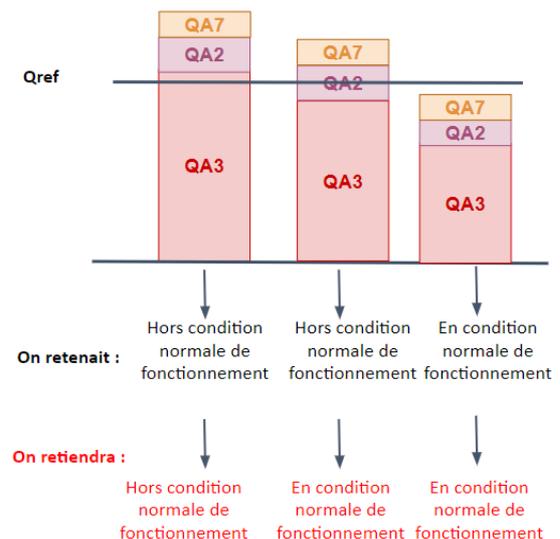
- auparavant : on considérait tous les volumes ;
- à présent : on considère les volumes A3, A7, puis A2 jusqu'à l'atteinte du Qref en entrée et les volumes A4, A5 et A2 jusqu'à l'atteinte du Qref en sortie



### Schéma explicatif des nouvelles modalités pour le calcul des volumes, concentrations, et flux

#### Evolution des règles :

- auparavant : on considérait un bilan "hors condition de fonctionnement" (avec possibilité d'écarter le(s) paramètre(s) si Non Conforme(s)), si le volume en entrée système (A3+A2+A7) dépassait le Qref;
- à présent : on considère le bilan "hors condition de fonctionnement" (avec possibilité d'écarter le(s) bilan(s) si Non Conforme(s)), si le volume en entrée de station seule (A3) dépasse le Qref.



### Schéma explicatif des nouvelles modalités pour définir si le bilan est en ou hors condition normale de fonctionnement

Notre outil interne OPUS est aligné sur les mêmes règles que celles retenues par Autostep pour évaluer la conformité locale le plus justement possible. Aussi, le rapport annuel fournit les évaluations de conformité locale réalisées en adoptant les règles de calcul définies par l'arrêté de 2015.

Dans le rapport annuel du Délégué, nous transmettons nos évaluations « exploitant » de la conformité locale. Pour rappel, l'indicateur réglementaire P205.3 Conformité de la performance des ouvrages d'épuration est à la Charge du Service de Police de l'Eau et n'est pas dû par l'exploitant.

C'est la raison pour laquelle, nous rapelons les hypothèses sur lesquelles se fondent nos évaluations de conformité. En effet, les modalités précises d'évaluation retenues pour évaluer la conformité s'appuient en premier lieu sur les critères des services en charge de la Police de l'Eau lorsque ceux-ci ont été inscrits dans un arrêté préfectoral et/ou portés à la connaissance de Veolia. A défaut, les critères pris en compte sont ceux énoncés dans les guides généraux d'application de l'arrêté du 21 juillet 2015 élaborés par la Direction de l'Eau et la Biodiversité.

### 6.13.1 Conformité globale

#### → *La conformité des équipements d'épuration [P204.3]*

Cet indicateur **[P204.3]** permet d'évaluer la conformité des équipements de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la directive européenne ERU. Cet indicateur résulte des conformités de chaque station de traitement des eaux usées (STEU) du service, pondérées par la charge entrante en DBO5 (moyenne annuelle). La conformité de chacune des STEU est établie par les services de l'Etat et est adressée à l'exploitant en vertu de l'article 22 de l'arrêté du 21 juillet 2015. La valeur de cet indicateur n'a pas été communiquée à Veolia à la date d'établissement du présent rapport.

#### → *La conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions nationales issues de la directive ERU [P205.3]*

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité de la performance de l'ensemble des stations d'un service, au regard des dispositions réglementaires issues de la Directive européenne ERU. Il **[P205.3]** est à établir par la Police de l'eau, qui doit l'adresser à l'exploitant en vertu de l'article 22 de l'arrêté du 21 juillet 2015. La valeur de cet indicateur n'a pas été communiquée à Veolia à la date d'établissement du présent rapport.

En l'absence de réception à la date d'établissement du présent rapport annuel des éléments relatifs à cet indicateur, Veolia présente ci-dessous un indicateur approché, établi à partir des données issues de l'autosurveillance mise en œuvre et des valeurs caractéristiques de référence de la station (CBPO, Qref) à utiliser, établies et communiquées par le service de Police des eaux (arrêté préfectoral d'autorisation, ou à défaut manuel d'autosurveillance). Ces valeurs sont rappelées par station dans le tableau ci-dessous.

L'évaluation est réalisée en écartant les bilans non conformes correspondant à un débit arrivant en entrée de la station au-delà du débit de référence caractéristique de la station et les bilans en situations inhabituelles (opérations de maintenance programmées, circonstances exceptionnelles telles que catastrophes naturelles, inondations...). Il s'agit donc d'une évaluation de la conformité locale (et non d'une évaluation de la conformité nationale/européenne).

Les indices suivants mesurent la conformité par rapport à la réglementation (arrêté préfectoral local ou arrêté du 21 juillet 2015 à défaut).

Envoyé en préfecture le 04/10/2022

Reçu en préfecture le 04/10/2022

Affiché le



ID : 033-213301229-20221004-DELIB05\_22\_2022-DE

## Ressourcer le monde

**Veolia**

30 rue Madeleine Vionnet • 93300 Aubervilliers

[www.veolia.com](http://www.veolia.com)

© Médiathèque VEOLIA - François Moura © Médiathèque VEOLIA - Samuel Bigot/Andia © Médiathèque VEOLIA - Rodolphe Escher © Médiathèque VEOLIA - Alexandre Dupeyron  
© Médiathèque VEOLIA - Martial Ruaud/Andia © Médiathèque VEOLIA - Christel SASSO/CAPA PICTURES © Photo par Thomas Barnick / Getty Images via Getty Images